

COMPTE DE RÉSULTAT DU CREDIT D'IMPÔT RELATIF AUX SERVICES À LA PERSONNE

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Lexique

NOM	ABRÉVIATIONS	DÉFINITIONS
Allocation personnalisée d'autonomie	APA	Aide destinée à couvrir en totalité ou en partie les dépenses liées à la perte d'autonomie des personnes âgées de plus de 60 ans vivant à domicile ou en établissement
Aide sociale à l'hébergement	ASH	Aide permettant de prendre en charge tout ou partie des frais liés à l'hébergement d'une personne âgée en établissement ou chez un accueillant familial. Elle est versée par le département
Caisse Nationale de solidarité pour l'autonomie	CNSA	Mise en place en mai 2005, la CNSA est, depuis le 1er janvier 2021, gestionnaire de la 5e branche de la Sécurité sociale, la branche Autonomie. Elle dispose pour cela d'un budget de plus de 34 milliards d'euros
Crédit d'impôt	CI	Réduction d'impôts de 50 % sur le salaire versé pour une prestation de services à la personne. Elle est plafonnée à 12 000 € par an, par individu, sur le total des prestations
Externalité positive	/	Désigne une situation où un agent économique, du fait de son activité, génère indirectement un avantage à une autre activité. Elle s'oppose à l'externalité négative qui désigne une activité provoquant un dommage à d'autres activités
Fichier d'écriture comptable	FEC	Fichier informatisé, obligatoire depuis 2014, qui regroupe l'ensemble des informations comptables d'une entreprise sur un exercice donné. Il doit obligatoirement être remis à l'administration en cas de contrôle fiscal
Particulier employeur	/	Forme d'emploi avec embauche directe d'un salarié par un particulier, sans aucun intermédiaire
Personal and household services	PHS	Services à la personne et aux ménages, comprenant deux activités sectorielles principales: l'aide sociale et l'entretien du domicile ; avec cependant le constat que ces deux types d'activités se chevauchent
Prestation de compensation du handicap	PCH	Aide destinée aux personnes qui ont besoin d'une aide dans la réalisation des actes de la vie quotidienne du fait d'un handicap. Elle peut prendre en charge en totalité ou en partie les dépenses liées au handicap
Services à la personne	SAP	Les services à la personne (SAP) sont des activités exercées à domicile, destinées à répondre aux besoins des particuliers
Reste à charge	RAC	La part du coût des prestations consommées qui n'est pas remboursée par les finances publiques, et qui demeure à la charge du consommateur

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Le crédit d'impôt SAP soutient les entreprises et l'emploi sur le secteur, ainsi que les 22% de ménages consommateurs

Résumé exécutif (1/4)



La Fédésap (fédération des services à la personne et de proximité) a été créée en 2007 par des chefs d'entreprise. C'est une fédération d'employeurs, également membre de la CPME, et la 1ère fédération de la branche des Entreprises de services à la personne.

Elle regroupe 3800 structures, 140 000 salariés, 670 000 personnes et familles accompagnées

Le secteur des SAP

Les services à la personne regroupent notamment les prestations d'aide à domicile (ménage...), de soutien aux personnes en perte d'autonomie (auxiliaire de vie...) et de garde d'enfants.

Ils sont un vecteur du bien-être social, notamment pour les personnes âgées, permettant leur soutien à domicile dans des conditions agréables

Le Crédit d'impôt aux SAP

Le CI-SAP (50 % des dépenses annuelles de SAP), plafonnées à 12.000 € par an bénéficie à tout individu faisant appel à un service à la personne à son domicile ou qui emploie une personne salariée à son domicile.

Tout le monde a droit au crédit d'impôt (contrairement à la réduction d'impôt)

26

prestations
en 2023

865m

d'heures prestées
en 2021

22%

De ménages
usagers en 2022

CHIFFRES CLES DU SECTEUR

~35%*

d'usagers < 2300€
/ mois en 2023

1,3m

d'intervenants
en 2021

5%

de la population
active en 2021

Méthodologie : La Fédésap a commandé une étude indépendante sur « **le compte de résultat** » du crédit d'impôt sur les services à la personne. Il s'agit de mesurer, non seulement le coût réel du CI-SAP pour les finances publiques, mais aussi son impact sur l'emploi. Cette étude a repris la méthodologie de la DG Trésor pour une étude similaire datant de 2016, et s'appuie sur des documents officiels. Elle se base également sur une enquête réalisée auprès de 3500 individus représentatifs de la population française, ainsi que sur des données d'entreprise.

* Recueilli via une enquête ciblant les consommateurs de prestations d'entretien du cadre de vie

Une baisse du crédit d'impôt serait défavorable au bien-être social et moins rentable que le statu quo pour les finances publiques

Résumé exécutif (2/4)

1

Le CI-SAP rapporte plus que ce qu'il ne coûte à la Sécurité Sociale et à l'Etat

→ Le CI-SAP est une **dépense fiscale « active »**, qui, en réalité, rapporte plus à l'Etat et la sécurité sociale qu'elle ne coûte au budget de l'Etat. **1€ de crédit d'impôt génère 1,19€ de recettes fiscales et sociales supplémentaires en prenant en compte les effets sur l'emploi**. Une baisse du taux du crédit d'impôt sur les services à la personne, loin de procurer des économies, détruirait des emplois, dégraderait in fine les comptes publics et coûterait de l'argent à l'Etat.

2

Une baisse du CI précарiserait les personnes fragiles et les classes populaires

→ Un coup de rabot sur le CI-SAP dans le budget 2024, pour trouver des économies, porterait une **atteinte intolérable au pouvoir d'achat** des Français, avec un impact fort sur les **classes populaires** qui représentent plus d'un tiers des consommateurs de services à la personne. Une réduction du CI-SAP **précарiserait en outre les publics les plus fragiles**, en particulier les **personnes âgées de plus de 80 ans et les familles de classes populaires et moyennes avec enfants**, qui ne peuvent pas s'en passer, et seraient les plus touchés. Le travail dissimulé serait de plus stimulé (91 000 emplois SAP détruits).

3

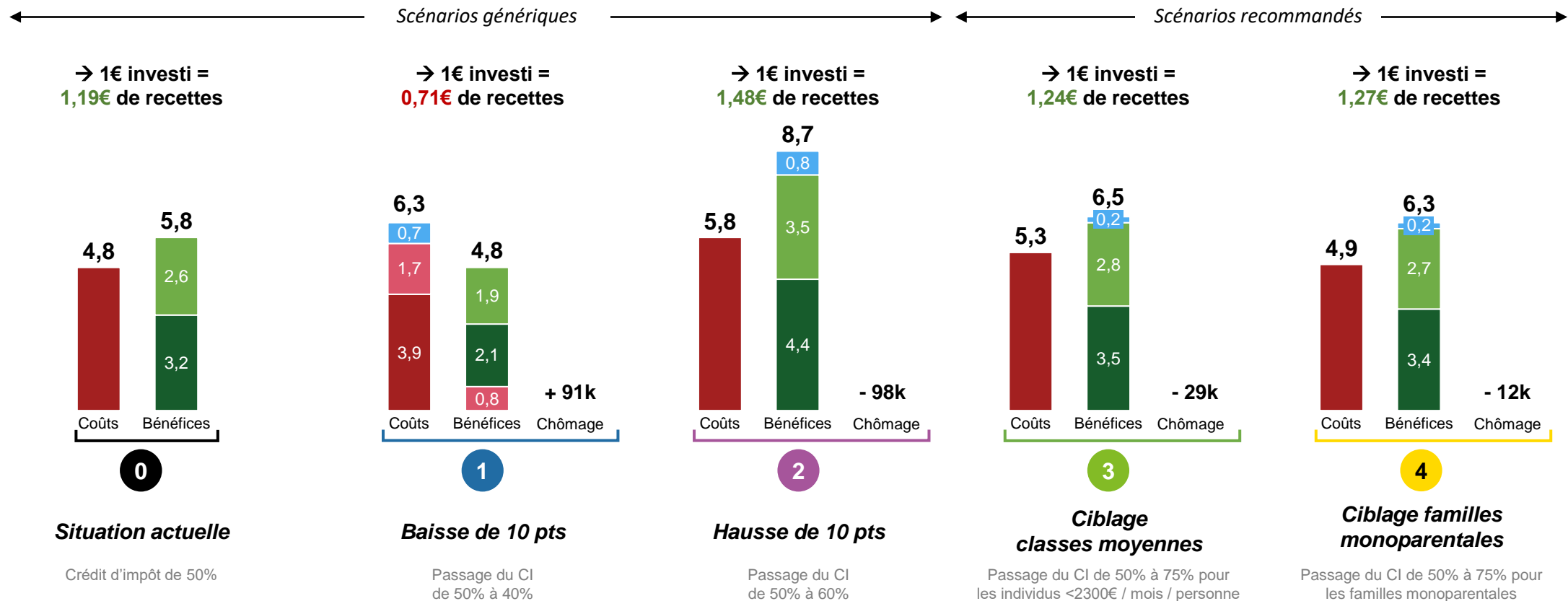
Un renforcement du CI-SAP soutiendrait la croissance du secteur et ses bénéficiaires

→ L'étude propose **trois scénarios, de différentes intensités**, qui permettraient, grâce au renforcement du CI-SAP, **de relancer massivement la consommation de services à la personne et créer jusqu'à 100 000 emplois**, de répondre aux attentes **des bénéficiaires gagnant jusqu'à 2 300€ par mois** ou de **favoriser les familles monoparentales**. Ce renforcement lutterait contre le travail dissimulé.

Augmenter le CI-SAP aurait un effet bénéfique global pour les finances publiques et permettrait de générer jusqu'à 100k emplois

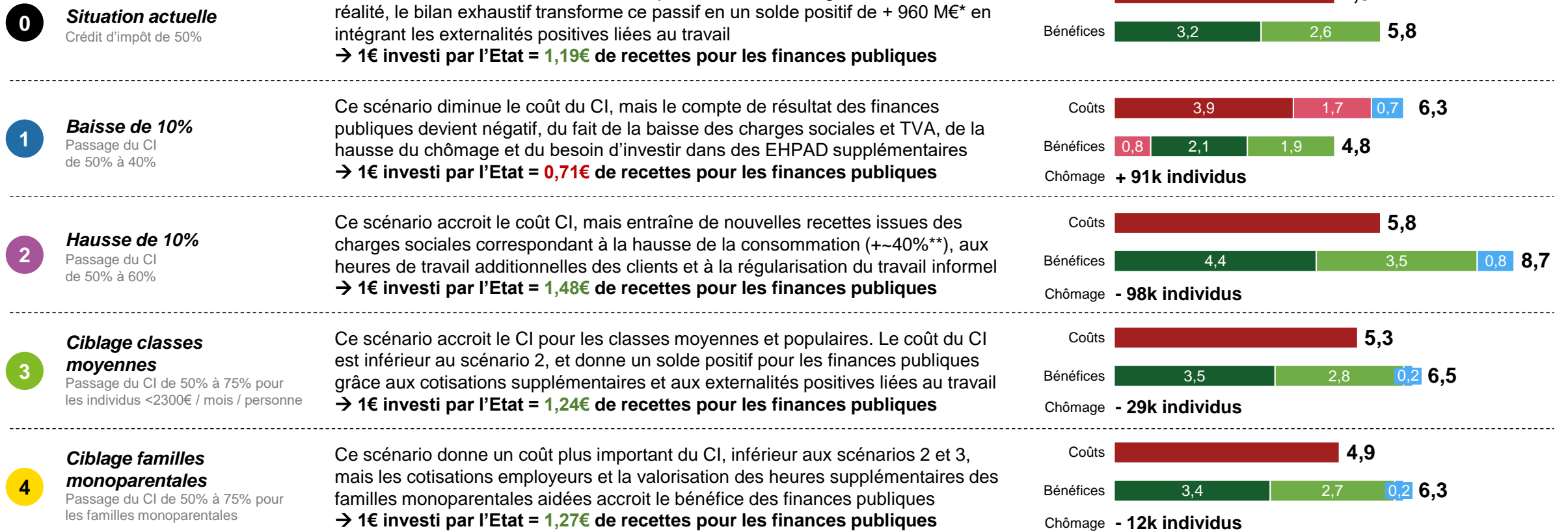
Résumé exécutif (3/4)

Répartition des coûts et des dépenses des scénarios de modification du taux du crédit d'impôt aux SAP
(en milliards d'euros, et en individus impactés par le chômage)



Augmenter le CI-SAP aurait un effet bénéfique global pour les finances publiques et sur le travail

Résumé exécutif (4/4)



*Les données des histogrammes sont arrondies, en milliard d'euro

** Moyenne des déclarations recueillies via une enquête ciblant les consommateurs de prestations d'entretien du cadre de vie, à la question « Quelle serait la hausse de votre consommation de SAP si le CI augmentait de 10pts ? »

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Remerciements

La Fédération des Services à la Personne et de Proximité tient à particulièrement remercier pour leur disponibilité et leur mise en relation avec la Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques :

- Geoffroy Cailloux, Chef de service Tourisme, Commerce, Artisanat et Services à la Direction Générale des Entreprises
- Arnaud Boyer, Directeur de projets à la Direction Générale des Entreprises
- Véronique Gourmet, Cheffe de projets « Entrepreneuriat et développement des entreprises » à la Direction Générale des Entreprises

Et tient également à remercier pour leur disponibilité, leur apport documentaire et méthodologique :

- Alain Fournat, Chargé de mission Ministère de l'Économie et co-rédacteur de l'étude DG Trésor « La politique de soutien aux services à la personne », Août 2016
- Jean-François Lebrun, Conseiller à la Direction Générale « Emploi, affaires sociales et inclusion » de la Commission Européenne, également co-rédacteur de l'étude DG Trésor « La politique de soutien aux services à la personne », Août 2016
- Aurélie Decker, Présidente de l'European Federation for Services to Individuals

La Fédésap remercie enfin l'ensemble de ses adhérents, délégués départementaux et conseil d'administration pour leur disponibilité, leur réactivité ainsi que leur apport d'informations (retours terrain, données financières et RH) qui permettent à cette étude d'être factuelle et proche des réalités des bénéficiaires, chefs d'entreprises et salariés

Le secteur des SAP, qui est à la fois vecteur d'emploi et de bien-être social, est largement dépendant des aides fiscales fournies par l'Etat



Un secteur d'utilité publique, assurant des services pour tous

- Les services à la personne permettent aux individus en **situation de perte d'autonomie de déléguer certaines tâches** du quotidien. Les SAP fournissent également aux **actifs le temps dont ils manquent**, en assurant par exemple leur garde d'enfants
- Cependant, **l'utilité principale est de permettre à l'Etat de fournir à sa population fragile et / ou dépendante des prestations qui leur sont nécessaires**, à coût supportable, tout en les accompagnant à domicile



Un secteur vecteur d'emploi et de formation

- **Les services à la personne représentent ~5% de la population active** française. C'est un secteur pourvoyeur d'emplois, favorisant l'intégration de personnes pour lesquelles le marché de l'emploi est plus difficilement accessible
- **Ce secteur est de plus vecteur de formation** pour des chercheurs d'emploi non qualifiés
- Il est également **non délocalisable par nature**



Un secteur compétitif, sensible aux aides publiques

- Le secteur **bénéficie de soutien public via les aides dont bénéficient les clients** (crédit d'impôt, APA, PCH, exonération des charges patronales) **mais aussi les entreprises** et associations (TVA taux réduits...)
- Ces avantages impactent fortement la consommation de ces services, ayant eux-mêmes **un impact sur la recrudescence ou non du travail informel**, qui représente un manque à gagner important pour l'Etat

Cette étude se donne l'objectif d'évaluer de manière factuelle l'impact du CI sur les recettes fiscales des finances publiques, sur le bien-être social et l'emploi



Contexte et objectifs

Une étude visant à mesurer les effets d'une variation du crédit d'impôt sur le secteur

- L'avenir du dispositif de crédit d'impôt aux SAP fait actuellement l'objet de débats
- **Alors que l'avance immédiate du crédit d'impôt est en période de test sur certaines prestations, une révision de celui-ci à la baisse est actuellement à l'étude.** Dans ce contexte, et alors que les citoyens considèrent cette aide comme une nécessité, cette enquête vise à évaluer les impacts de différents scénarios de variation du crédit d'impôt
- **Ces impacts seront revus sous le prisme du compte de résultats** des finances publiques et des recettes et / ou dépenses que sa modification entrainerait. Les impacts sur les bénéficiaires et le secteur de l'emploi seront aussi évalués



Méthodologie et hypothèses

Une analyse basée sur une méthodologie et des hypothèses nourries par des experts du secteur

- Cette étude se veut **factuelle**, nourrie d'enquêtes menées auprès de consommateurs et d'entreprises & associations du secteur, à la fois sur les volets de perte d'autonomie et d'entretien du cadre de vie. Des rapports et analyses du secteur, français mais également européens, ont constitué d'importants documents d'appui méthodologique et de réflexion pour cette étude
- Cette analyse, bien que basée sur des données collectées, nécessite la prise de certaines hypothèses et des choix méthodologiques. Ceux-ci ont également été nourris par **l'opinion de professionnels du secteur, que ce soit des parties prenantes d'entreprises & associations, ou par des institutions européennes (EFSI). Les auteurs de l'étude DG Trésor** parue en 2016 ont également été consultés au cours de ce processus

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

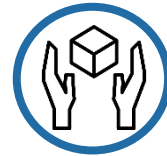
Entamer cette étude par un benchmark européen montrera la place de modèle qu'occupe la France dans ce secteur, du fait d'une offre diversifiée et accessible



Objectifs du benchmark

Situer et évaluer la qualité des SAP et des aides françaises par rapport à des voisins européens

- Dans le cadre de cette étude, il est pertinent de commencer par **remettre la situation française en perspective**, et ainsi, regarder ce qui est fait au **niveau européen dans le domaine des SAP**
- Il s'agit par là de **comparer** dans un premier temps **l'offre disponible**, en termes de service de soins direct à l'individu (care) et de soins indirect / à son environnement (non-care). Un deuxième volet de cette comparaison concernera **les aides accessibles** (lesquelles, à qui, comment, dans quelle limite ?)
- Répondre à cette question permettra de **situer la France dans son environnement de référence**, et de mieux **apprécier la qualité de son offre de prestations et la pertinence des aides apportées** par rapport à cette même offre



Méthodologie et hypothèses

Se nourrir de réflexions et d'acteurs européens, experts du secteur

- Cette étude se nourrit de **rapports et d'études sur les PHS en Europe, menées par des institutions nationales et supranationales**
- Ce benchmark nourrit ainsi également la méthodologie et la réflexion plus large de cette étude, en s'appuyant sur **des études européennes similaires, valorisant les externalités positives et liées aux aides fournies au secteur par différents systèmes de finances publiques**

Le benchmark se centrera sur 5 pays d'Europe, culturellement et / ou socialement proches de la France et de ses conceptions sociales

PHS* au sein des cinq pays cibles du Benchmark

Belgique

Titres-services

Les titres-services belges s'appliquent à des prestations d'aide ménagère, de repassage, de courses. L'unique prestation de direct care étant incluse est le transport de personnes à mobilité réduite

France

Services à la Personne

Les services à la personne incluent à la fois les services d'indirect care et de care. Le care englobe des prestations permettant aux personnes âgées ainsi qu'aux personnes en situation de handicap de rester à domicile

Kotihoito

Finlande

Les Services à la personne sont divisés en trois catégories : entretien du domicile ciblant les personnes âgées et vulnérables, services de soutien (enfants, repas, transport,...) et services d'infirmiers.es à domicile

ROT & RUT




Suède

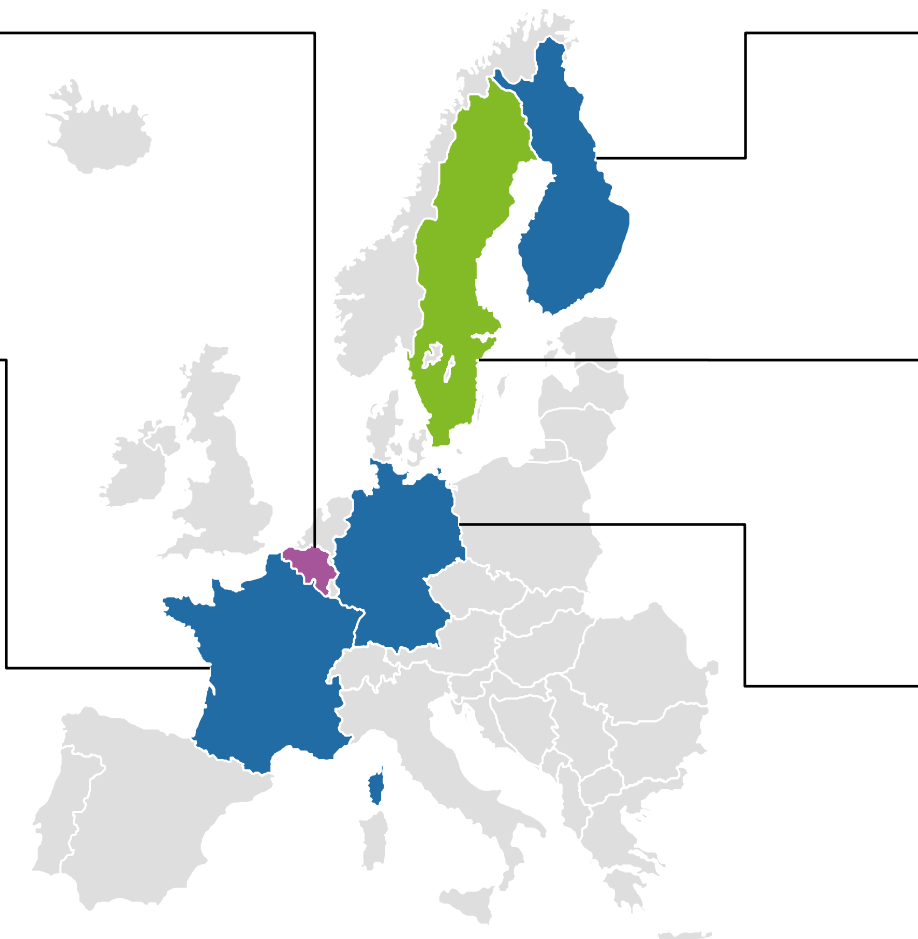
Les services ROT-avdrag et RUT-avdrag en Suède correspondent respectivement à des services de réparation, conversion, extension, et nettoyage, maintenance, repassage. Les SAP en Suède sont limités à l'entretien du domicile et n'incluent pas de service de soin

Familienunterstützende Dienstleistungen

Allemagne

Les services de support à la famille incluent des prestations de « non-care » et de « care » (la garde d'enfants, aide aux personnes âgées) ainsi que des services de main d'œuvre spécialisée (peinture,...)

-  Pays avec un large choix de SAP *direct et indirect care*
-  Pays avec une large offre *indirect care* et une offre *direct care* partielle
-  Pays proposant uniquement des SAP *indirect care*



La France fait office de modèle en Europe, notamment dans la capacité à soutenir les personnes âgées / en perte d'autonomie à domicile

Synthèse de la comparaison des cinq pays cibles

	France	Allemagne	Belgique	Finlande	Suède
Synthèse	Le travail informel demeure présent, mais la France possède l'offre de PHS la plus large, et la plus soutenue par les finances publiques	L'Allemagne possède une offre limitée de PHS mais se distingue par des aides à la perte d'autonomie non liées aux revenus	La Belgique se distingue par un reste à charge faible pour les consommateurs, bien que proposant peu de direct care	Les PHS en Finlande se centrent sur la perte d'autonomie, et se distinguent par un salaire minimum spécifique au secteur	En Suède, les PHS sont un outil de lutte contre le travail informel sur l'indirect care ; renforcés par un salaire minimum spécifique au secteur
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prestations : Large panel de service direct & indirect care ✓ Direct care : Prestations à domicile et en institution ✓ Aides : Large offre d'aides accessibles, complétées par des allocations ✓ Direct 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prestations : Services de direct et indirect care ✓ Aides : allocations non liées aux revenus pour les personnes ayant besoin de direct care 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prix : Reste à charge faible pour les consommateurs de titre-service ✓ Impact : Externalité positive et biens-fait de l'investissement étatique prouvés 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Direct care : ~90% de services dédiés au direct care ✓ Compétence : Qualification des infirmières.ères. à domicile ✓ Protection sociale : Salaire minimum spécifique au secteur de 2 534 € / mois 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection sociale : Salaire minimum spécifique au secteur de 2 050 € / mois
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Travail informel : Importance supposée du travail informel ➤ Aides : Difficulté à prouver l'existence d'externalités positives 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prestations : offre limitée en termes de direct care (garde d'enfants et soins aux personnes âgées) ➤ Aides : Plafond bas (4000€) ➤ Travail informel : Part du travail informel supérieure à la moyenne européenne 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prestations : offre limitée d'indirect care, et réduite à la conduite et garde d'enfant en direct care 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prestations : peu de service d'indirect care inclus dans les PHS finlandais 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prestations : offre limitée (peu / pas de direct care) car vise d'abord la réduction du travail informel plutôt que l'aide aux soins. Le direct care est assuré différemment par les services publics.

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

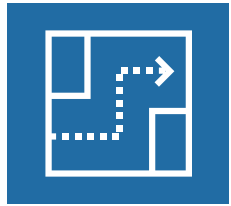
Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

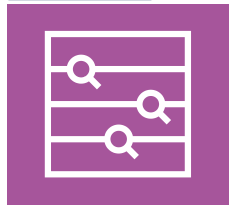
La qualification juridique spécifique entourant les SAP dote ces services de trois caractéristiques avantageuses



Un ensemble de prestations défini



Les services à la personne désignent un ensemble de 26 prestations. Elles englobent un ensemble de services liés aux tâches quotidiennes d'un individu, qu'elles concernent la personne (direct care, ou prestations de perte d'autonomie) ou son environnement de vie (indirect care, ou prestations d'entretien du cadre de vie). Elles peuvent être réalisées par des travailleurs indépendants ou d'entreprises & associations prestataires



Un régime fiscal et social spécifique



Les services à la personne sont une dénomination spécifique entrée dans le code du travail. Les consommateurs mais aussi les prestataires de cette catégorie de services bénéficient d'avantages sociaux et fiscaux, allant d'un crédit d'impôt à des exonérations partielles (cotisations sociales, TVA...)



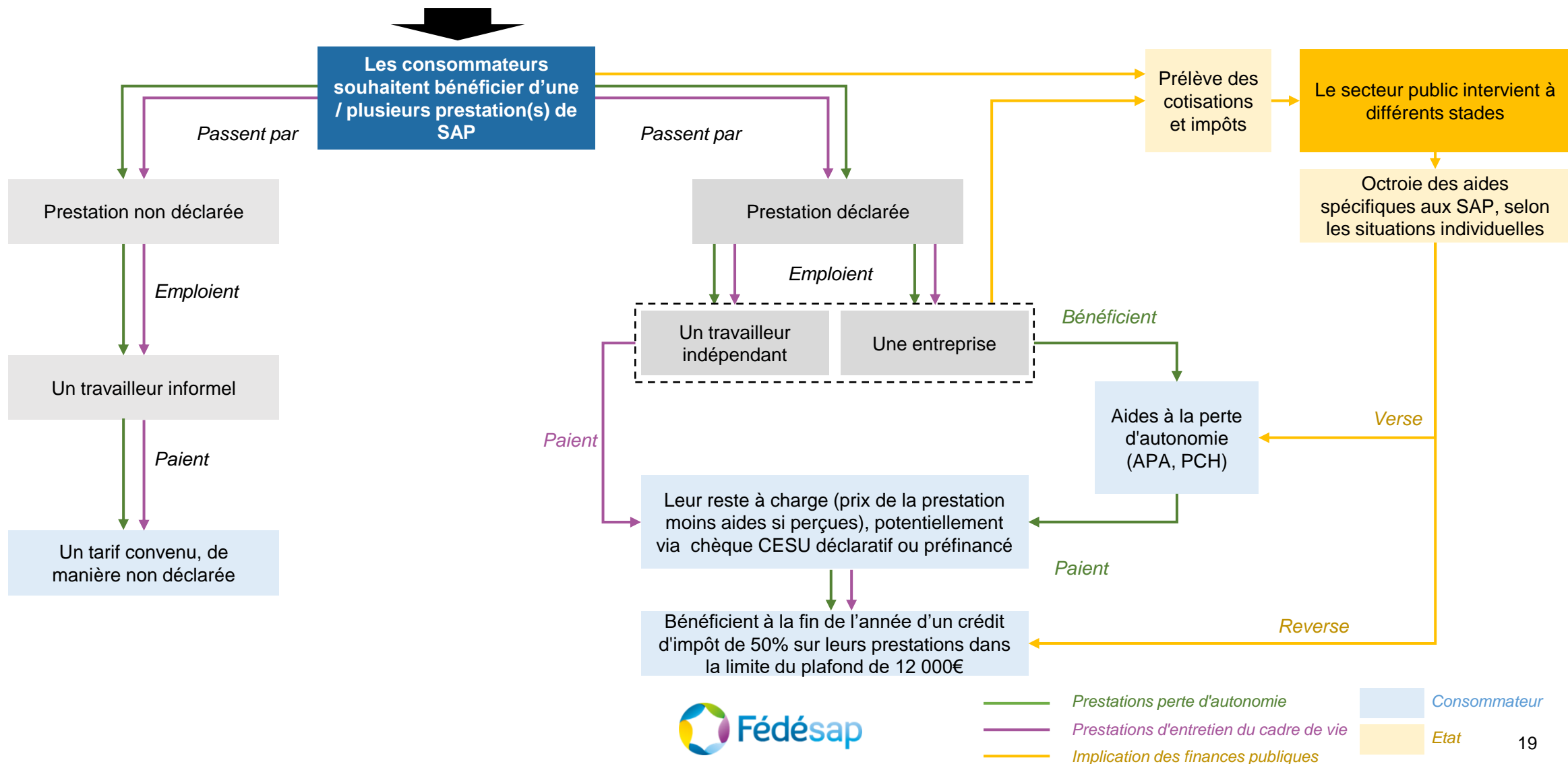
Un mode de paiement dédié



Les services à la personne bénéficient d'un mode de paiement spécial, le CESU (Chèque Emploi Service Universel). Ils sont mis en place par l'URSSAF, afin de faciliter la déclaration et le paiement des prestations de SAP, un secteur fortement concerné par le travail informel. Depuis sa création en tant que CES (Chèque emploi Service) en 1994, ses caractéristiques ont évolué au fil du temps

Le secteur des SAP se divise en une filière formelle, et une filière informelle dans laquelle l'Etat et les entreprises & associations ne sont plus acteurs de la chaîne

Schéma de fonctionnement du secteur des SAP



Les services à la personne sont le principal mécanisme d'aide et d'accompagnement à domicile des personnes âgées et / ou fragiles en France

Offre de soins / aide pour les personnes en perte d'autonomie en France

AIDE ET ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE (AAD)

~ 17 millions de personnes (2021)

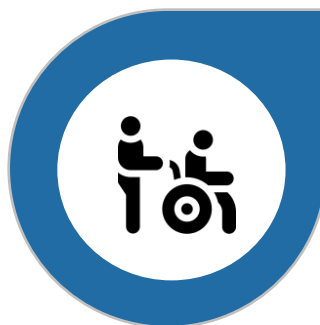
Proches aidants

En France, une personne sur 6 en moyenne aide un proche en situation de perte d'autonomie. Les proches aidants sont un moteur de l'aide et de l'accompagnement à domicile, mais leur aide demeure néanmoins non professionnelle, non rémunérée, et consommatrice de temps



Services à la personne

Les SAP sont la principale source d'accompagnement et d'aide à domicile en France. Les services liés à la perte d'autonomie offrent aux personnes âgées et en perte d'autonomie des prestations professionnelles de *direct et d'indirect care*, qui leur permettent de demeurer à domicile. Ces services sont pourvus par des entreprises ou par les particuliers eux-mêmes en tant qu'employeurs individuels



PLACE EN ETABLISSEMENT

~ 0,75 millions de personnes (2021)

EHPA

Un EHPA (Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées) accueille des personnes âgées valides et autonomes, parfois semi-valides, seules ou en couple. Ils sont non médicalisés.



EHPAD

Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (anciennement maisons de retraite) sont des établissements médicalisés où sont hébergées des personnes âgées dépendantes. Pour être admis en EHPAD, la personne âgée doit avoir au moins 60 ans et avoir besoin de soins et d'aide quotidiens pour les actes de la vie courante.



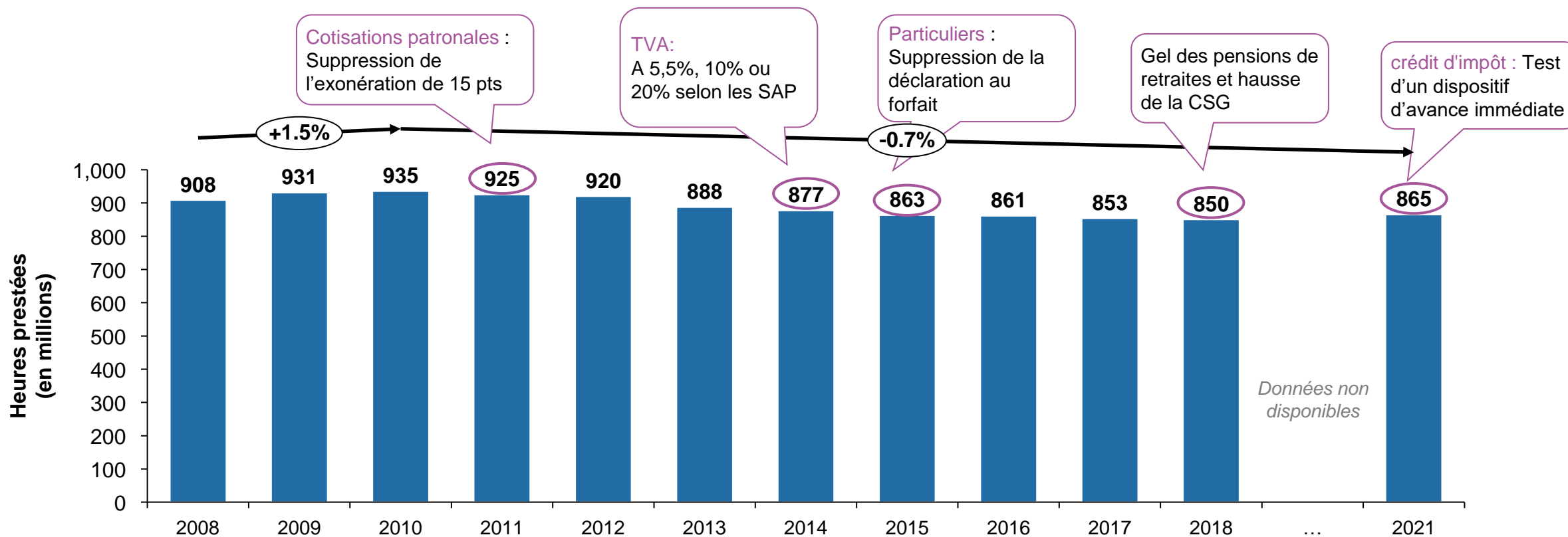
Objet de l'étude

Malgré une diminution progressive des heures consommées entre 2010 et 2018, l'année 2021 indique une augmentation de la consommation

Evolution de la demande sur la filière

Evolution du nombre d'heures effectuées légalement

(en millions d'heures, France, tous types d'employeurs, 2008-2021)



Les prestations de services à la personne se divisent en 14 prestations d'entretien du cadre de vie et 12 de perte d'autonomie

Liste des prestations de SAP

14 prestations entretien du cadre de vie & garde d'enfants

Vie quotidienne

1. **Entretien de la maison et travaux ménagers**
2. **Petits travaux de jardinage**
3. **Travaux de petit bricolage**
4. Collecte et livraison à domicile de linge repassé
5. **Livraison de courses à domicile**
6. Maintenance, entretien et vigilance temporaires à domicile

Aide aux familles

1. **Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile**
2. Soutien scolaire ou cours à domicile
3. Assistance informatique à domicile
4. Assistance administrative à domicile
5. Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements
6. Télé-assistance et visio-assistance
7. Coordination et délivrance des services à la personne
8. Interprète en langue des signes

12 prestations perte d'autonomie

Assistance et accompagnement

5. Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes
2. **Préparation de repas à domicile**
3. **Livraison de repas à domicile**
4. Soins et promenades d'animaux de compagnie pour les personnes dépendantes
5. Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile
6. Garde d'enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés à domicile
7. Accompagnement d'enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés
8. **Conduite du véhicule des personnes en cas d'invalidité temporaire**
9. **Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire**
10. **Assistance aux personnes âgées et aux personnes handicapées**
11. **Conduite du véhicule de personnes ayant des difficultés de mobilité**
12. Accompagnement des personnes en dehors de leur domicile

26 PRESTATIONS



Périmètre de l'étude

Le secteur des services à la personne touche l'ensemble de la population et plus particulièrement les bénéficiaires fragiles et les salariés peu employables

Chiffres clés sur l'offre, la demande, et le secteur des services à la personne



CONSOMMATEURS

Entreprises & associations et particuliers employeurs

865 M*

D'heures consommées
2021

22 %

De ménages utilisateurs
2022



SALARIES

Entreprises & associations et particuliers employeurs

> 1,3 M

D'intervenants dans le
secteur
2018

**Emplois non
délocalisables**



PRESTATIONS

Entretien du domicile et autonomie

26

Prestations
2023

24€

Prix moyen horaire TTC
2023

34%

Des personnes de +80
ans utilisateurs de SAP
2018

970k

En situation de handicap /
âgés utilisateurs de SAP
2018

> 88%

Ayant un niveau de
diplôme < BAC
2018

85,2%

De femmes au total
2018

> 62k

Organismes de SAP
dans le secteur
2023

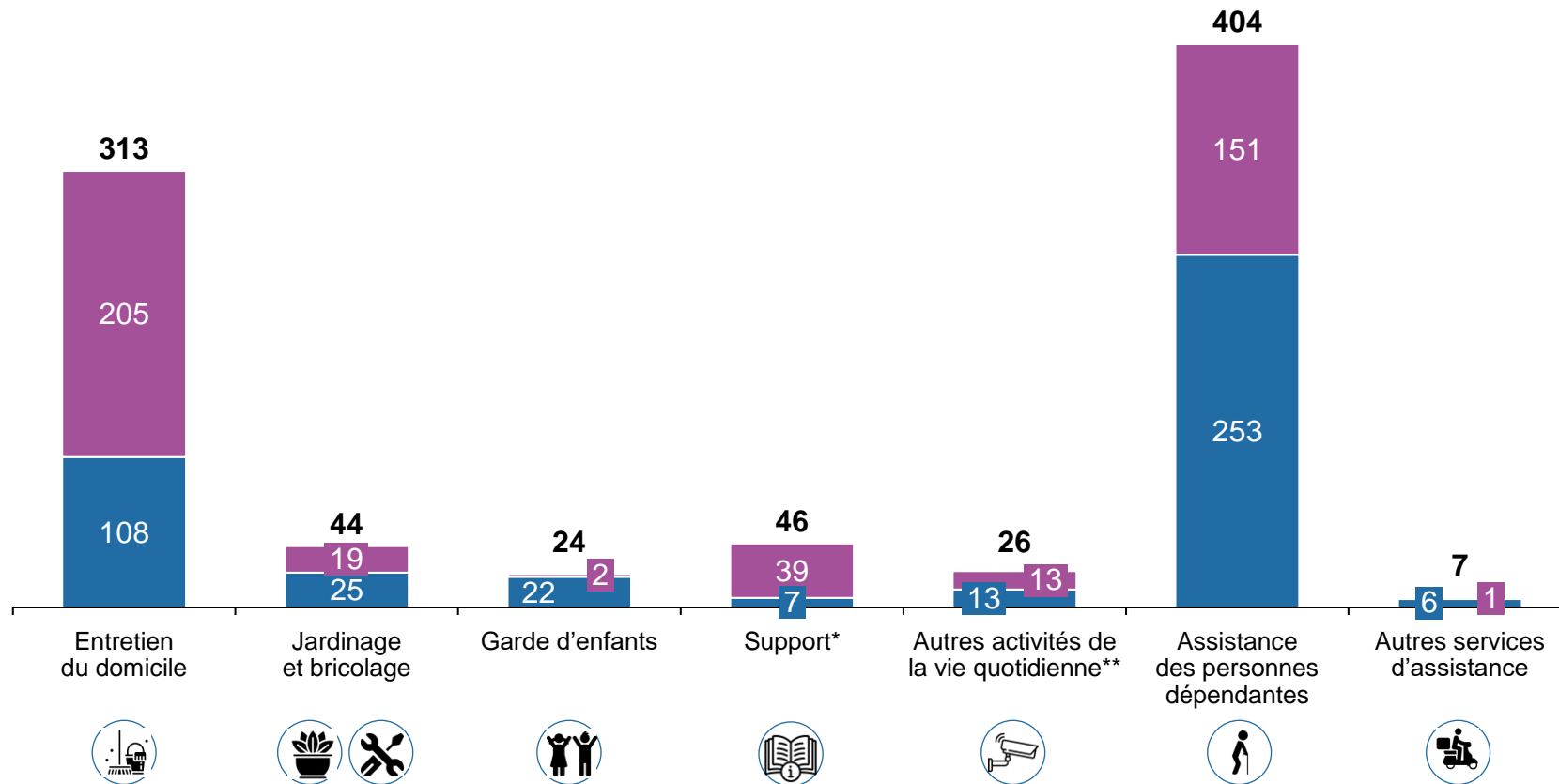
> 2,3 M

Particuliers employeurs
2021

L'assistance aux personnes âgées et l'entretien du domicile représentent 83% des 865 millions d'heures effectuées à domicile en France en 2021

Répartition des heures prestées tout type d'employeurs

Répartition des 865 millions d'heures effectuées par grandes catégories d'activité
(Particuliers employeurs et entreprises & associations, en millions d'heures, France, 2021)



Commentaires

- En 2021, les prestations de SAP représentent 865 millions d'heures prestées
- Sur l'ensemble du périmètre des services à la personne, les particuliers employeurs représentent 51% du volume horaire total, contre 49% pour les entreprises
- L'entretien du domicile est presté en majorité via les particuliers employeurs (65%), alors que l'assistance des personnes dépendantes est prestée en majorité via des entreprises et associations (63%)

Sources : DARES, d'après données NOVA, URSSAF

*Support : assistance informatique et administrative...

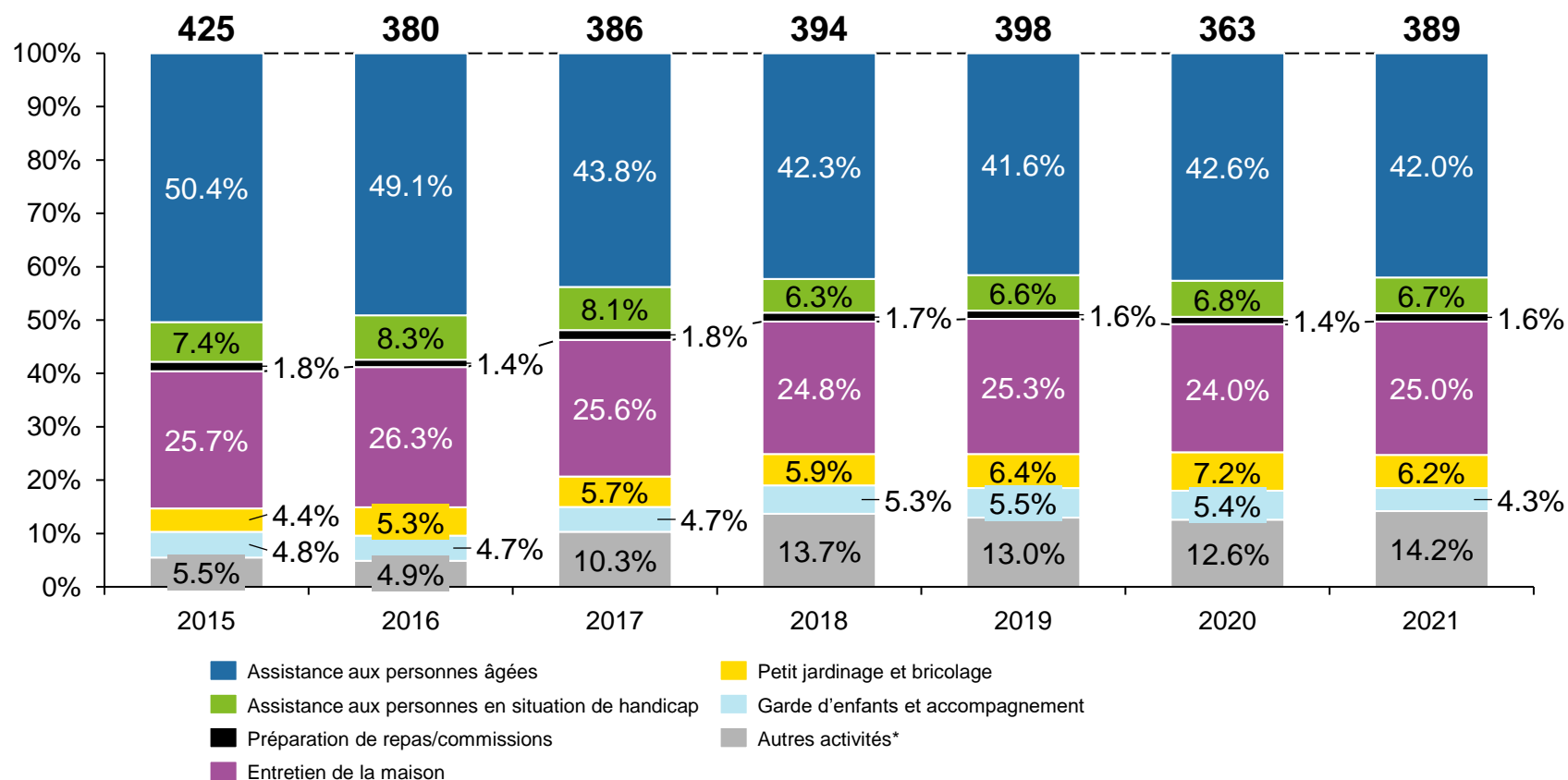
** Autres activités : Gardiennage...

L'assistance aux personnes âgées est aujourd'hui le premier service en termes d'heures prestées

Heures prestées prestataires et mandataires

Evolution de la répartition des heures prestataires et mandataires par type d'activité

(En millions d'heures, France, 2015 - 2021)



Commentaires

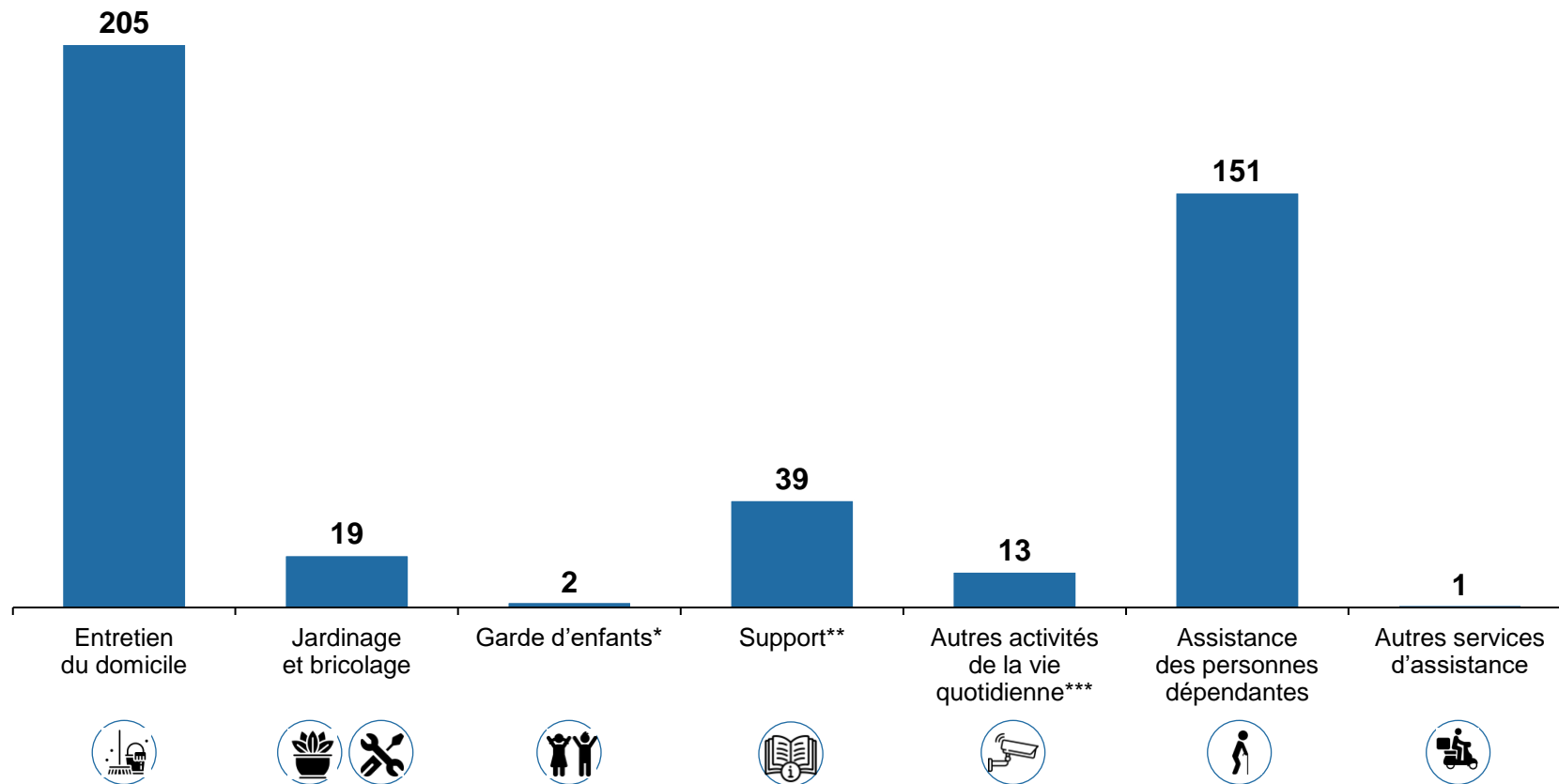
- L'activité des prestataires et mandataires du secteur retrouve un niveau de volume horaire proche de celui des années pré-covid, avec 389 millions d'heures prestées
- Le nombre d'heures de garde d'enfant a diminué suite à l'instauration du télétravail dans certaines entreprises
- La part des autres activités (assistance administrative etc.) augmente progressivement pour atteindre 14,2% en 2021, contre 5,5% en 2015

L'entretien du domicile et l'assistance aux personnes âgées sont les deux prestations les plus consommées par les particuliers-employeurs

Répartition des heures prestées des particuliers-employeurs

Répartition des heures prestées par grandes catégories d'activité

(Particuliers employeurs, en millions d'heures, France, 2021)



Commentaires

- Les particuliers employeurs sont en majorité consommateurs des services d'entretien du domicile (48% du total d'heures prestées) et d'assistance aux personnes dépendantes (35% du total)
- Peu de consommateurs utilisent ce mode en emploi direct pour la garde d'enfant, en majorité réalisée soit via des entreprises ou associations, soit via un travail non déclaré

Sources : DARES, d'après données NOVA, URSSAF

*Hors assistance maternelle

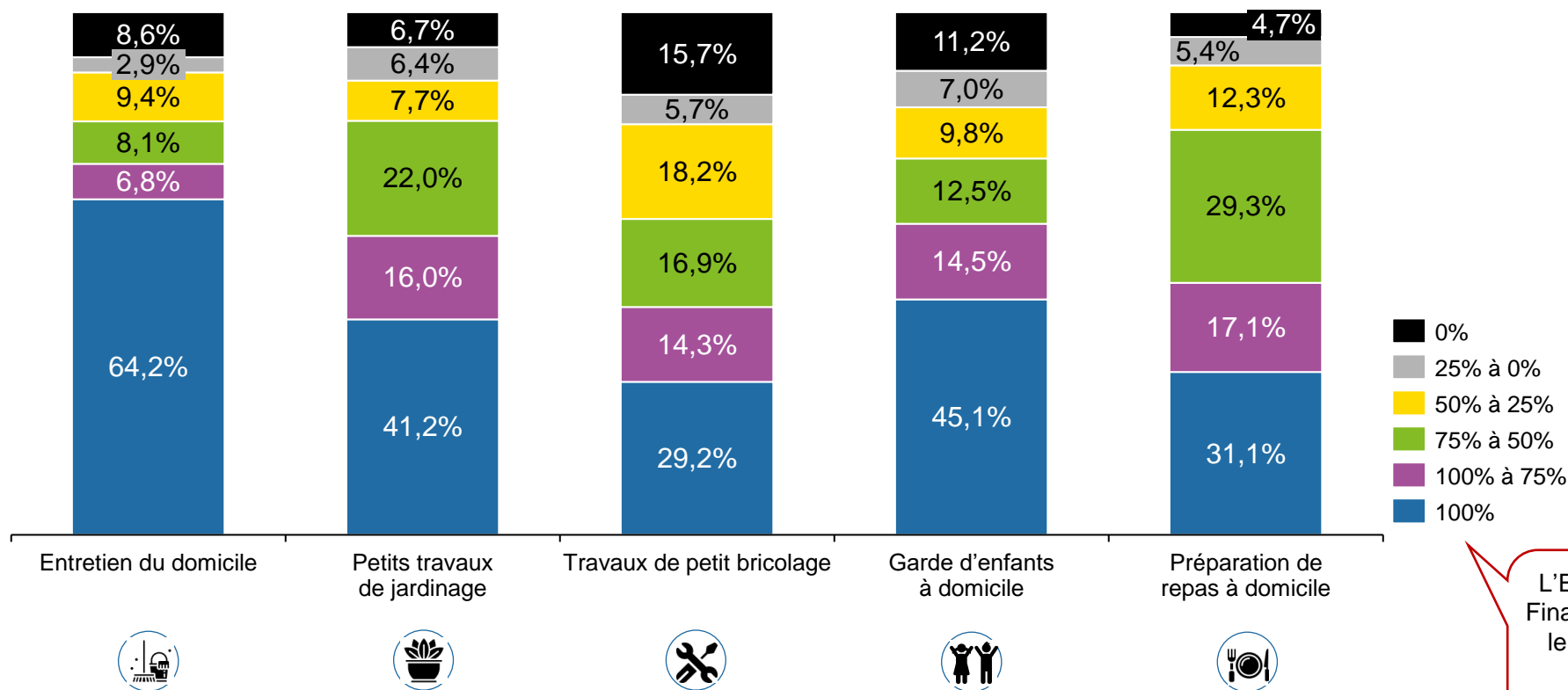
**Support : assistance informatique et administrative...

*** Autres activités : Gardiennage...

D'après l'enquête menée, le manque à gagner des finances publiques lié au travail informel par les particuliers employeurs serait de 869M à 1 500M

Répartition des heures déclarées par tranches de taux de déclaration

(en heures déclarées, sur particuliers employeurs, déclaration en fourchettes de prestations déclarées)



Commentaires

- L'enquête grand public a permis aux consommateurs d'exprimer le taux de déclaration de leurs prestations.
- La valorisation des heures consommées par les particuliers employeurs est d'environ 6,40€ / heures pour les finances publiques
- **Manque à gagner pour les finances publiques : entre 869M et 1 500M€**

L'Etude sur le travail informel du Haut Conseil de Financement de la protection sociale démontre que le travail informel est généré par les particuliers employeurs, tandis que les entreprises et associations sont vectrices de travail déclaré

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

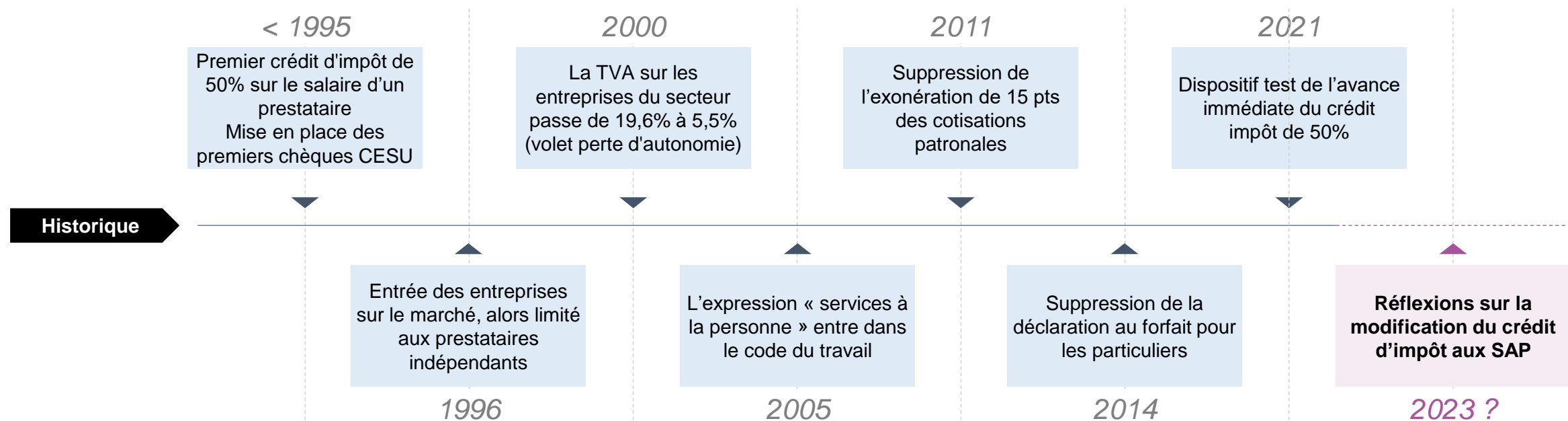
Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

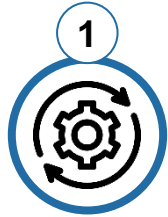
Annexes

Le crédit d'impôt aux SAP, introduit en France en 1991, fait actuellement l'objet de réflexions quant à son évolution, vers une avance immédiate ou une réduction

Historique des décisions politiques majeures impactant les SAP en France



L'étude se découpe en trois temps, permettant l'analyse des impacts d'une réduction du crédit d'impôt sur la filière



Situation à date

Analyse de la filière existante et de la situation à date



Scénarii tests

Création de scénarios tests de modification des régimes spéciaux



Possibles impacts à venir

Analyse des impacts sur la filière et les utilisateurs des SAP

- La première étape de l'étude est la compréhension de la situation actuelle du secteur des SAP, en termes d'offre et de demande, mais aussi du comportement consommateurs et de l'impact sur les finances publiques
- Cette base s'appuie sur deux volets de données, le premier issu d'une étude menée sur le grand public, le deuxième sur des données transmises par des entreprises & associations du secteur

- La seconde étape de l'étude s'appuiera sur les analyses faites de l'existant, pour y impacter des modifications potentielles du crédit d'impôt
- Ces scénarios hypothétiques de modification feront varier l'assiette et / ou le plafond et / ou le taux du crédit d'impôt
- Ils permettront de simuler de potentielles évolutions du secteur

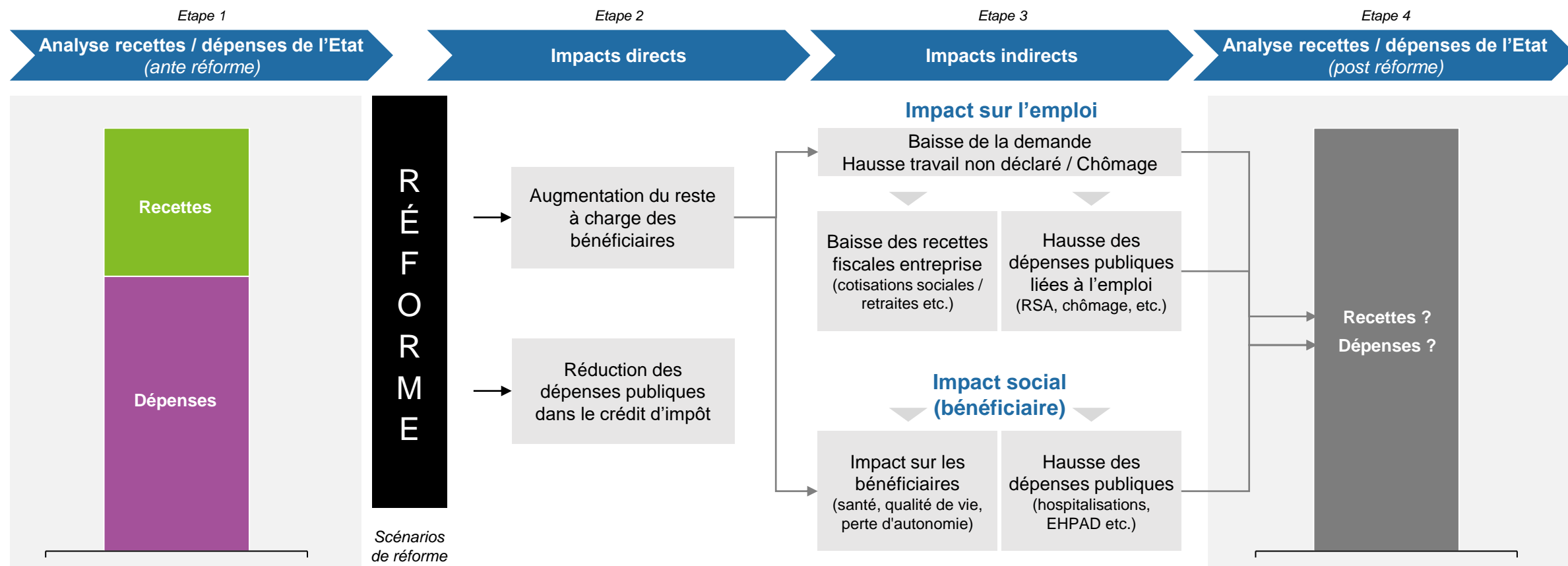
- La dernière étape de cette étude s'appuie sur les scénarios définis précédemment pour établir les différents impacts qualitatifs et quantitatifs entraînés par une modification du crédit d'impôt
- Ces impacts auront des conséquences sur les consommateurs (demande, reste à charge, ...), sur l'emploi dans le secteur (compétitivité vs. travail informel, emploi, ...) et sur l'Etat (économies, dépenses, prélèvements perçus, ...)

L'analyse d'impacts vise à calculer le compte de résultat du secteur pour les finances publiques, en prenant différents scénarios de modification du CI

Illustration des impacts d'une variation du crédit d'impôt sur le compte de résultat des finances publiques

Schéma des impacts directs & indirects d'un changement de régime fiscal

Détails des impacts filières (bénéficiaires, entreprises & associations, emploi)



Les 4 scénarios évalués décrivent des hypothèses de modification du taux du crédit d'impôt actuel

Situation à date et 4 scénarios pris en compte par l'étude

	0	1	2	3	4
	Situation à date	Baisse du CI à 40%	Hausse du CI à 60%	Hausse du CI à 75% pour les revenus <28k€/an, 50% autres	Hausse du CI à 75% pour les familles monoparentales, 50% autres
<i>Périmètre</i>	26 prestations	26 prestations	26 prestations	26 prestations	26 prestations
<i>Assiette</i>	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population / Individus sous 28k€/an	Ensemble de la population / Familles monoparentales
<i>Taux</i>	50% sur l'ensemble des prestations	40 % sur l'ensemble des prestations	60 % sur l'ensemble des prestations	Ensemble de la population / Individus sous 28k€/an	CI 75% familles monoparentales / CI 50% autres
<i>Plafond</i>	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €

Agenda

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

L'étude est portée par deux enquêtes distinctes, permettant d'analyser les prestations d'entretien du cadre de vie et de perte d'autonomie

1

PRESTATIONS D'ENTRETIEN DU CADRE DE VIE

Des analyses basées sur les résultats d'un panel web reflétant la composition socio-démographique de la population française

4

Prestations cibles

3488

répondants
consommateurs et
non consommateurs

> 25 000

heures / mois de
prestations SAP
consommées



Entretien du domicile



Petits travaux de jardinage



Travaux de petit bricolage



Garde d'enfants

2

PRESTATIONS DE PERTE D'AUTONOMIE

Des analyses basées sur les données fournies par de grandes entreprises & associations du secteur

5

Prestations cibles

> 25 000

consommateurs

> 350 000

heures / mois de
prestations SAP
consommées



Préparation de repas à domicile



Livraison de repas à domicile



Livraison de courses à domicile



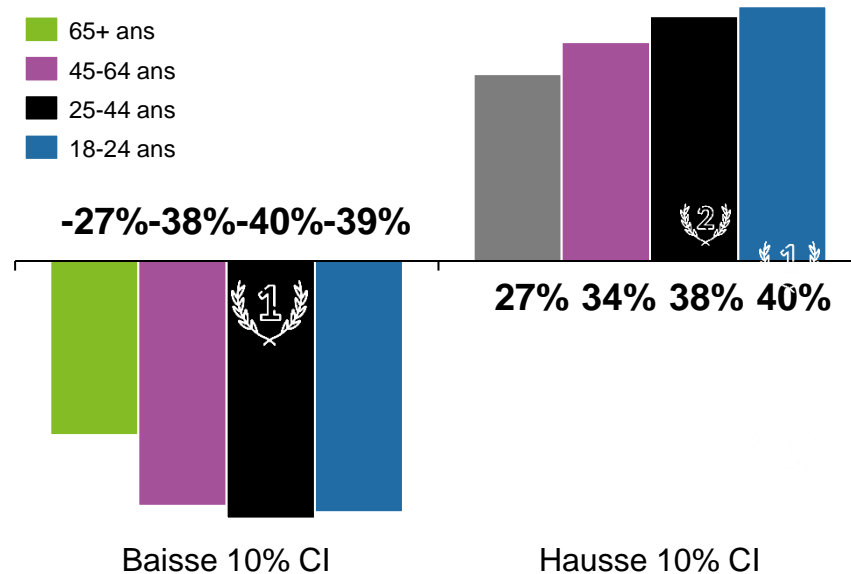
Assistance à domicile aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap



Conduite du véhicule des personnes en cas de difficultés de mobilité / d'invalidité temporaire

L'enquête consommateurs entretien du cadre de vie révèle qu'une baisse de 10% du crédit impôt fait baisser la demande des consommateurs de 37% en moyenne

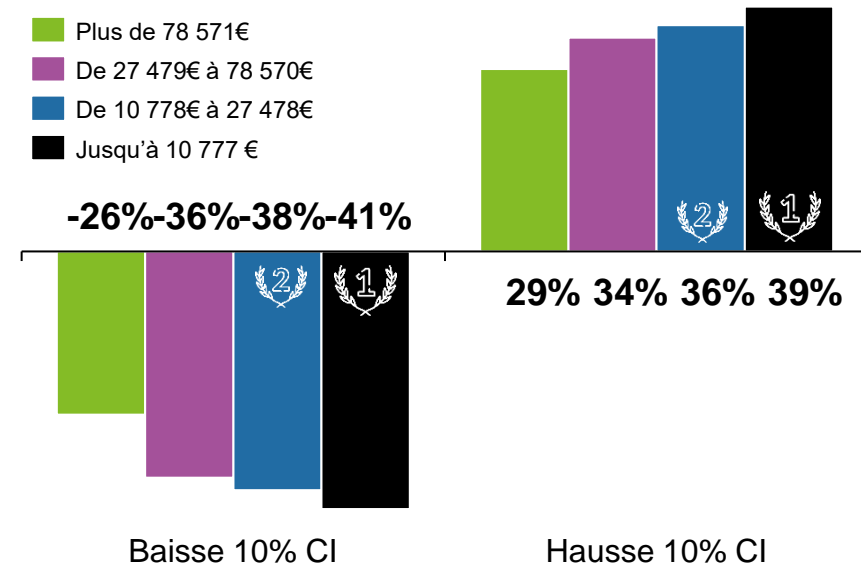
Impact sur la demande d'une modification de 10% du CI
(1981 répondants, toutes prestations, par tranche d'âge)



Clé de lecture

- Les 25-44 ans sont les plus sensibles à une baisse de 10% du crédit d'impôt et baisseraient leur consommation de 40%. Les personnes âgées, pour qui les SAP sont potentiellement plus un besoin, y sont les moins sensibles

Impact sur la demande d'une modification de 10% du CI
(1981 répondants, toutes prestations, par tranche de revenus)

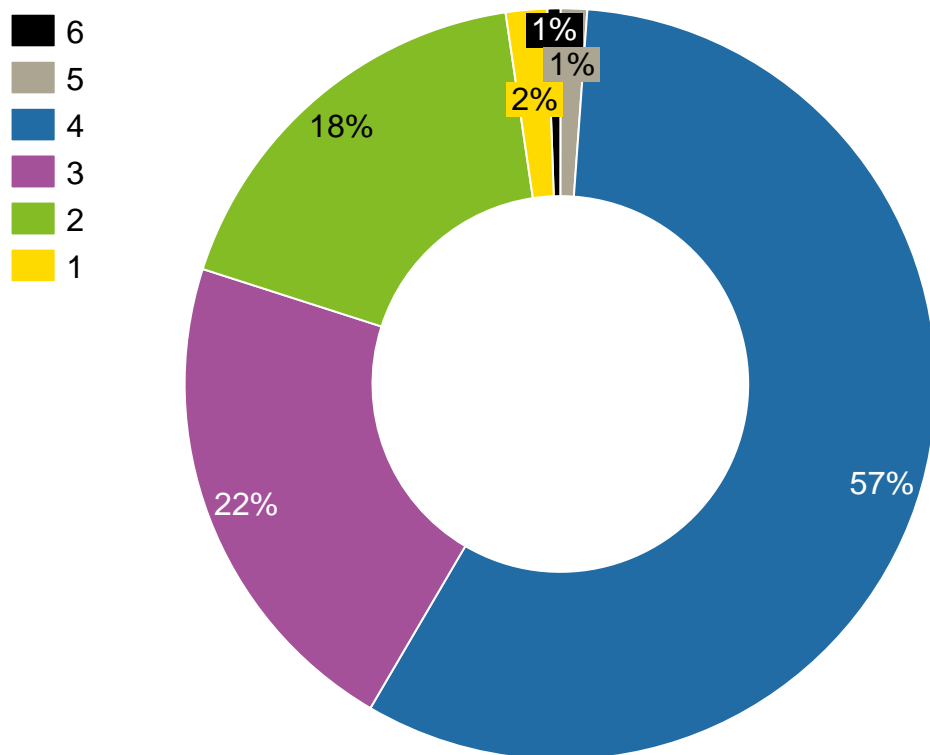


Clé de lecture

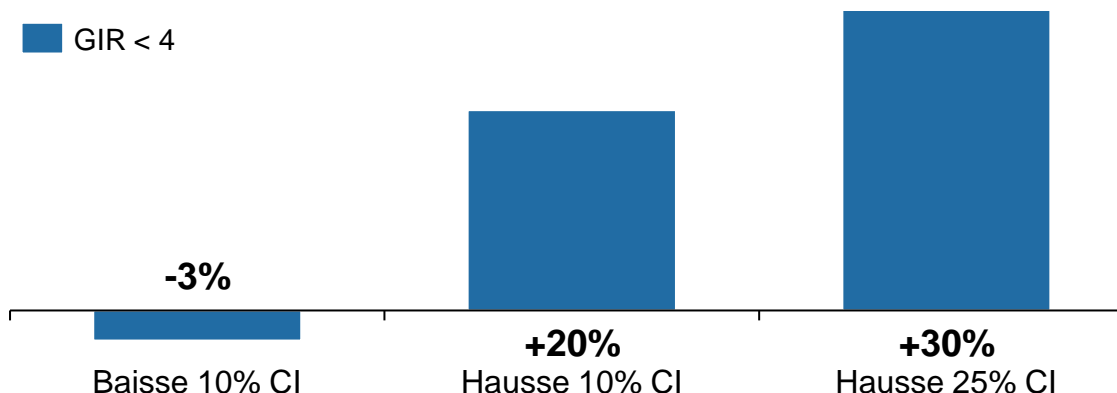
- Plus la catégorie de revenus est basse, plus la consommation de SAP des individus est impactée par une baisse ou une hausse du CI.
- A l'inverse, ceux gagnant >78k / an sont les moins sensibles

Les consommateurs de SAP en perte d'autonomie sont majoritairement des GIR < 4, ayant une faible élasticité, car liée à un besoin et non à un confort

Répartition des heures consommées
(1981 répondants, toutes prestations, par GIR)



Impact sur la demande d'une modification de 10% du CI
(toutes prestations, par tranche de revenus)

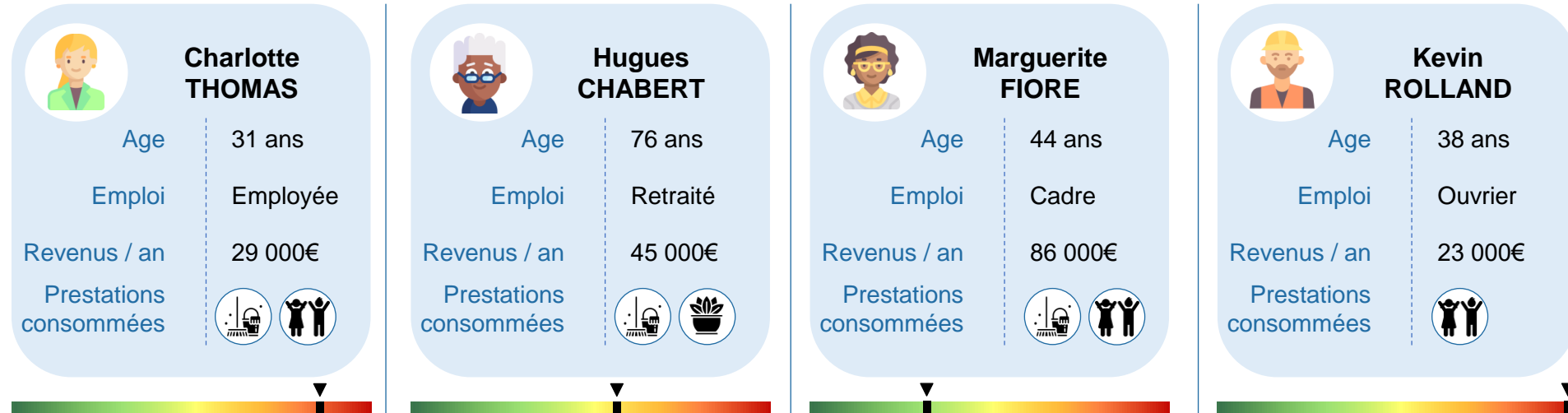


Point méthodologique

- L'élasticité des personnes dépendantes a été déterminée via des échanges avec des professionnels du secteur, et le calcul de la baisse de la demande suivant une augmentation de 10% des prix. Leur élasticité à la baisse est très faible, car liée à un besoin de soutien à domicile
- A la hausse, à l'inverse, elle est plus flexible car permettant d'améliorer le cadre de vie et moins restreinte

4 profils types de consommateurs de SAP d'entretien du cadre de vie ont été établis sur la base de l'enquête menée, différemment impactés par les scénarios

4 profils représentatifs sélectionnés pour illustrer l'impact sur les clients de SAP d'entretien du cadre de vie

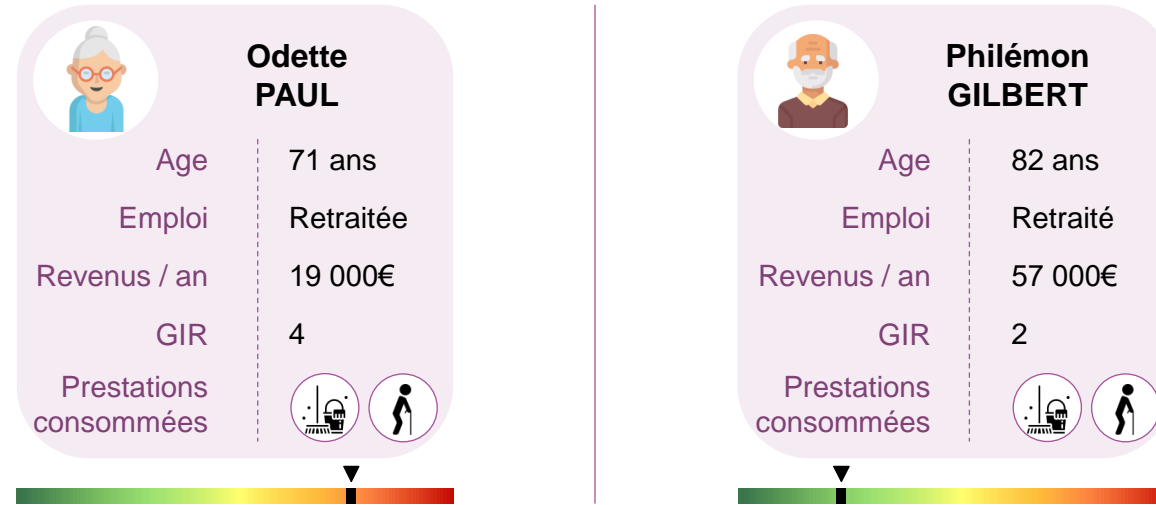


SYNTHESE DES IMPACTS

SCENARIO 1 CI 40%	<ul style="list-style-type: none"> Hausse du coût des SAP, amenant à une diminution des heures consommées et / ou à la baisse de la qualité de vie
SCENARIO 2 CI 60%	<ul style="list-style-type: none"> Diminution du coût des SAP, amenant à une augmentation des heures consommées et / ou à la consommation d'une nouvelle prestation, en plus d'un gain de temps libre et d'une hausse de la qualité de vie
SCENARIO 3 CI 75% faibles revenus	<ul style="list-style-type: none"> Forte baisse du coût des SAP, hausse de la demande pour les individus à faibles revenus. Impact sur la qualité de vie, possibilité de changement d'activité professionnelle, recours au travail déclaré
SCENARIO 4 CI 75% monoparentaux	<ul style="list-style-type: none"> Forte baisse du coût des SAP, hausse de la demande pour les individus monoparentaux. Impact sur la qualité de vie, possibilité de changement d'activité professionnelle, recours au travail déclaré

2 profils types de consommateurs de SAP d'accompagnement à domicile ont été établis, simulant l'impact des scénarios sur des consommateurs de GIR différents

2 profils représentatifs sélectionnés pour illustrer l'impact sur les clients en perte d'autonomie



SYNTHESE DES IMPACTS

SCENARIO 1

CI 40%

- Hausse du coût des SAP, maintien des heures pour subvenir à des besoins incompressibles

SCENARIO 2

CI 60%

- Diminution du coût des SAP, hausse des heures amenant à une hausse de la qualité de vie


SCENARIO 3

CI 75% faibles revenus

- Forte baisse du coût des SAP, et hausse des heures prestées, avec impact sur le temps pris et la qualité des soins donnés

Charlotte, 31 ans, gagnant 29k€/an, utilise les services de garde d'enfants et d'entretien du domicile pour travailler plus et passer du temps avec ses enfants

Illustration de consommation de prestations d'entretien du cadre de vie et garde d'enfants



Charlotte THOMAS

Age

31 ans



Emploi

Employée

Revenus / an*

29 000€


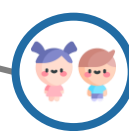

Prestations consommées

Charlotte travaille 5j/7, de 9h à 18h. Pour pouvoir concilier son emploi du temps avec sa vie de famille, elle préfère employer un.e agent.e de ménage et a besoin que ses deux enfants de moins de 3 ans soient gardés après la crèche

18,6% de la population ont un revenu similaire***

Quelles sont les réalités de Charlotte ?

				
	Dépenses : Charlotte perçoit son salaire, dont une partie paie son loyer et ses dépenses courantes, accrus par l'inflation	Garde d'enfants : Elle télétravaille parfois, mais une assistante passe régulièrement pour s'occuper de ses enfants	Entretien du domicile : Charlotte n'aime pas faire le ménage, et préfère utiliser son temps libre à profiter de ses enfants	
	SITUATION ACTUELLE	SCENARIO 1	SCENARIO 2	SCENARIO 4
	CI 50%	CI 40%	CI 60%	CI 75% monoparentaux
Consommation (heures/mois)**	28h (garde d'enfants) 8h (entretien du domicile)	16h (garde d'enfants) 5h (entretien du domicile)	35h (garde d'enfants) 8h (entretien du domicile)	42h (garde d'enfants) 8h (entretien du domicile)
RAC (€ / mois, après CMG PAJE)	192€	117€	231€	194€
Impacts directs	Le CI de 50% lui permet d'employer deux prestataires	Le CI de 40% lui permet de maintenir ses prestations mais elle doit en diminuer les heures	Le CI de 60% lui permet d'augmenter ses heures de garde d'enfants et de ménage	Le CI de 75% lui permet d'augmenter ses heures de garde d'enfants. Elle n'en a pas besoin pour le ménage
Impacts indirects	Charlotte peut continuer à travailler et dispose de temps libre réinvesti dans des loisirs avec ses proches	Charlotte doit télétravailler pour surveiller ses enfants, et ne peut pas réaliser d'heures supplémentaires	Charlotte peut travailler l'esprit plus léger et réaliser des heures supplémentaires, augmentant ses revenus	Charlotte réalise des heures supplémentaires et augmente ses revenus, lui permettant d'offrir un meilleur cadre à ses enfants

Profil illustratif, basé sur les résultats d'enquêtes consommateurs. Ce ne sont pas des profils représentatifs mais un choix subjectif, illustrant les profils qui pourraient être le plus impactés par une variation du CI


* Revenu net de l'individu seul

** Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française

*** Source : Pyramide des salaires en France en 2020, INSEE

Hugues, 76 ans, gagnant 45k€/an, utilise les services d'entretien du domicile et de jardinage pour maintenir son cadre de vie

Illustration de consommation de prestations d'entretien du cadre de vie



Hugues CHABERT

Age

76 ans



Emploi

Retraité

Revenus / an*

45 000€

Prestations consommées

Hugues a pris sa retraite il y a 13 ans. Il est veuf, mais a deux enfants et quatre petits enfants, qu'il aime recevoir dans la maison que lui et sa femme avaient achetée. Il est encore en bonne santé, et souhaite vieillir chez lui

10,6% de la population ont un revenu similaire***

Quelles sont les réalités d'Hugues ?



Dépenses : Hugues reçoit sa pension chaque mois. Veuf, elle lui sert à l'entretien de sa maison et à ses dépenses courantes



Entretien du domicile : Son domicile nécessite de l'entretien, que son âge ne lui permet pas de fournir sans peine



Jardinage : Avoir un jardin lui a toujours tenu à cœur, bien qu'il ne puisse plus s'en occuper comme il le voudrait. Il en paie donc une partie de l'entretien

	SITUATION ACTUELLE	SCENARIO 1	SCENARIO 2
	CI 50%	CI 40%	CI 60%
Consommation (heures/mois)**	8,5h (entretien du domicile) 6h (jardinage)	4h (entretien du domicile) 3h (jardinage)	10h (entretien du domicile) 8h (jardinage)
RAC (€ / mois)	181€	118€	180€
Impacts directs	Le CI de 50% lui permet d'employer deux prestataires	Le CI de 40% lui permet de maintenir ses prestations mais il doit en diminuer les heures	Le CI de 60% lui permet d'augmenter sa consommation d'heures
Impacts indirects	Hugues peut continuer à demeurer chez lui et continuer à recevoir ses proches	Hugues peut continuer à demeurer chez lui mais divise par deux ses heures de prestations	La hausse de son pouvoir d'achat lui permet d'envisager de prendre une aide pour la livraison de courses

Profil illustratif, basé sur les résultats d'enquêtes consommateurs. Ce ne sont pas des profils représentatifs mais un choix subjectif, illustrant les profils qui pourraient être le plus impactés par une variation du CI


* Revenu net de l'individu seul

** Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française

*** Source : Pyramide des salaires en France en 2020, INSEE

Marguerite, 44 ans, gagnant 86k€/an, utilise les services d'entretien du domicile et de garde d'enfants pour maintenir ses horaires de travail

Illustration de consommation de prestations d'entretien du cadre de vie et garde d'enfants



Marguerite FIORE

Age

44 ans



Emploi

Cadre

Revenus / an*

86 000€

Prestations consommées

Mariée, Marguerite a deux filles de 8 et 11 ans. Elles habitent ensemble, dans une maison en périphérie de Paris.

Marguerite et son mari travaillent 60h par semaine, et ne sont pas très disponibles pour leurs filles.

1,9% de la population ont un revenu similaire***

Quelles sont les réalités de Marguerite ?



	SITUATION ACTUELLE	SCENARIO 1	SCENARIO 2
	CI 50%	CI 40%	CI 60%
Consommation (heures/mois)**	20h (garde d'enfants) 12h (entretien du domicile)	14h (garde d'enfants) 8,5h (entretien du domicile)	27h (garde d'enfants) 16h (entretien du domicile)
RAC (€ / mois)	400€	338€	430€
Impacts directs	Le CI de 50% lui permet d'employer deux prestataires	Marguerite peut continuer à payer ces prestations, mais réduit quand même sa consommation	Le CI de 60% lui permet d'augmenter sa consommation d'heures.
Impacts indirects	Marguerite peut continuer à travailler sans s'inquiéter pour ses enfants, et en se libérant du temps libre via le ménage	Marguerite baisse légèrement sa consommation, devant faire une partie de l'entretien de son domicile le week-end	Le temps dégagé permet à ses enfants d'être entourés malgré le travail prenant de leurs parents

Profil illustratif, basé sur les résultats d'enquêtes consommateurs. Ce ne sont pas des profils représentatifs mais un choix subjectif, illustrant les profils qui pourraient être le plus impactés par une variation du CI


* Revenu net de l'individu seul

** Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française

*** Source : Pyramide des salaires en France en 2020, INSEE

Kevin, 38 ans, gagnant 23k€/an, utilise les services de garde d'enfants pour pouvoir effectuer des heures supplémentaires et améliorer leur confort de vie

Illustration de consommation de prestations d'entretien du cadre de vie et garde d'enfants



Kevin ROLLAND

Age

33 ans

Emploi

Ouvrier

Revenus / an*

23 000€

Prestations consommées



Kevin est ouvrier, père célibataire d'un enfant. Propriétaire à Lille, il y a grandi et y travaille. Il fait garder son fils de 4 ans pour pouvoir travailler plus

19,5% de la population ont un revenu similaire***

Quelles sont les réalités de Kevin ?

	SITUATION ACTUELLE	SCENARIO 1	SCENARIO 2	SCENARIOS 3 & 4
	CI 50%	CI 40%	CI 60%	CI 75%
Consommation (heures/mois)**	42h (garde d'enfants)	21h (garde d'enfants)	48h (garde d'enfants)	52h (garde d'enfants)
RAC (€ / mois, après CMG PAJE)	265€	46€	297€	186€
Impacts directs	Le CI de 50% lui permet de faire garder son fils	Kevin considère la garde d'enfants comme une nécessité et la maintient, mais diminue ses heures	Le CI de 60% lui permet d'augmenter ses heures de garde d'enfants	Le CI de 75% lui permet d'augmenter ses heures de garde d'enfants
Impacts indirects	Une garde d'enfants permet à Kevin d'être sûr que son fils se porte bien et de travailler plus	Kevin travaille toujours à temps plein, mais a décidé de faire garder son fils par ses parents la moitié du temps	Kevin fait plus d'heures supplémentaires, et même s'il voit moins son fils, cela lui permet de dégager un revenu supplémentaire	Kevin fait des heures supplémentaires, dégage un revenu supplémentaire et offre un meilleur cadre de vie à son fils

Profil illustratif, basé sur les résultats d'enquêtes consommateurs. Ce ne sont pas des profils représentatifs mais un choix subjectif, illustrant les profils qui pourraient être le plus impactés par une variation du CI


* Revenu net de l'individu seul

** Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française

*** Source : Pyramide des salaires en France en 2020, INSEE

Odette, 71 ans, gagnant 19k€/an, utilise les services d'entretien du domicile et de perte d'autonomie pour ne pas demander trop d'assistance à ses proches

Illustration de consommation de prestations de perte d'autonomie





Odette PAUL

Age 71 ans

Emploi Retraitée

Revenus / an* 19 000€

GIR 4

Prestations consommées  

Odette vieillit chez elle. GIR 4, sa fille unique ne peut pas l'aider car dédiant déjà son temps à son travail. Odette bénéficie de l'APA pour les prestations d'autonomie. Elle emploie une femme de ménage de temps en temps en supplément

30,2% de la population ont un revenu similaire****

Quelles sont les réalités d'Odette ?



Dépenses : Odette perçoit chaque mois sa pension de retraite. Elle n'a pas beaucoup d'économie, et a pour seul patrimoine la maison où elle réside



Entretien du domicile : Elle fait entretenir son domicile, n'ayant pas la capacité de faire son ménage par elle-même



Aide à la personne : En difficulté dans ses tâches quotidiennes, elle est aidée tous les jours par une aide à domicile avec une formation professionnelle

	SITUATION ACTUELLE <i>CI 50%</i>	SCENARIO 1 <i>CI 40%</i>	SCENARIO 2 <i>CI 60%</i>	SCENARIO 3 <i>CI 75% faibles revenus</i>
Consommation (heures/mois)**	19,5h (assistance) 12h (entretien du domicile)	19h (assistance) 6h (entretien du domicile)	23,5h (assistance) 14h (entretien du domicile)	25h (assistance) 14h (entretien du domicile)
RAC*** (€ / mois)	367€	282€	384€	394€
Impacts directs	Le CI de 50% lui permet d'employer deux prestataires	Le CI de 40% est un coût supplémentaire ressenti, mais Odette ne peut diminuer ses heures de perte d'autonomie	Le CI de 60% lui permet d'augmenter ses heures d'assistance et d'entretien du cadre de vie, pour obtenir une aide plus adaptée	Les heures de ménage, (entretien du cadre de vie) sont maintenues. En parallèle, les heures d'assistance augmentent.
Impacts indirects	Odette peut continuer à vieillir à domicile, sans nécessiter l'assistance de ses proches, qui auraient du mal à l'aider	Elle rééquilibre ses dépenses pour pouvoir maintenir ses heures et ne déclare plus une partie de son entretien du domicile	Cela lui permet un meilleur entretien du cadre de vie de vie, en donnant à l'aide à domicile le temps de réaliser des services plus qualitatifs	Elle se sent mieux aidée, et profite du temps additionnel avec son aide à domicile

Profil illustratifs, basés sur les résultats d'enquêtes consommateurs. Ce ne sont pas des profils représentatifs mais un choix subjectif, illustrant les profils qui pourraient être le plus impactés par une variation du CI

* Revenu de l'individu seul, 30% de ticket modérateur pris en charge par le département

** Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française


*** dont 20% de ticket modérateur pris en charge par le département sur la dépendance sur 23€ (tarif standard).

Tarifs moyens appliqués avant CI : 28€/h assistance, 25€/h entretien du domicile TTC

**** Source : Pyramide des salaires en France en 2020, INSEE

Philémon, 82 ans, gagnant 58k€/an, utilise les services de ménage et de perte d'autonomie pour continuer à recevoir des soins et vieillir à domicile

Illustration de consommation de prestations de perte d'autonomie




Philémon GILBERT

Age 82 ans

Emploi Retraité

Revenus / an* 58 000€

GIR 2

Prestations consommées  

Philémon vieillit avec son chien dans sa maison, dans une petite ville. GIR 2, il n'a plus de famille proche autour de lui. Il bénéficie de l'APA pour les prestations d'autonomie, incluant l'entretien du cadre de vie

6,72% de la population ont un revenu similaire****

Quelles sont les réalités de Philémon ?



	SITUATION ACTUELLE <i>CI 50%</i>	SCENARIO 1 <i>CI 40%</i>	SCENARIO 2 <i>CI 60%</i>
Consommation (heures/mois)**	70h (assistance & entretien du domicile)	70h (assistance & entretien du domicile)	80h (assistance & entretien du domicile)
RAC*** (€ / mois)	819€	982€	749€
Impacts directs	Le CI de 50% lui permet d'employer deux prestataires et est au minimum des heures de son plan GIR	Bien que Philémon soit relativement aisé, ses prestations lui coûtent cher, il ne peut en réduire ses heures	Le CI de 60% lui permet d'augmenter ses heures d'assistance et d'entretien du cadre de vie, pour obtenir une aide plus adaptée
Impacts indirects	Philémon peut continuer à vieillir à domicile, sans nécessiter l'assistance de son fils ou d'un proche	Loin de son fils, Philémon pense à vendre sa maison et aller en EHPAD	Cela lui permet un meilleur entretien de son cadre de vie et donne à l'aide à domicile le temps de réaliser des services plus qualitatifs

Profil illustratifs, basés sur les résultats d'enquêtes consommateurs. Ce ne sont pas des profils représentatifs mais un choix subjectif, illustrant les profils qui pourraient être le plus impactés par une variation du CI

* Revenu de l'individu seul, 30% de ticket modérateur pris en charge par le département

** Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française

*** dont 20% de ticket modérateur pris en charge par le département sur la dépendance sur 23€ (tarif standard).

Tarifs moyens appliqués avant CI : 28€/h assistance, 25€/h entretien du domicile TTC

**** Source : Pyramide des salaires en France en 2020, INSEE

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

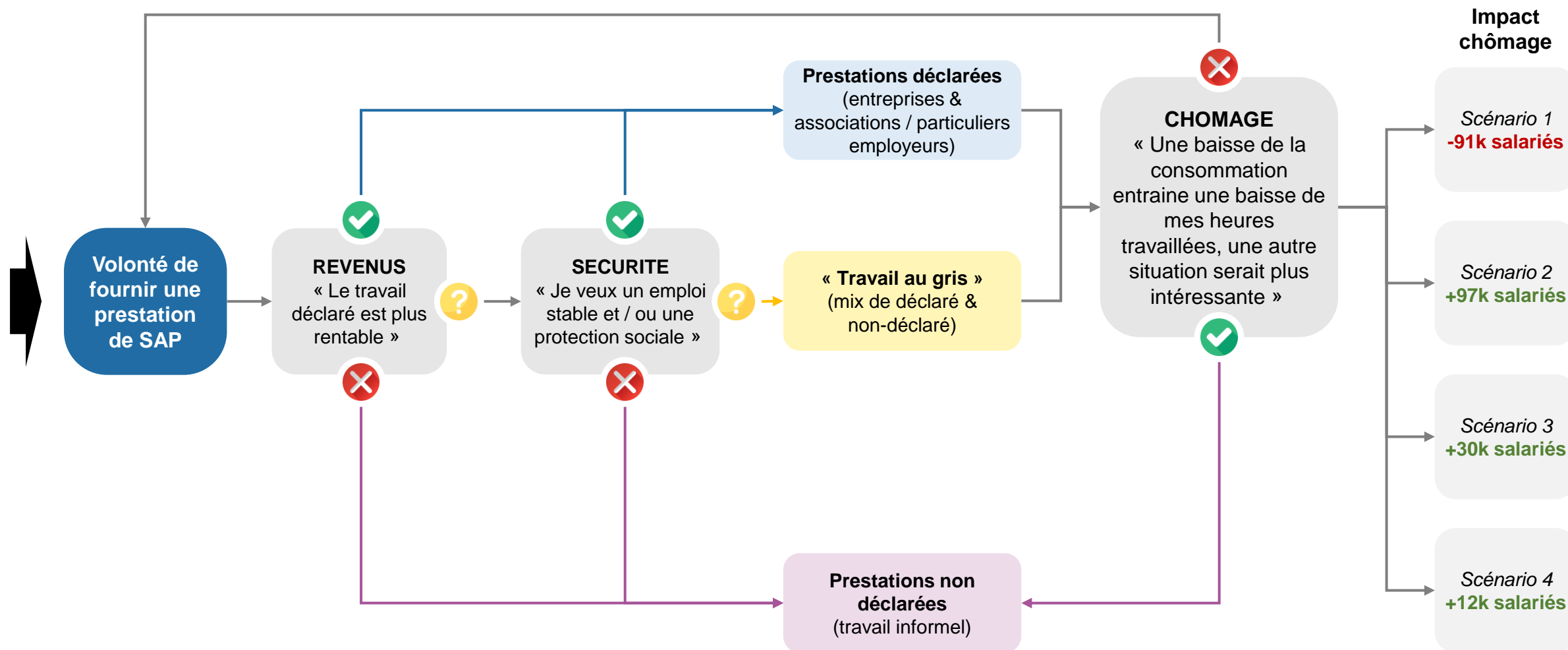
Les 4 scénarios évalués décrivent des hypothèses de modification du taux du crédit d'impôt actuel

Situation à date et 4 scénarios pris en compte par l'étude

	0	1	2	3	4
	Situation à date	Baisse du CI à 40%	Hausse du CI à 60%	Hausse du CI à 75% pour les revenus <28k€/an, 50% autres	Hausse du CI à 75% pour les familles monoparentales, 50% autres
<i>Périmètre</i>	26 prestations	26 prestations	26 prestations	26 prestations	26 prestations
<i>Assiette</i>	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population / Individus sous 28k€/an	Ensemble de la population / Familles monoparentales
<i>Taux</i>	50% sur l'ensemble des prestations	40 % sur l'ensemble des prestations	60 % sur l'ensemble des prestations	Ensemble de la population / Individus sous 28k€/an	CI 75% familles monoparentales / CI 50% autres
<i>Plafond</i>	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €

Un individu voulant travailler dans le secteur des SAP fera un choix entre du travail déclaré, non déclaré ou « gris », selon le potentiel de revenus

Arbre de décision du travailleur voulant exercer dans les SAP



Scénario 1 (40% CI)

Scénario 2 (60% CI)

Scénario 3 (75% CI revenus < 28k€/an / 50% CI revenus > 28k€/an)

Scénario 4 (75% CI revenus monoparentales / 50% CI autres situation)

Les SAP sont un vecteur d'emploi et de formation des catégories d'individus les plus difficilement employables et vulnérables sur le marché du travail

Profils des salariés du secteur des SAP

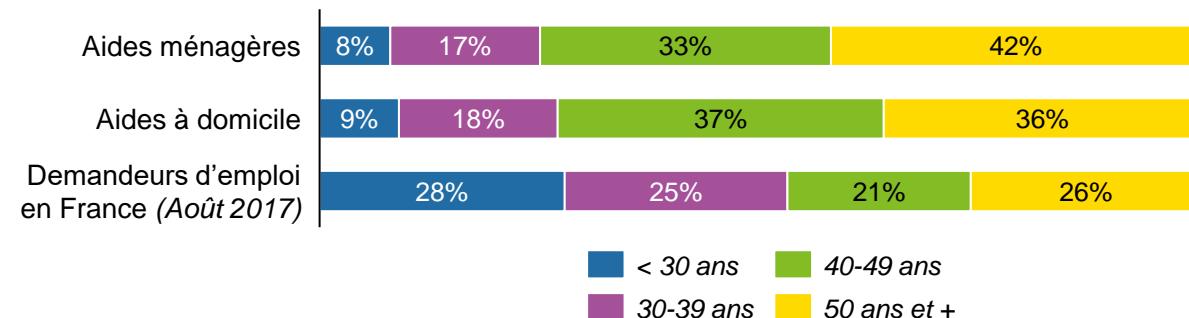
1 Un secteur qui emploie les catégories d'âge les plus exposées au chômage

Les plus jeunes

Les <30 ans connaissent des taux de chômage élevés et peinent à entrer sur le marché du travail

Les plus âgés

Les >50 ans peinent à retrouver un emploi, et ont une durée de chômage plus longue que la moyenne



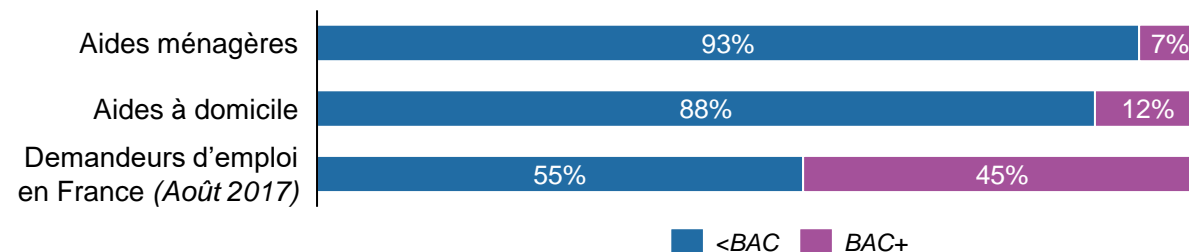
2 Un secteur qui permet de former les demandeurs d'emplois les moins qualifiés

Qualification

Les services à la personne offrent un débouché aux personnes dont le niveau de qualification est une limite à leur recherche d'emploi

Formation

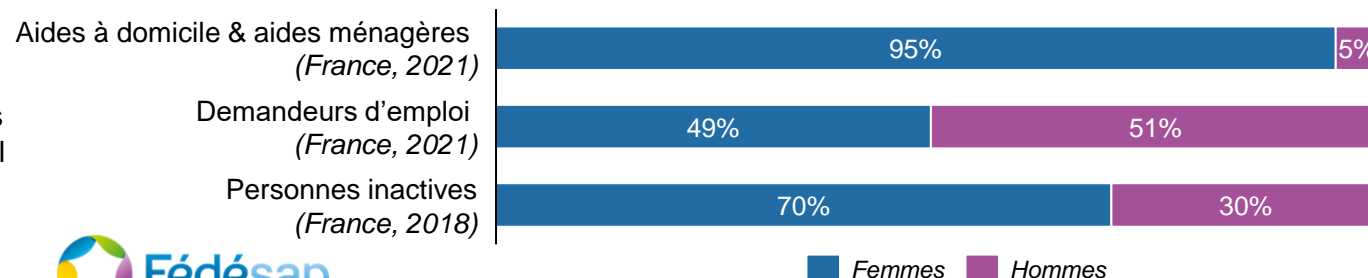
Le secteur des SAP offre la possibilité à des personnes avec un faible niveau d'éducation de se former à l'exercice d'un métier



3 Un secteur qui emploie en majorité des femmes

Genre

Les services à la personne emploient en majorité des femmes, avec une majorité de temps de travail partiel adaptable qui peut permettre de sortir de l'inactivité



Sarah, 27 ans, travaille pour une entreprise fournissant des prestations d'entretien du domicile

Illustration de salarié type sur des prestations d'entretien du cadre de vie



**Sarah
DALARD**

Age

27 ans

Niveau de
formation

< BAC

Emploi

Aide
ménagère

Prestation
fournie



Sarah a arrêté ses études avant le BAC et n'a pas de diplôme lui permettant d'être compétitive sur le marché de l'emploi. Son travail dans les SAP lui a offert une situation stable

Quelles sont les réalités de Sarah ?

	SITUATION ACTUELLE	SCENARIO 1	SCENARIO 2	SCENARIOS 3 & 4
	CI 50%	CI 40%	CI 60%	CI 75% situations spécifiques
Prestation (heures/mois)*	72h (entretien du domicile)	50,5h (entretien du domicile)	94h (entretien du domicile)	80h (entretien du domicile)
Salaire déclaré net (€/mois)	743€	520€	966€	825€
Impacts directs	Sarah est employée à temps partiel, uniquement sur des prestations d'entretien du domicile	La diminution du crédit d'impôt a impacté les heures de ménage de Sarah, qui a vu son temps de travail se réduire	L'augmentation du crédit d'impôt a impacté les heures de ménage de Sarah, qui est passée à temps plein	L'augmentation du crédit d'impôt a impacté les heures de ménage de Sarah, qui est passée à temps plein
Impacts indirects	Sarah est formée au métier d'aide ménagère, et parvient à subvenir aux besoins de sa famille	Elle gagne moins et envisage d'effectuer quelques heures de plus de manière informelle	Ce salaire supplémentaire lui permet d'améliorer le niveau de vie de son ménage. Elle réalise également des heures supplémentaires	Ce salaire supplémentaire lui permet d'améliorer le niveau de vie de son ménage

*Profil fictifs, basés sur les résultats d'enquêtes consommateurs

**Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française

Justine, 55 ans, travaille pour une entreprise fournissant des prestations d'assistance aux personnes âgées ou en situation de handicap

Illustration de salarié type sur des prestations de perte d'autonomie



**Justine
ARNAUD**

Age

55 ans

Niveau de
formation

> BAC

Emploi

Auxiliaire
de vie

Prestation
fournie



Auparavant infirmière, Justine est employée par plusieurs entreprises. Elle souhaite passer plus de temps avec les personnes qu'elle aide, afin de fournir des prestations de meilleure qualité

Quelles sont les réalités de Justine ?

	SITUATION ACTUELLE <i>CI 50%</i>	SCENARIO 1 <i>CI 40%</i>	SCENARIO 2 <i>CI 60%</i>	SCENARIO 3 <i>CI 75% faibles revenus</i>
<i>Prestation (heures/mois)*</i>	104h (assistance à domicile)	100h (assistance à domicile)	122h (assistance à domicile)	113h (assistance à domicile)
<i>Salaire déclaré net (€/mois)</i>	1134€	1 099€	1 329€	1232€
<i>Impacts directs</i>	Le bagage professionnel de Justine la rend compétente pour s'occuper de personne GIR < 4	Les clients de Justine sont des personnes dépendantes obligées de consommer ces services	Les heures de Justine ont augmenté, lui permettant de passer à temps plein	L'augmentation du crédit d'impôt a impacté les heures de garde de Justine, qui ont un peu augmenté par rapport à sa situation initiale
<i>Impacts indirects</i>	Cela lui permet de subvenir à ses besoins, et lui a permis de sortir de sa période de chômage	La diminution de certaines heures ne lui permet pas d'effectuer un travail qualitatif. Elle a également légèrement perdu en revenus	Elle perçoit l'évolution de la qualité de son travail et les effets positifs sur ses bénéficiaires. Sa hausse de revenus lui permet une meilleure qualité de vie	Ce salaire supplémentaire lui permet d'améliorer le niveau de vie de son ménage. Son travail est également de meilleure qualité

*Profil fictif, basé sur les résultats d'enquêtes consommateurs

**Sur la base d'une élasticité mesurée via l'enquête réalisée auprès de la population française

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

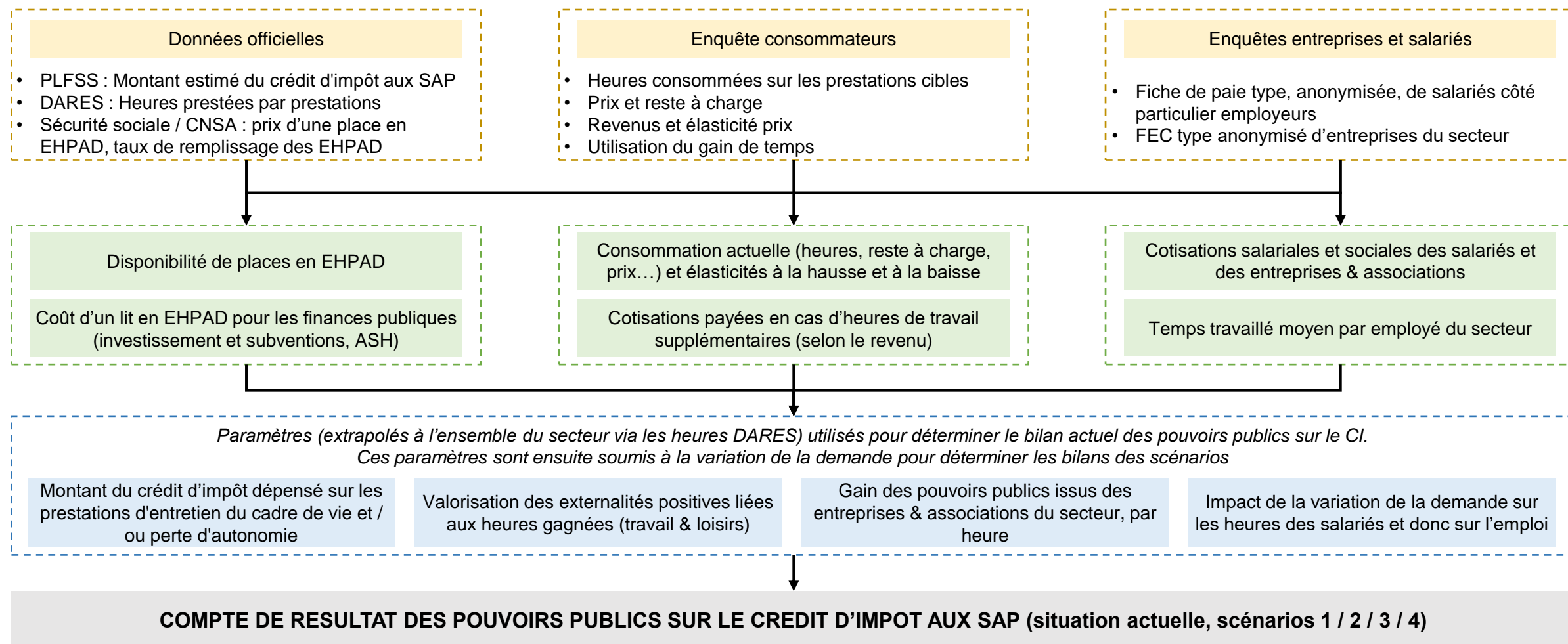
Les 4 scénarios évalués décrivent des hypothèses de modification du taux du crédit d'impôt actuel

Situation à date et 4 scénarios pris en compte par l'étude

	0	1	2	3	4
	Situation à date	Baisse du CI à 40%	Hausse du CI à 60%	Hausse du CI à 75% pour les revenus <28k€/an, 50% autres	Hausse du CI à 75% pour les familles monoparentales, 50% autres
<i>Périmètre</i>	26 prestations	26 prestations	26 prestations	26 prestations	26 prestations
<i>Assiette</i>	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population / Individus sous 28k€/an	Ensemble de la population / Familles monoparentales
<i>Taux</i>	50% sur l'ensemble des prestations	40 % sur l'ensemble des prestations	60 % sur l'ensemble des prestations	Ensemble de la population / Individus sous 28k€/an	CI 75% familles monoparentales / CI 50% autres
<i>Plafond</i>	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €

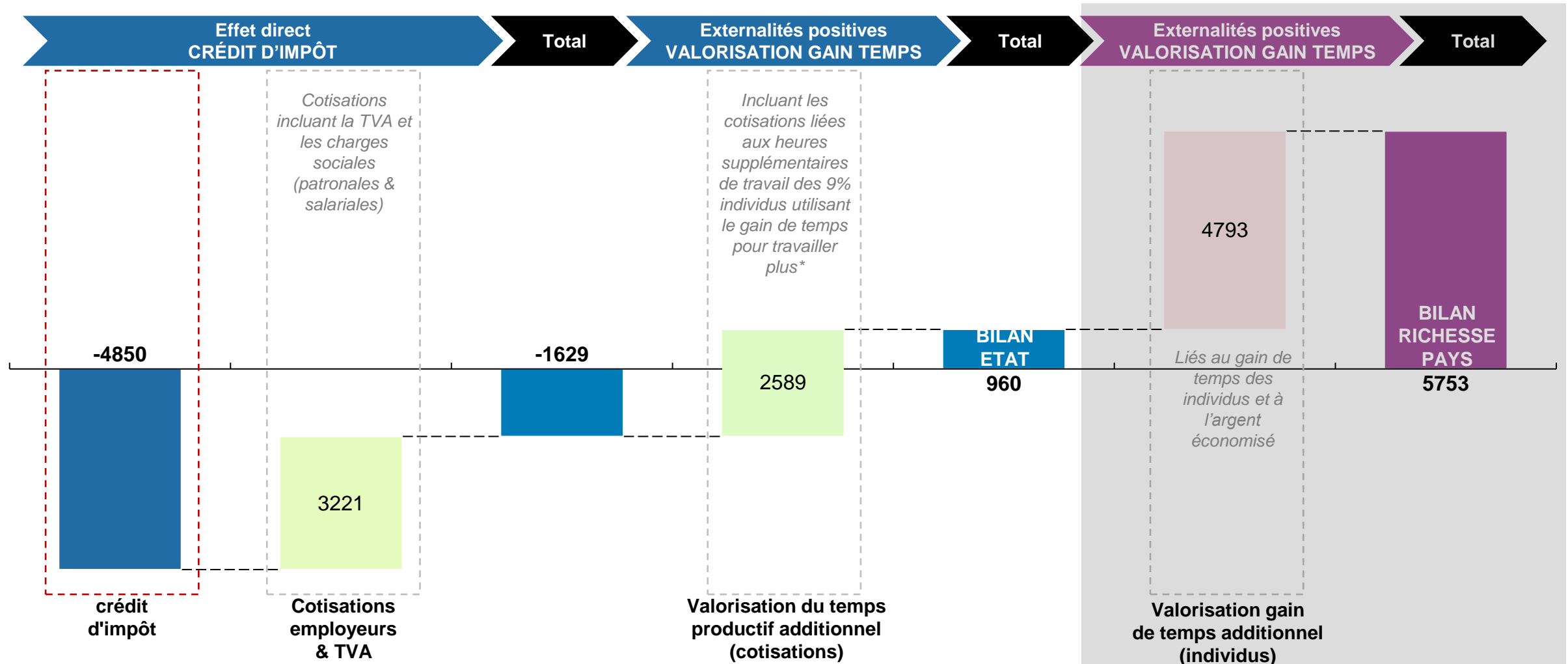
Synthèse de la méthodologie de calcul du compte de résultat du crédit d'impôt

Schéma simplifié du calcul du compte de résultat des finances publiques sur le crédit d'impôt



Le bilan actuel des finances publiques est de -1,6 milliards, mais devient positif à hauteur de 960 millions en intégrant les externalités positives liées au travail

Compte de résultat des finances publiques lié au crédit impôt (en M€) – Situation actuelle (CI 50%)



Ne sont pas pris en compte :

- Le CI famille, d'un total de 155M€, car versée par des entreprises aux salariés
- L'exonération d'IS de l'aide financière (45 M€) car versée par des employeurs aux salariés pour l'usage de SAP

*Source : bulletin officiel de la sécurité sociale, cf. méthodologie de calcul en page 94. Valorisation des heures supplémentaires : charges patronales à 42%, charges salariales à 11,3%, absence d'impôt sur le revenu, exclusion des cadres

Compte de résultat des finances publiques lié au crédit impôt (en M€) – Scénario 1 (CI 40%)



Compte de résultat des finances publiques lié au crédit impôt (en M€) – Scénario 3 (CI revenus < 28k€/an 75% / autres revenus 50%)



Compte de résultat des finances publiques lié au crédit impôt (en M€) – Scénario 4 (CI familles monoparentales 75% / autres 50%)



Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

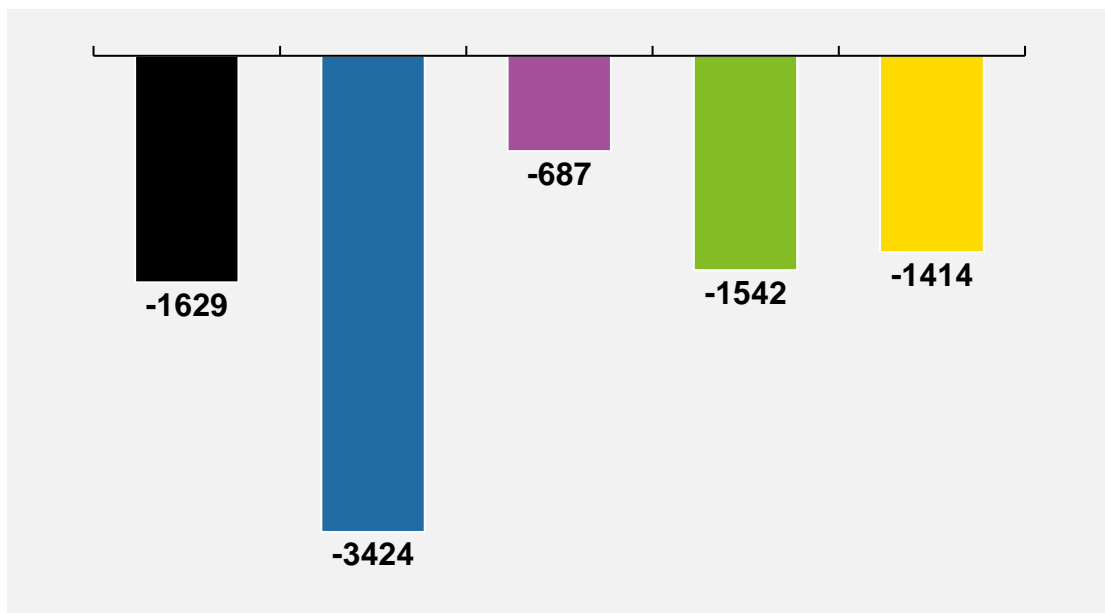
Annexes

L'analyse des scénarios montre qu'une baisse de 10% crédit d'impôt accroît le déficit des finances publiques, du fait de l'augmentation de dépenses annexes

Compte de résultat des finances publiques

Coût du crédit d'impôt + recettes fiscales employeurs

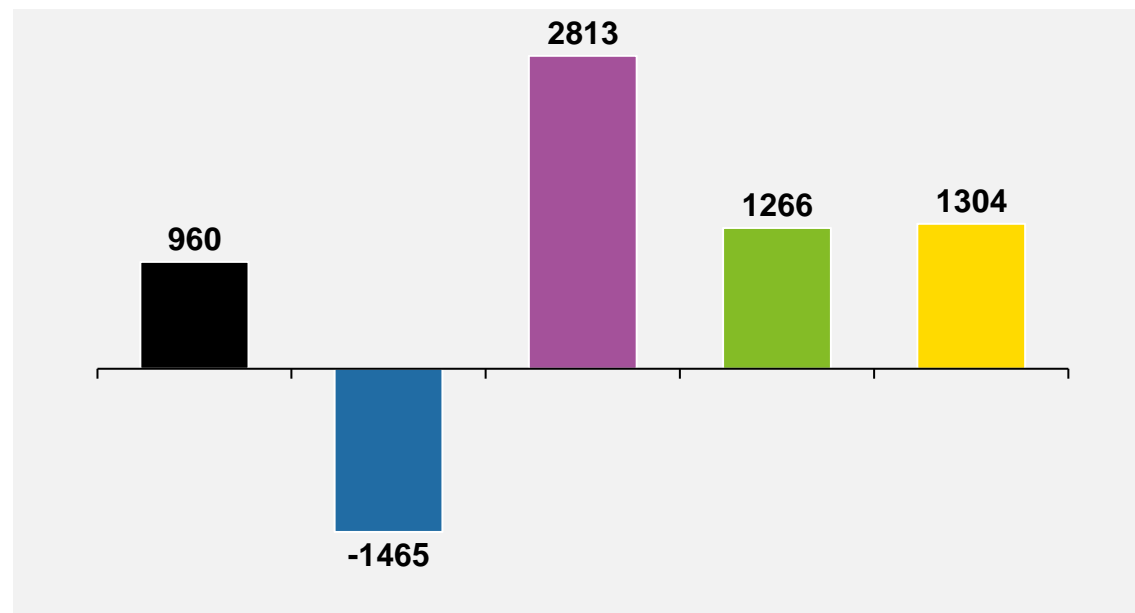
Bénéfice net du Crédit d'impôt (M€)



Le scénario 1 est celui impactant le plus les dépenses des finances publiques, tirées vers le bas par le coût des places en EHPAD nécessaires à créer. Le scénario 2 ne grève que peu le solde net car les dépenses sont compensées par la hausse de la consommation et donc des cotisations des entreprises et des particuliers employeurs. Bien que les crédits d'impôt des scénarios 3 et 4 soient plus élevés que celui de la situation actuelle, ils sont compensés par des cotisations employeurs plus importantes

Après prise en compte des externalités positives travail

Bénéfice indirect du Crédit d'impôt (M€)

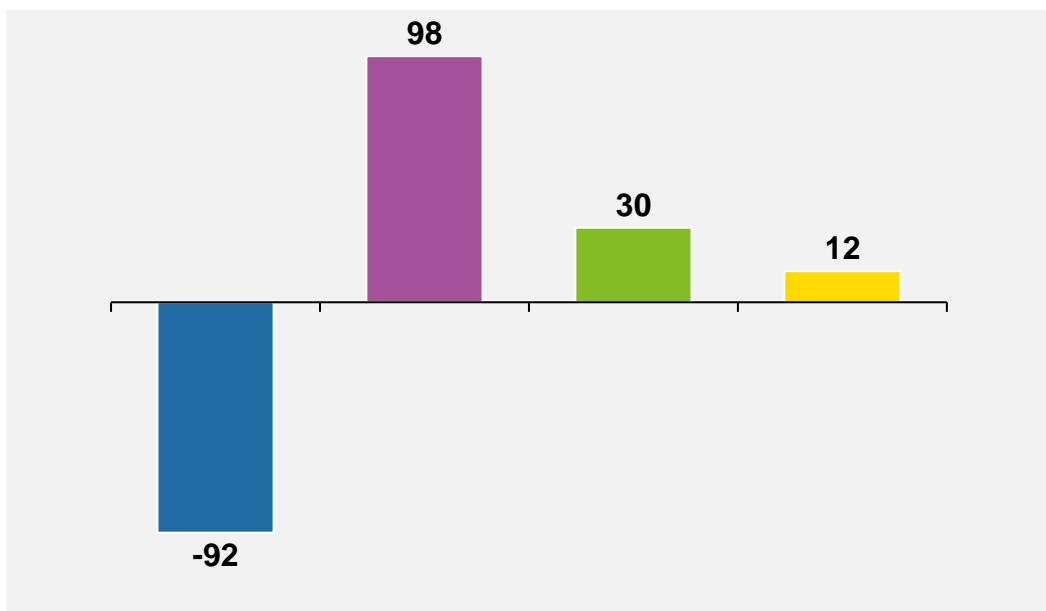


Les scénarios 2, 3 et 4 sont ceux qui amèneraient le plus de recettes aux finances publiques, du fait des externalités positives engendrées par la propension d'individus qui dédierait le temps gagné à travailler

Une variation du crédit d'impôt cause, dans 3 scénarios sur 4, une augmentation des emplois disponibles, en plus d'une diminution probable du travail informel

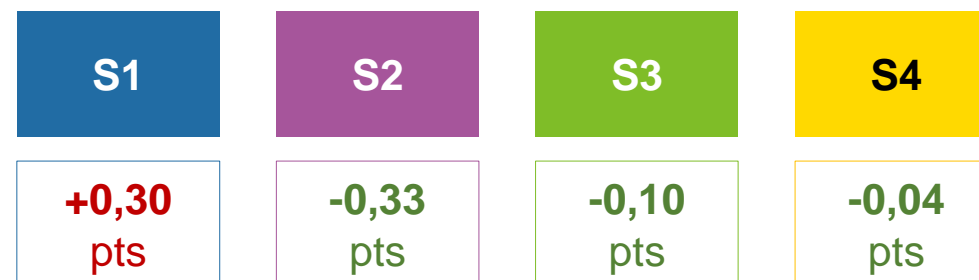
Impact sur l'emploi

Solde d'emploi créés / détruits (en k individus)



Le scénario 2 est le seul scénario permettant une création d'emplois significative, puisque la hausse d'activité permettrait une hausse des temps de travail des salariés du secteur, ou d'attirer des individus travaillant sur des prestations identiques, de manière informelle. Il pourrait également être source de débouchés à des individus en recherche d'emploi. Le scénario 1 est le seul supprimant des emplois

Impact sur le taux de chômage



Le secteur des SAP représentant une portion importante de la population active, une variation de la demande causerait un impact sur l'emploi à l'échelle nationale. Le scénario 1 est le seul impactant négativement l'emploi actuel. Le scénario 4 n'est que légèrement en positif, car les familles monoparentales actives demeurent une portion faible de la société.



www.fedesap.org

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Scénarios additionnels

Comportements de consommation

Résultats de l'enquête auprès des consommateurs de prestations d'entretien du domicile et de garde d'enfants

Benchmark européen détaillé

Méthodologie détaillée

Deux scénarios additionnels ont été testés, basés sur un traitement différencié des clients de prestations d'entretien du cadre de vie et de perte d'autonomie

Situation à date et 6 scénarios étudiés dans l'étude

	0	1	2	3	4	5	6
	<i>Situation à date</i>	<i>Baisse du CI à 40%</i>	<i>Hausse du CI à 60%</i>	<i>Hausse du CI à 75% pour les revenus <28k€/an</i>	<i>Hausse du CI à 75% pour les familles monoparentales</i>	<i>CI à 0% / 75% pour l'entretien du domicile / l'autonomie</i>	<i>CI à 40% / 75% pour l'entretien du domicile / l'autonomie</i>
<i>Périmètre</i>	26 prestations	26 prestations	26 prestations	Entretien du domicile / autonomie	Entretien du domicile / autonomie	26 prestations	26 prestations
<i>Assiette</i>	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population	Ensemble de la population / Individus sous 28k€/an	Ensemble de la population / Familles monoparentales	Ensemble de la population	Ensemble de la population
<i>Taux</i>	50% sur l'ensemble des prestations	40 % sur l'ensemble des prestations	60 % sur l'ensemble des prestations	CI 75% individus sous 28k€/an / CI 50% autres	CI 75% familles monoparentales / CI 50% autres	0% entretien du domicile / 75 % autonomie	40% entretien du domicile / 75 % autonomie
<i>Plafond</i>	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	0 / 21 000 €	12 000 € actualisable* / 21 000 €

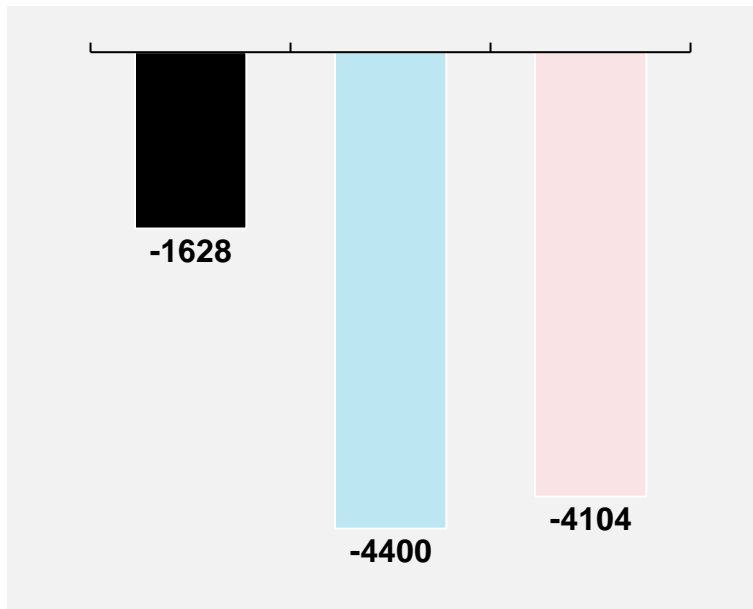
*Indexation sur l'inflation

Les scénarios 5 et 6 affichent tous deux, du fait de la réduction des externalités positives travail, une situation moins avantageuse pour l'Etat que celle actuelle

Compte de résultat des finances publiques

Coût du crédit d'impôt + recettes fiscales employeurs

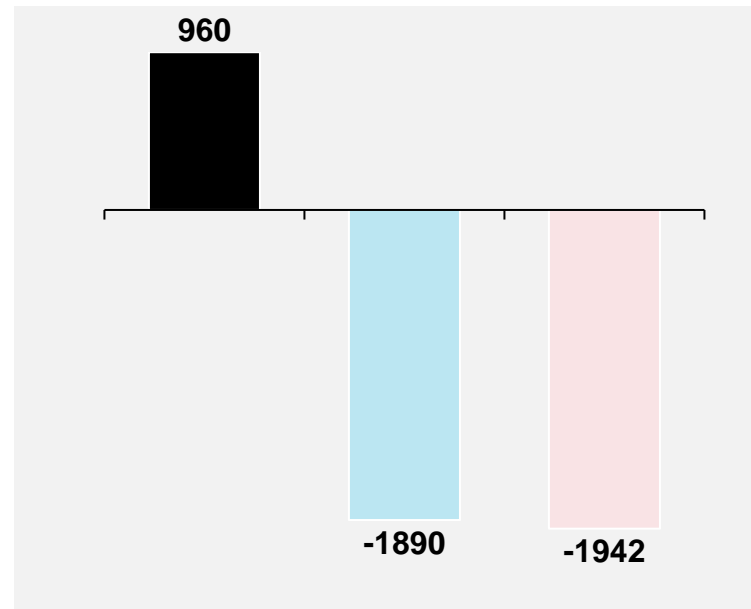
Compte de résultat du Crédit d'impôt (M€)



Le scénario 5 est celui ayant l'impact le plus négatif sur les dépenses de l'Etat, notamment parce qu'il réduit de manière importante les cotisations employeurs liées au confort, mais augmente les dépenses du crédit d'impôt sur les prestations d'assistance à domicile et autonomie.

Après prise en compte des externalités positives travail

Compte de résultat du Crédit d'impôt (M€)

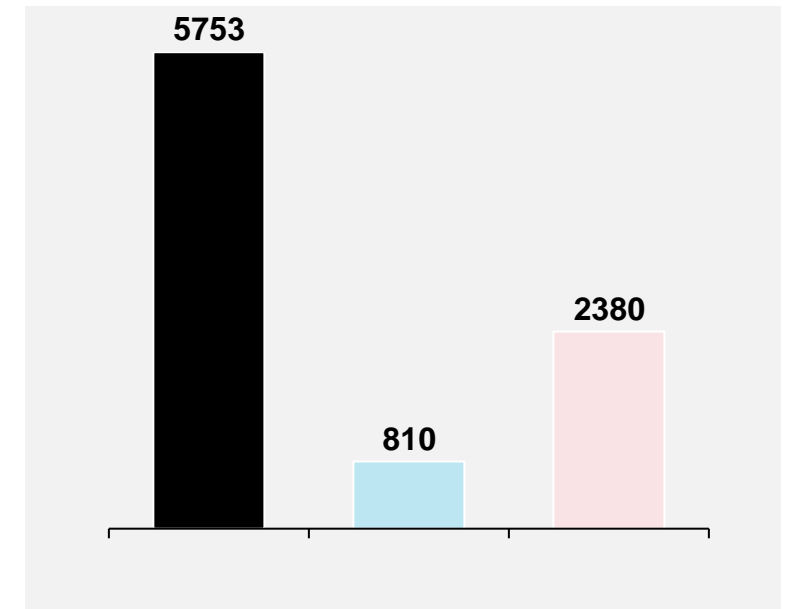


Les externalités positives liées au travail, qui rendent le bilan des finances publiques positif, sont diminuées dans les scénarios 5 et 6. En effet, ces externalités sont portées par les prestations d'entretien du cadre de vie et de garde d'enfants, qui sont impactées par la baisse du CI

Impact sur la richesse du pays (PIB)

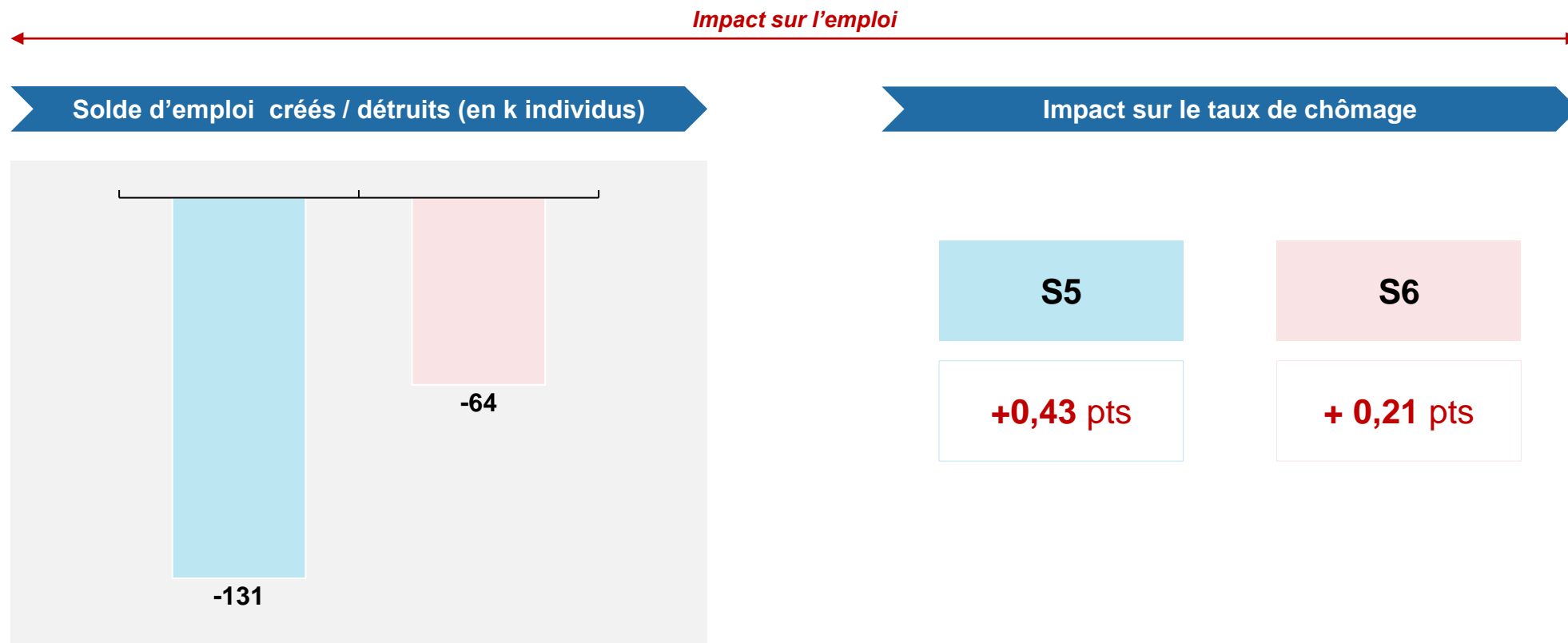
Après prise en compte des externalités positives loisirs

Impact net sur la richesse de la société (M€)



La valorisation du temps de loisirs a un effet positif sur l'économie dans les trois situations. Les scénarios 5 et 6 apparaissent tous deux comme ayant des externalités positives inférieures à la situation actuelle.

Une variation du crédit d'impôt crée, dans les scénarios 5 et 6, une diminution des emplois disponibles, en plus d'une résurgence probable du travail informel



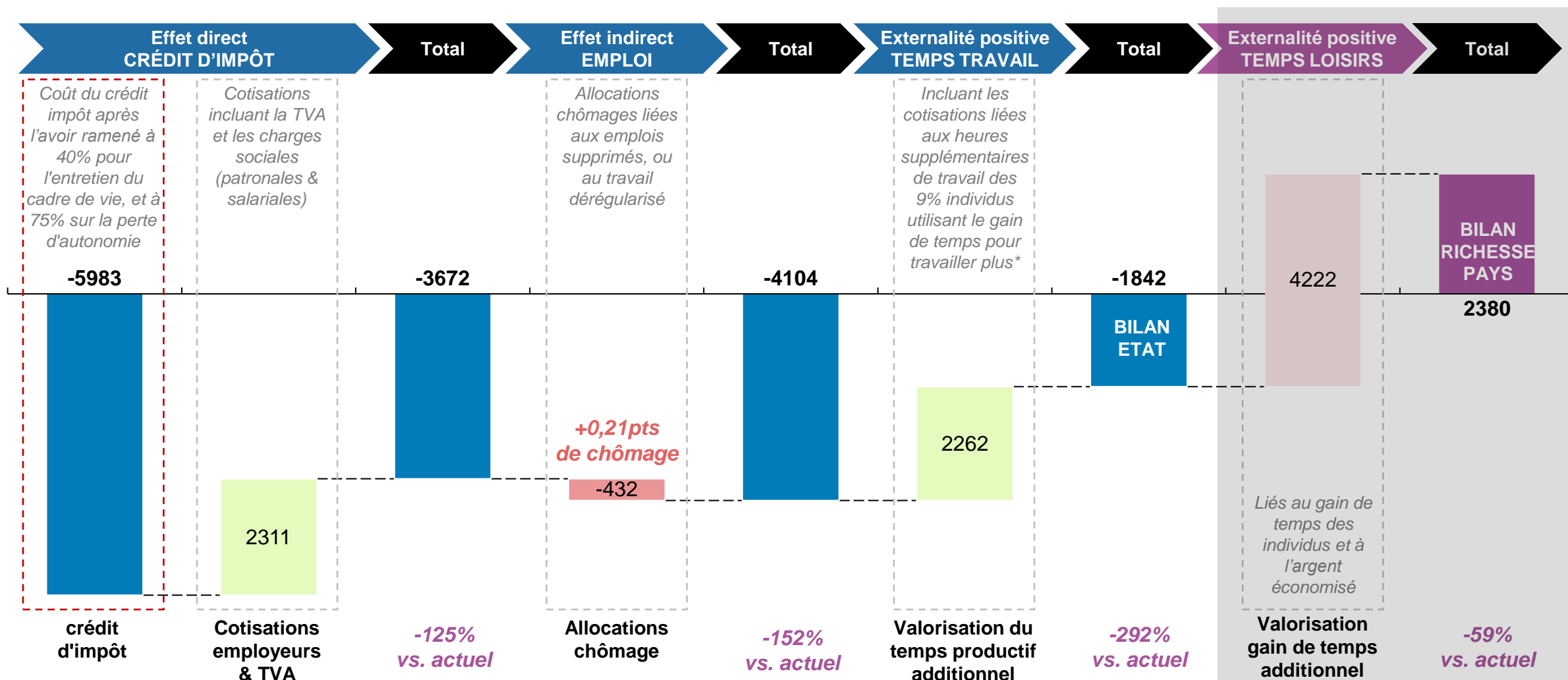
En plus du scénario 1, seuls les scénarios 5 et 6 entraînent une diminution de l'emploi, en accentuant les aides données aux prestations de perte d'autonomie, mais en limitant celles accordées pour le confort.. Parmi ces deux derniers scénarios, le 5 est celui rapportant le moins à l'Etat, porté par un crédit d'impôt inexistant sur les prestations d'entretien du cadre de vie et de garde d'enfants, qui regroupent un nombre important d'employés et de salariés.

Compte de résultat des finances publiques lié au crédit impôt (en M€) – Scénario 5 (CI entretien du domicile 0% / perte d'autonomie 75%)



Le scénario 6 diminue le coût du crédit d'impôt, mais entraîne des pertes liées à la baisse de consommation et cotisations des utilisateurs d'entretien du cadre de vie

Compte de résultat des finances publiques lié au crédit impôt (en M€) – Scénario 6 (CI entretien du domicile 40% / perte d'autonomie 75%)



Ne sont pas pris en compte :

- Le CI famille, d'un total de 155M€, car versée par des entreprises aux salariés
 - L'exonération d'IS de l'aide financière (45 M€) car versée par des employeurs aux salariés pour l'usage de SAP
- *Source : bulletin officiel de la sécurité sociale, cf. méthodologie de calcul en page 92. Valorisation des heures supplémentaires : charges patronales à 42%, charges salariales à 11,3%, absence d'impôt sur le revenu, exclusion des cadres

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Scénarios additionnels

Comportements de consommation

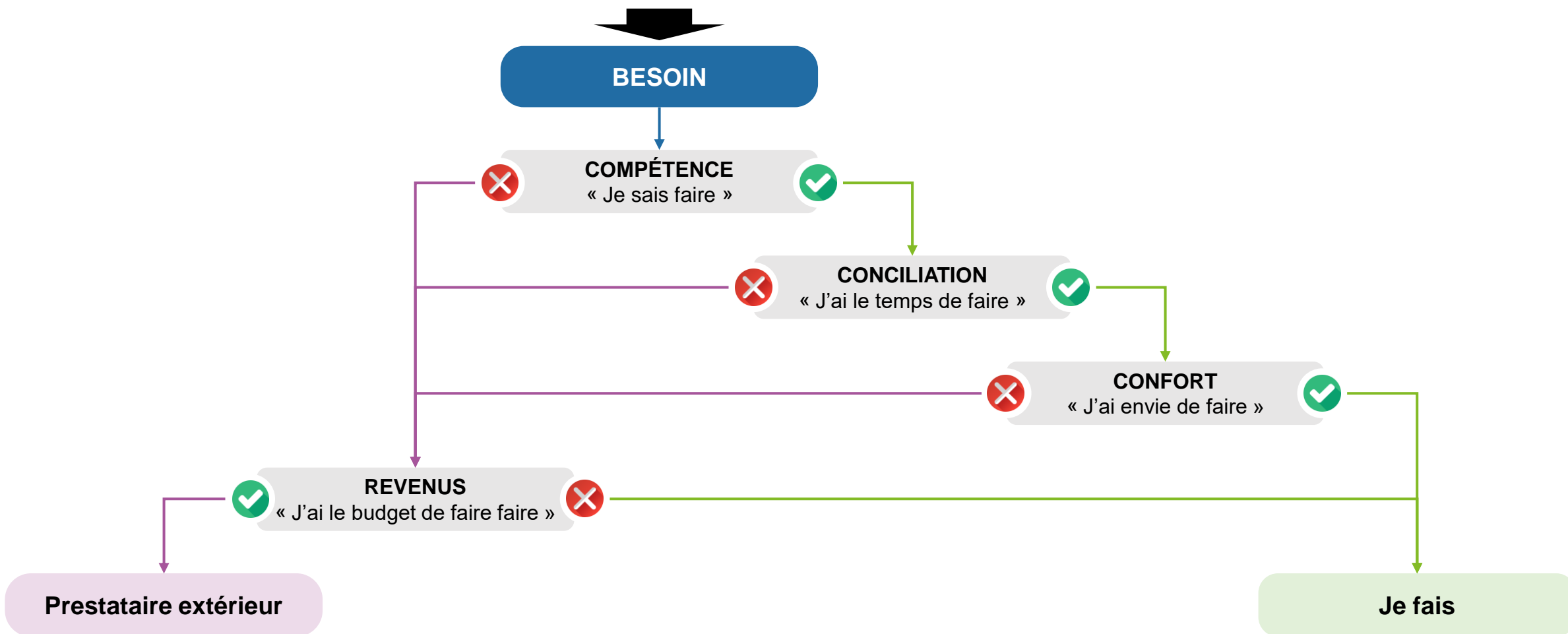
Résultats de l'enquête auprès des consommateurs de prestations d'entretien du domicile et de garde d'enfants

Benchmark européen détaillé

Méthodologie détaillée

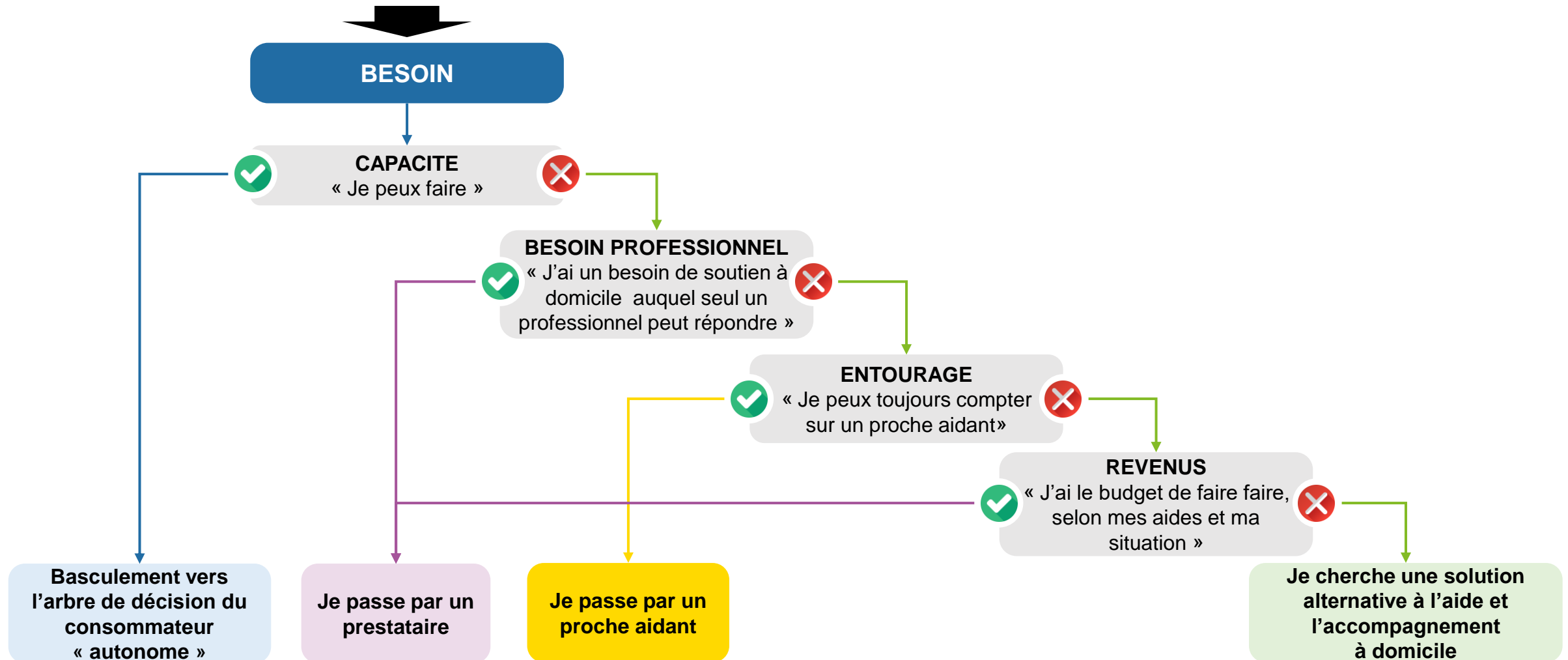
Le choix du consommateur autonome d'utiliser ou non des SAP dépend de sa compétence, son temps libre, son envie d'entretien du cadre de vie et son budget

Arbre de décision du consommateur en situation d'autonomie



Le choix du consommateur dépendant d'utiliser ou non des SAP dépend de ses capacités, besoins, entourage et revenus

Arbre de décision du consommateur en perte d'autonomie



Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Scénarios additionnels

Comportements de consommation

Résultats de l'enquête auprès des consommateurs de prestations d'entretien du domicile et de garde d'enfants

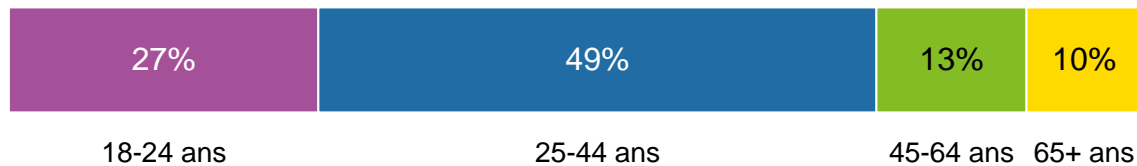
Benchmark européen détaillé

Méthodologie détaillée

1981 individus ont répondu à l'enquête sur le volet prestations d'entretien du cadre de vie, fournissant les éléments nécessaires pour bâtir des profils consommateurs

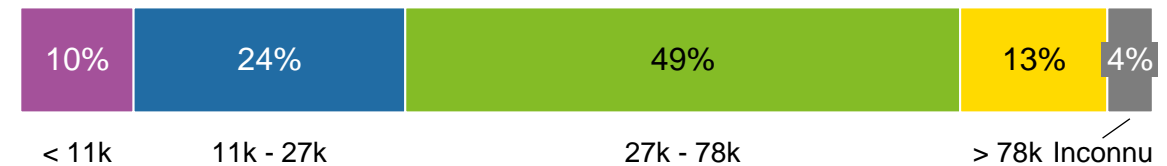
Répartition des heures consommées

(1981 répondants, toutes prestations, par tranche d'âge)



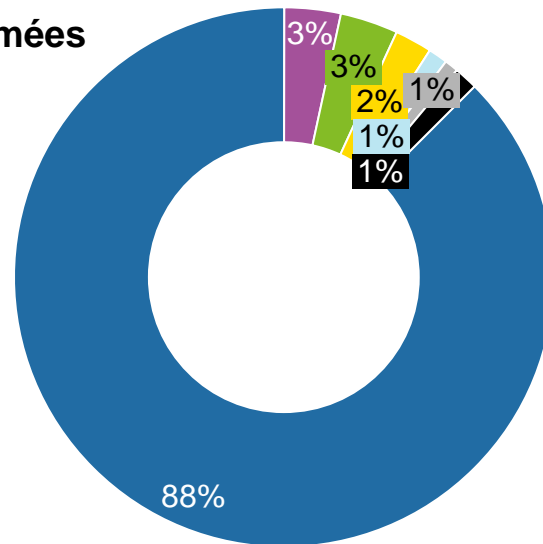
Répartition des heures consommées

(1981 répondants, toutes prestations, par tranche de revenus)



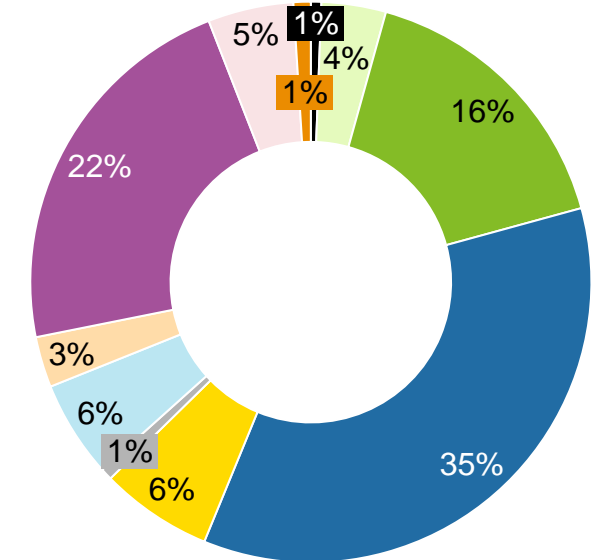
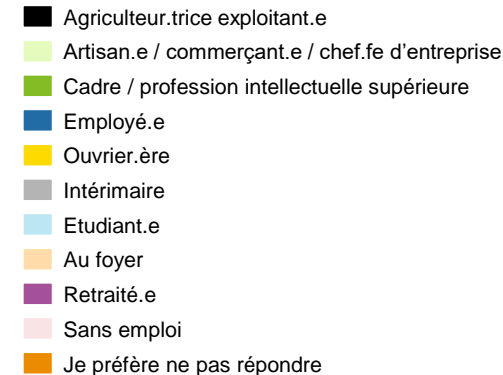
Répartition des heures consommées

(toutes prestations, par GIR)



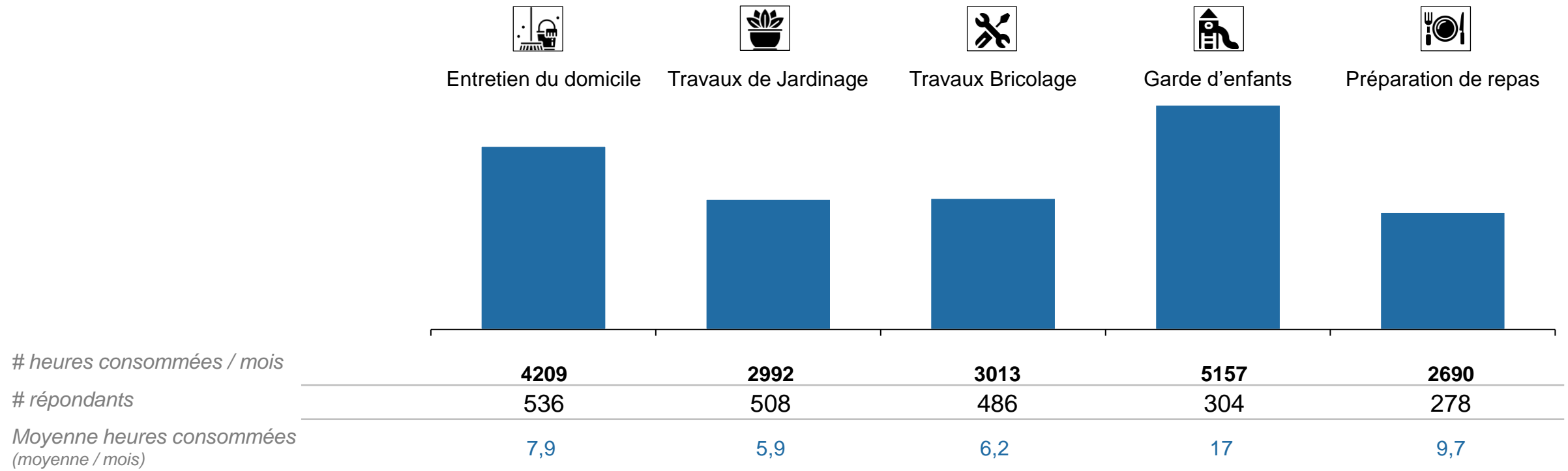
Répartition des répondants

(toutes prestations, par région)



Sur notre échantillon de consommateurs, entre 6 et 17h de SAP sont consommées en moyenne par mois

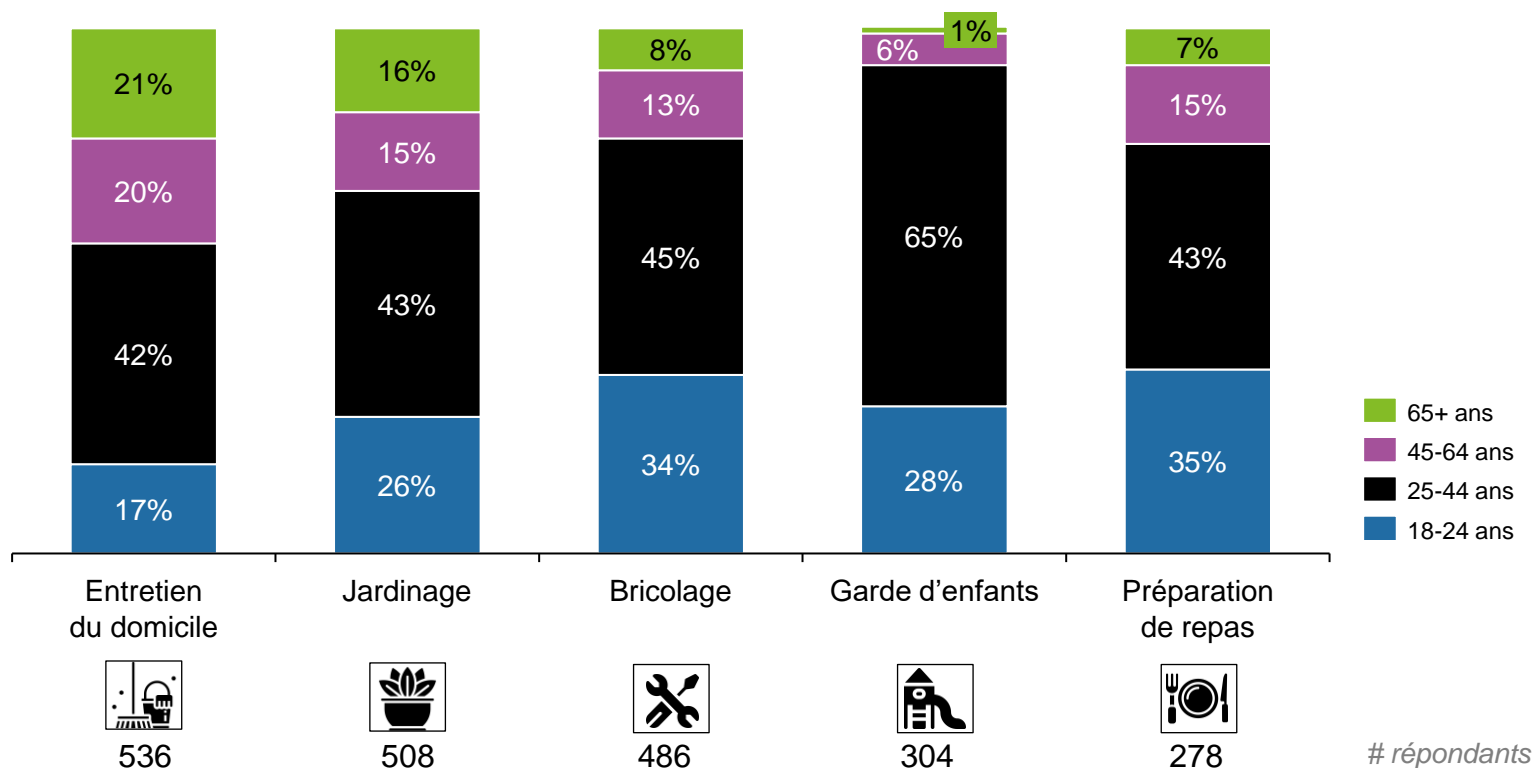
Heures consommées par prestation (toutes prestations, en heures)



Les 25-44 ans, représentant 35% de la population française totale, utilisent le plus les SAP, en consommant 50% des heures exprimées

Consommation des prestations

(toutes prestations, en heures par tranche d'âge)



Commentaires

- Les 25-44 ans sont la tranche d'âge la plus représentée dans la consommation de SAP, sur les prestations d'entretien du cadre de vie analysées.
- A l'inverse, à l'exception de l'entretien du domicile, les plus de 65 ans sont les moins représentés.

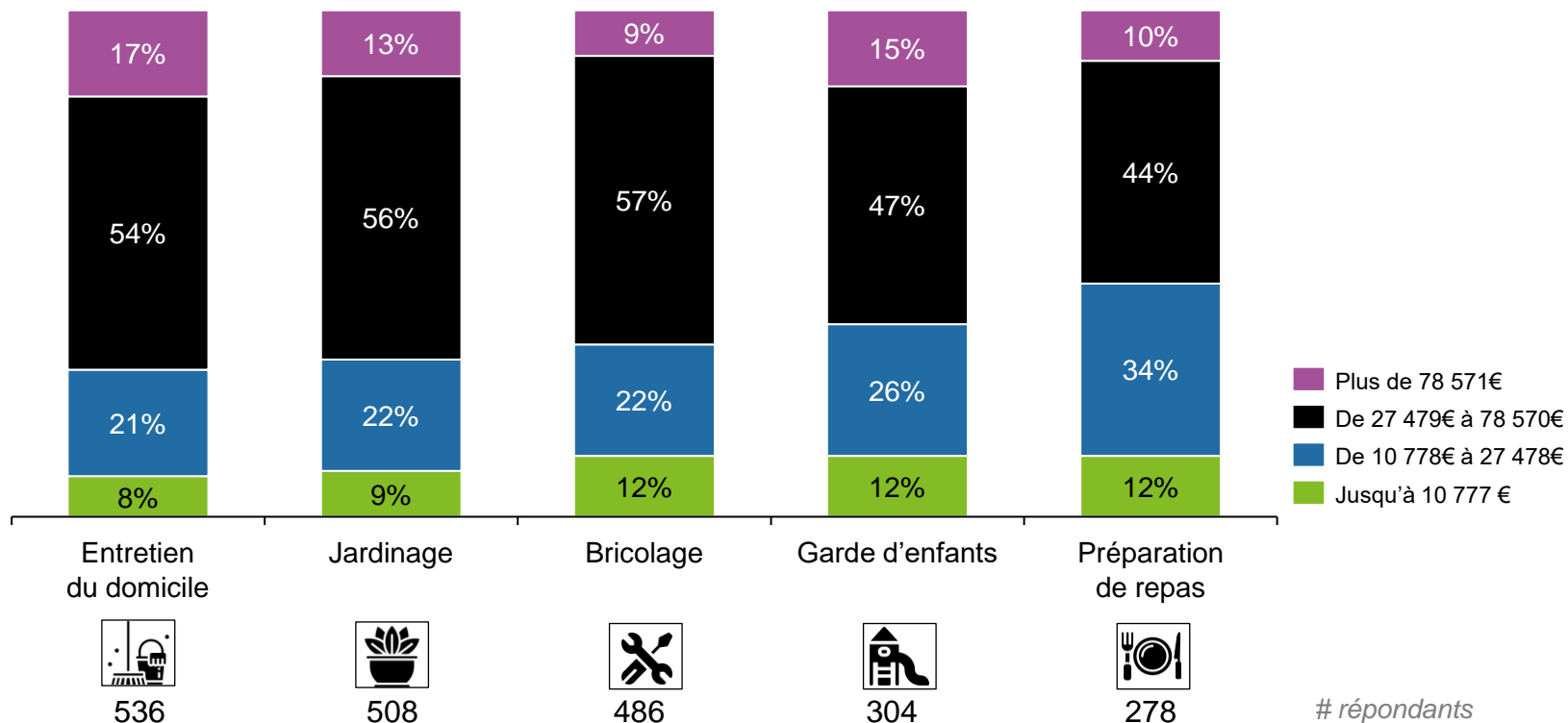
Clé de lecture

- 34% des consommateurs ayant déclaré utiliser une prestation de Bricolage ont entre 18 et 24 ans

Les individus gagnant moins de 28k€ par an représentent en moyenne plus d'un tiers des consommateurs de SAP

Consommation des prestations

(toutes prestations, en heures par revenus)



Commentaires

- Les 27k€-78k€ ans sont dans la tranche de revenus la plus représentée dans la consommation de SAP, sur les prestations d'entretien du cadre de vie analysées.
- A l'inverse, les personnes gagnant moins de 10 777€ par an sont les moins représentés.

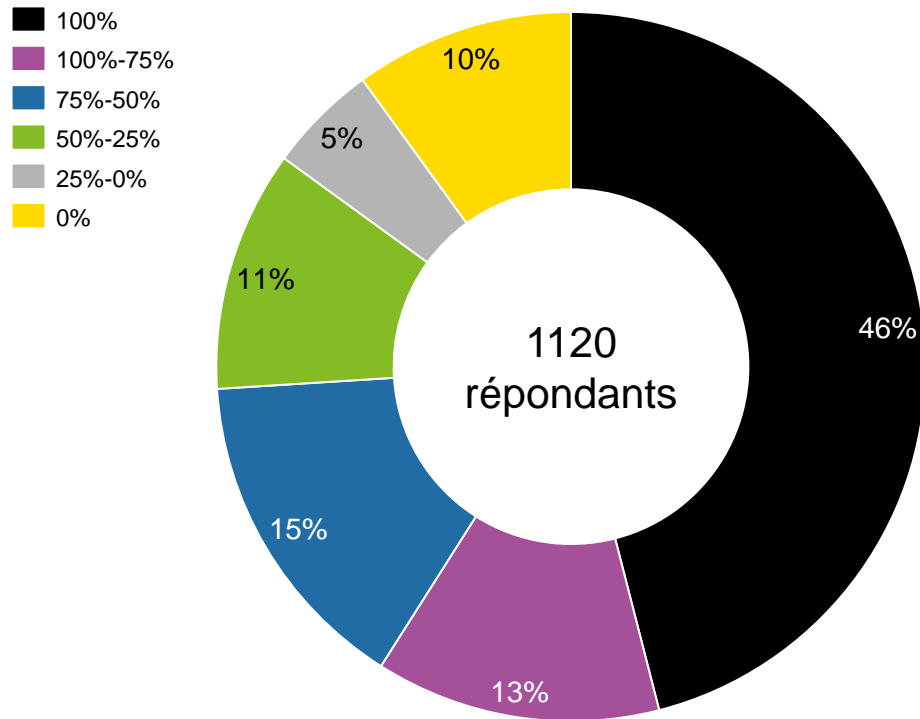
Clé de lecture

- 9% des consommateurs ayant déclaré utiliser une prestation de Bricolage ont un revenu annuel supérieur à 78k€.

46% des particuliers employeurs affirment déclarer la totalité de leurs prestations ; 10% d'entre eux ne les déclarent pas du tout

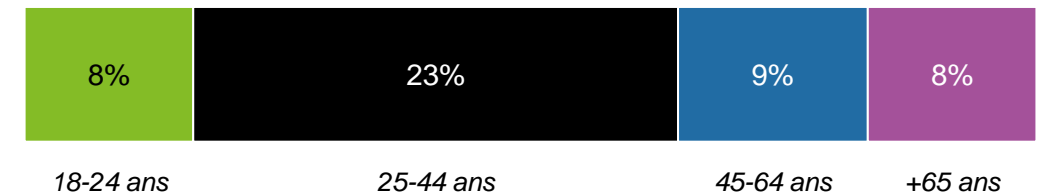
Taux de déclaration des prestations

(en heures toutes prestations, particuliers employeurs)



Déclaration totale des prestations

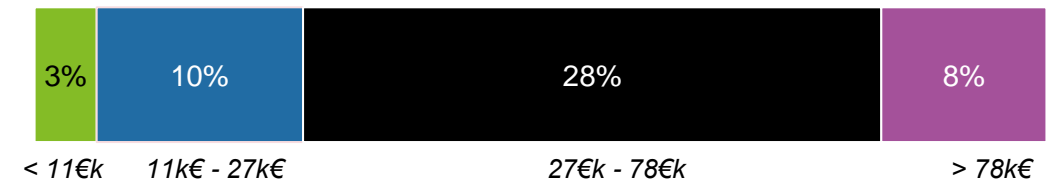
(en heures, par catégorie d'âge, toutes prestations, particuliers employeurs)



- Parmi les 46% de particuliers employeurs déclarant à 100%, 23% ont entre 25 et 44 ans

Déclaration totale des prestations

(en heures, par catégorie de revenus, toutes prestations, particuliers employeurs)

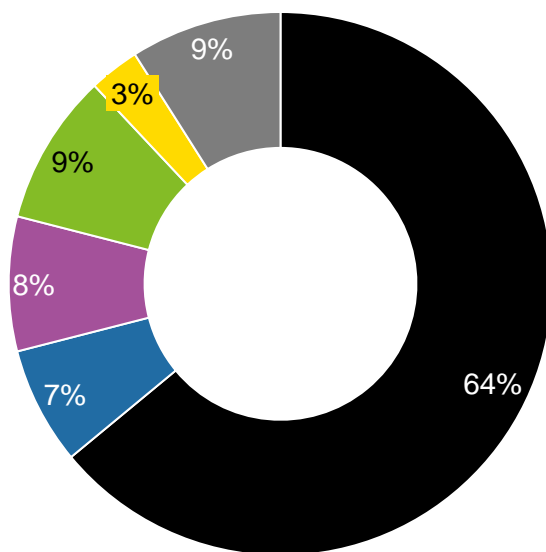


- Parmi les 46% de particuliers employeurs déclarant à 100%, 28% ont des revenus allant de 27 479€ à 78 570€

Près de la moitié des particuliers employeurs déclarent 100% de leurs heures d'entretien du domicile, et 10% n'en déclarent aucune



Taux de déclaration de l'entretien à domicile
(en heures déclarées, particuliers employeurs)

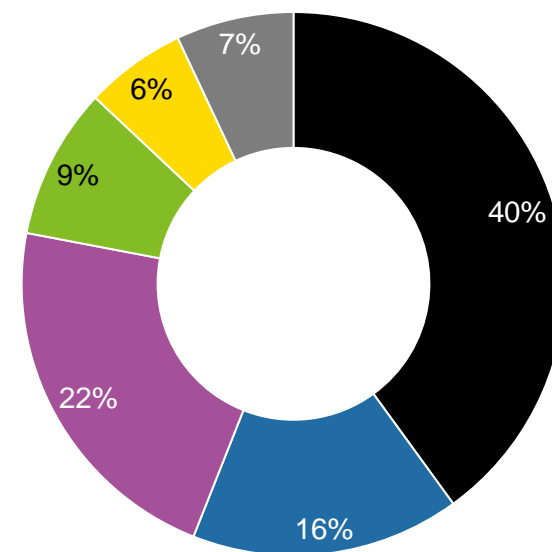


Clé de lecture

- 64% des heures d'entretien du domicile consommées par des particuliers sont déclarées à 100%



Taux de déclaration du jardinage
(en heures déclarées, particuliers employeurs)



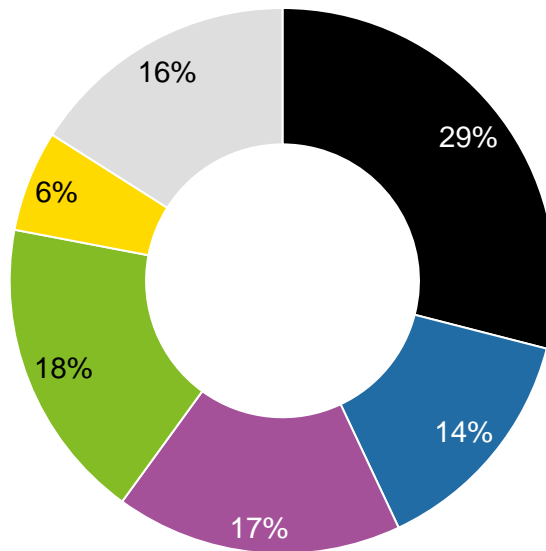
Clé de lecture

- 7% des heures de jardinage consommées par des particuliers ne sont pas déclarées du tout

Sur le bricolage, moins d'un tiers des heures sont déclarées à 100%, contre 45% sur la garde d'enfants



Taux de déclaration du bricolage
(en heures déclarées, particuliers employeurs)

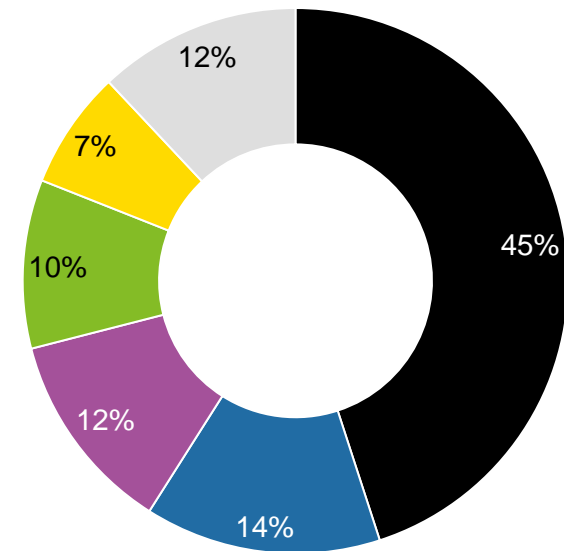


Clé de lecture

- 17% des heures de bricolage consommées par des particuliers sont déclarées entre 50% et 75%



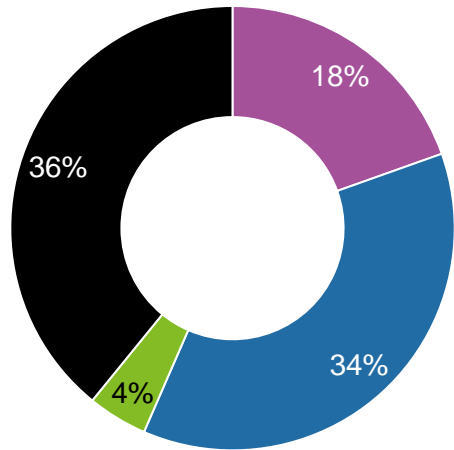
Taux de déclaration de la garde d'enfants
(en heures déclarées, particuliers employeurs)



Clé de lecture

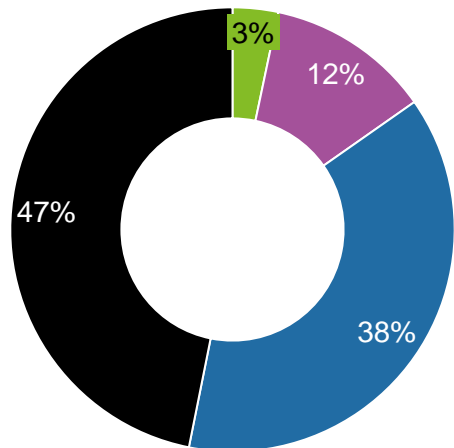
- 45% des heures de garde d'enfants consommées par des particuliers employeurs sont déclarées à 100%

A l'inverse, les non-consommateurs de SAP n'ont pas de besoins identifiés, et sont moins sensibles aux changements de prix



Raisons de non-consommation - Déclaratif (non-consommateurs, toutes prestations)

- Parce que la prestation est trop chère
- Car je préfère le faire moi-même
- Je ne connais pas les avantages associés aux services à la personne
- Je n'ai pas besoin de ces prestations



Possibilité d'accroître la consommation en cas de hausse du crédit d'impôt (non-consommateurs, toutes prestations)

- J'en consommerais plusieurs
- J'en consommerais un
- Je ne suis pas sûr.e d'en consommer
- Je n'en consommerais pas

Commentaires

- A l'inverse des consommateurs de SAP, qui tendent à avoir une élasticité-prix importante, les non-consommateurs se déclarent majoritairement non-intéressés par ces prestations en l'état actuel, et une modification du crédit d'impôt n'influerait que peu sur leurs choix de consommation.

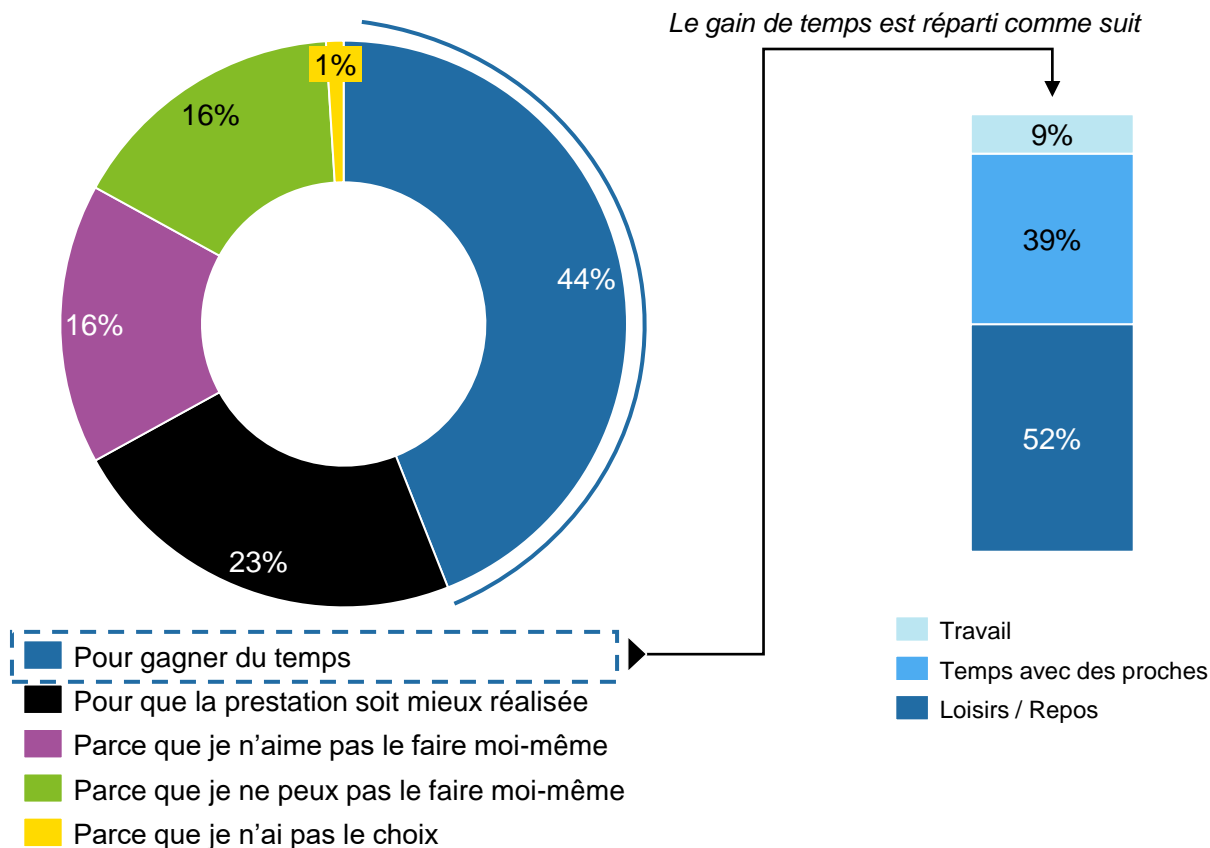
Clé de lecture

- Graphique 1 : 70% des non- consommateurs de SAP ne perçoivent pas d'utilité à ces services, et déclarent pouvoir le faire eux-mêmes ou ne pas en avoir besoin
- Graphique 2 : 70% des non- consommateurs de SAP ne perçoivent pas d'utilité à ces services, et déclarent pouvoir le faire eux-mêmes ou ne pas en avoir besoin

Près de la moitié des consommateurs utilisent des SAP pour gagner du temps, dont 91% est destiné aux proches et aux loisirs

Motivations de consommation des SAP

(consommateurs, toutes prestations, en nombre d'individus)



Commentaires

- Les consommateurs de SAP utilisent majoritairement ces prestations afin de gagner en temps. Ce temps est réutilisé dans les loisirs, le temps avec des proches et le travail.
- Le second critère poussant à l'utilisation est la qualité de la réalisation de la prestation.
- 17% déclarent les utiliser car n'étant pas en mesure de le faire eux-mêmes, révélant des prestations qui découlent parfois plus d'un besoin que d'un entretien du cadre de vie.

Clé de lecture

- Graphique 1 : 44% des consommateurs déclarent utiliser les SAP afin de gagner du temps. Le second critère le plus mentionné est celui de la qualité du service réalisé.
- Graphique 2 : Parmi les 44% des utilisateurs de SAP se servant de ces prestations pour gagner du temps, 52% réutilisent leur temps dans des loisirs.

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Scénarios additionnels

Comportements de consommation



Résultats de l'enquête auprès des consommateurs de prestations d'entretien du domicile et de garde d'enfants

Benchmark européen détaillé

Méthodologie détaillée

Les SAP emploient une plus grande part de la population active en France que dans le reste de l'Europe

Informations spécifiques au secteur des PHS dans les cinq pays cibles du benchmark

	France	Allemagne	Belgique	Finlande	Suède
 DEMANDE	13,5% <i>De ménages utilisateurs</i>	12% <i>De ménages utilisateurs, 2012</i>	22% <i>D'utilisateurs</i>	~0,4% <i>De ménages utilisateurs</i>	~10% <i>De ménages utilisateurs</i>
	850 m <i>D'heures consommées</i>	2,63 m <i>De personnes en besoin de services « care », 2015</i>	31% <i>Faibles revenus (< 2,5k € ménage / mois)</i>	133k <i>Ménages bénéficiant de services « care »</i>	168k <i>>65 ans utilisateurs de ces services, 2018</i>
	18 Mds€ <i>De chiffre d'affaires</i>	/	84% <i>Consommant 4h ou moins</i>	/	/
 OFFRE	9,7% <i>De la population active</i>	50k <i>Travailleurs SAP enregistrés, 2018</i>	3,1% <i>De la population active</i>	~100k <i>Travailleurs SAP, 2016</i>	~200k <i>Travailleurs SAP, 2016</i>
	1,2 m <i>De salariés rattachés à des entreprises & associations</i>	2 500 <i>Entreprises actives, 2012</i>	1 810 <i>Entreprises actives</i>	3 305 <i>Entreprises actives, 2012</i>	> 20 000 <i>Entreprises actives</i>
	~20% <i>De les ménages recourant à des SAP non-déclarés</i>	~45% <i>Des employés de SAP non déclarés, 2016</i>	123 m <i>D'heures prestées</i>	/	~15% <i>Des employés de SAP non déclarés, 2016</i>

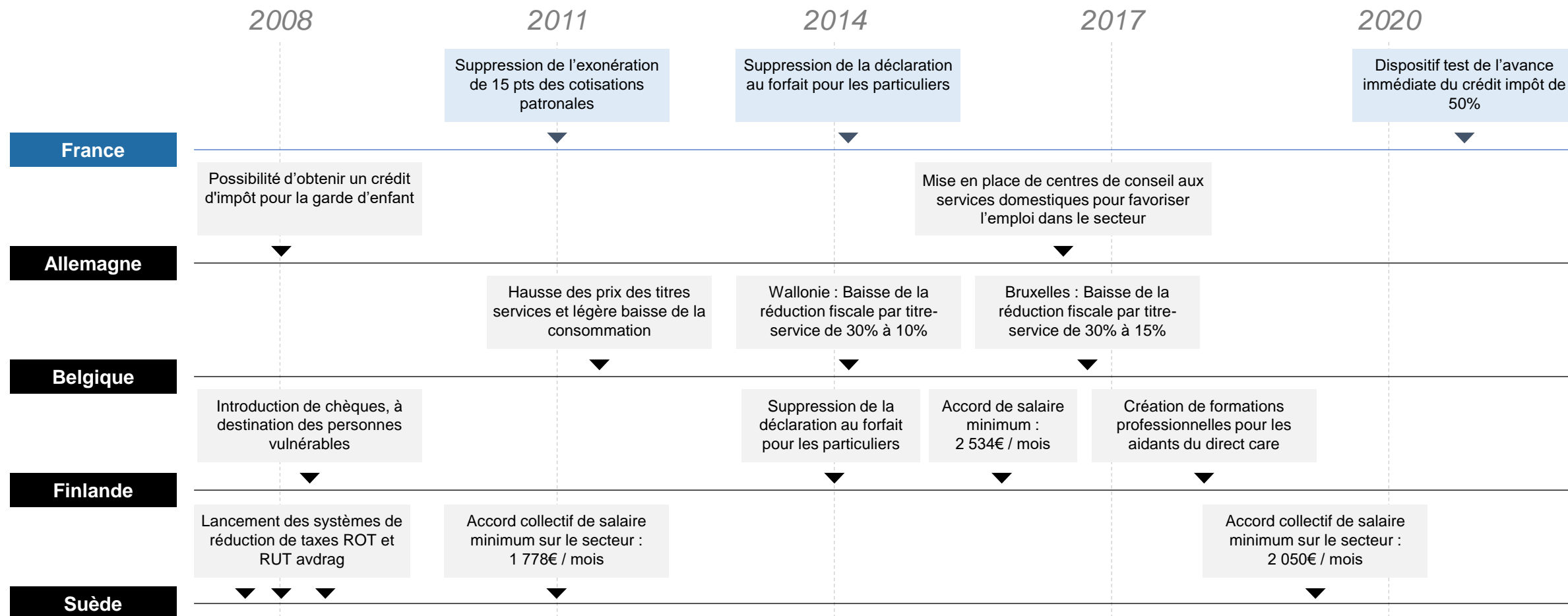
Si les utilisateurs belges paient les PHS les moins chers du panel, la France propose l'offre d'aides la plus large

Aides étatiques entourant les PHS dans les cinq pays Européens

	France	Allemagne	Belgique	Finlande	Suède
Crédit d'impôt	Crédit impôt à 12 000€ / an de 50%, dont un dispositif d'avance immédiate est en phase de test	Crédit d'impôt à hauteur de 20%, plafonné à 4 000€ / an pour les services <i>care</i> et à 1 200€ / an pour les services de main d'œuvre spécialisée	Crédit impôt de 10% (Wallonie), 15% (Bruxelles) et 30%(Flandre) dépendant de la région administrative	Crédit d'impôt plafonné à 2400€ / an. Via un prestataire : crédit d'impôt 45%. Pour particulier employeur : 15% des salaires + 100% des prélèvement sociaux	Le crédit d'impôt lié aux ROT est de 30%, tandis que celui lié au RUT est de 50% avec un plafond de 4 742€ / an
Voucher / Chèque	Le chèque emploi service universel (CESU) permet de payer un organisme de services ou de rémunérer un salarié		500 chèques maximum acheteables par an (400 à 9€ et 100 à 10€)	Chèques à destination des personnes vulnérables, dont l'accessibilité, le montant et les prestations concernées dépendent de la municipalité (<i>non cumulable avec le crédit d'impôt</i>)	Système de paiement direct uniquement
Autres aides	Les personnes âgées et / ou en situation de handicap bénéficient d'allocations cumulables avec les aides précédentes, dont le montant dépend de leur situation	Allocations de soins versées aux demandeurs selon le temps dédié à l'aider, et indépendamment du revenu. L'allocation de soin donnée à l'utilisateur peut être utilisée pour payer des aides informelles (proche...)	Prise en charge de ~50% du prix du chèque par l'Etat (versé à leur fournisseur)	Des allocations soins sont accessibles (<i>non cumulable avec le crédit d'impôt et les chèques</i>)	Les personnes âgées peuvent bénéficier d'une assistance soin long-terme, puisque ce sont les services publics qui se chargent du <i>direct care</i> . Les enfants de 1 à 6 ans ont droit à 15h (min.) de crèche gratuites
Salaire médian net (€/an, 2023)	16 372	16 845	16 157	16 332	17 625

Les pays nordiques se distinguent en mettant l'accent sur les conditions d'emploi et un salaire minimum spécifique au secteur

Evolutions du cadre entourant les PHS

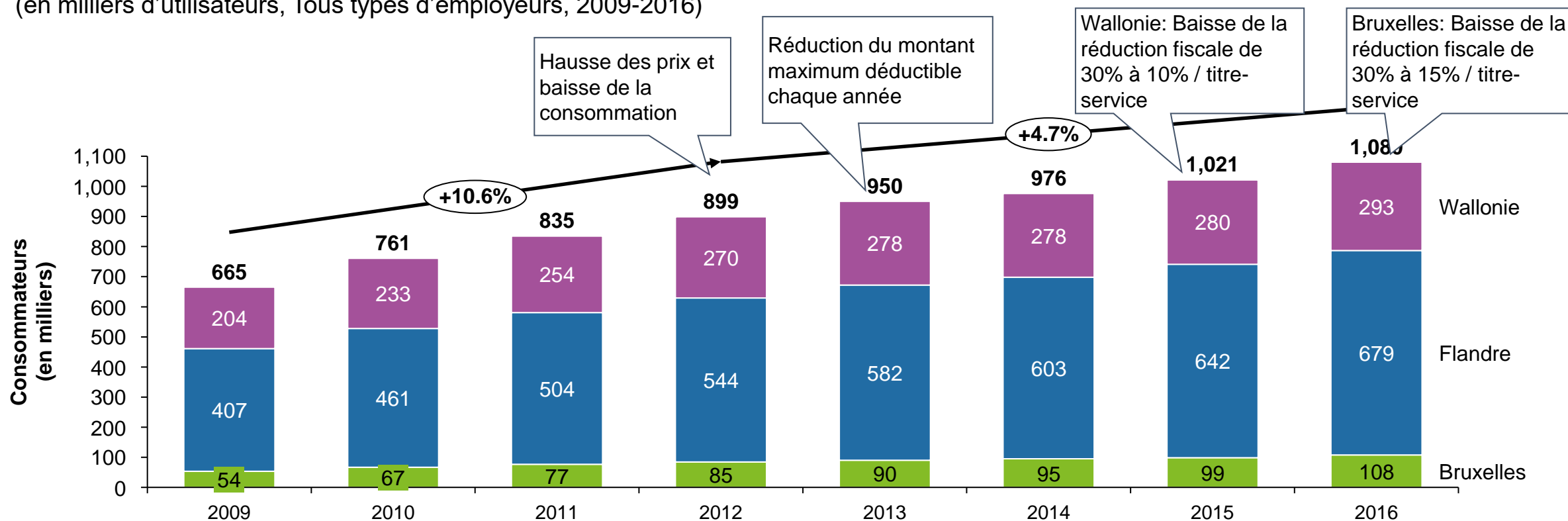


Si l'Etat prend en charge une partie des titres services belges en plus d'octroyer un crédit d'impôt, cette réduction baisse dans deux régions

Etude de cas Belgique (1/2) : Evolution du nombre de consommateurs des titres services

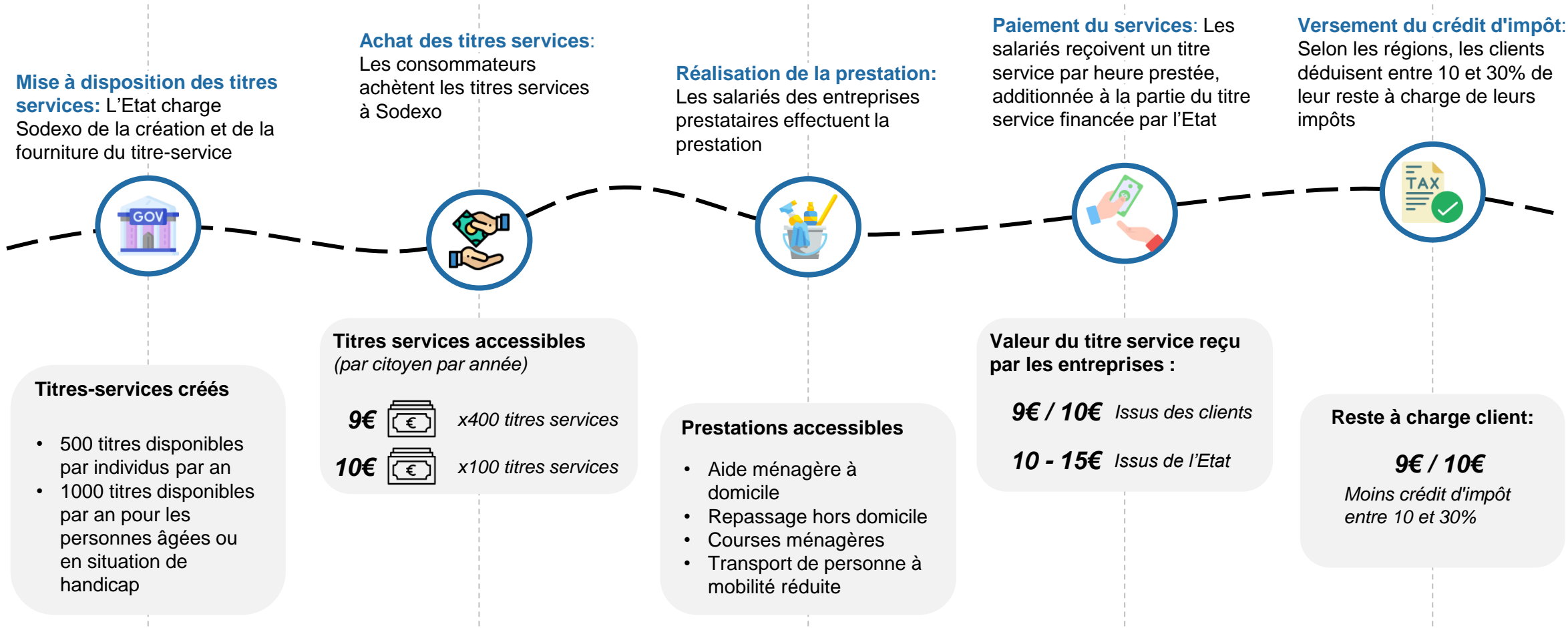
Evolution du nombre d'utilisateurs de titres services par région en Belgique

(en milliers d'utilisateurs, Tous types d'employeurs, 2009-2016)



Le reste à charge des consommateurs de titres-services est inférieur à la moitié de son prix réel, grâce à l'implication de l'Etat

Etude de cas Belgique (2/2) : Schéma d'utilisation du titre service belge





Au Royaume-Uni, la valeur ajoutée rapportée par les heures de garde gratuites est plus élevée que leur coût, atteignant 22£Mds

Etude de cas Royaume Uni : Augmentation des heures de garde gratuites

Problématique: Hausse de 60% du coût de garde d'un enfant entre 2010 et 2021, quand le pouvoir d'achat croît de moins de 30%



Changement du mode de garde

Les parents décident de fournir eux-mêmes ce service
Les femmes sont les plus atteintes

► 1,7m de femmes limitent leurs heures de travail et 1,3m ne peuvent pas travailler

► 27Mds£-38Mds£ de pertes économiques par an

Extension de la politique de garde d'enfants: Passage en 2017 de 15h à 30h / semaine de garde gratuites pour les 3 & 4 ans



Impact du passage à la garde à plein temps

Les parents ont accès à une garde plein temps plutôt qu'à temps partiel

► 1,3pts – 5,7pts d'augmentation de la probabilité que les femmes aient un travail payé

Gain de temps des parents: Le temps libéré est en partie dédié au travail



Impact de l'entrée des femmes sur le marché

Les femmes peuvent entrer le marché de l'emploi, et réduire l'écart d'emploi entre les sexes

► Hausse de l'emploi et des recherches d'emploi des moins de 50 ans

► Début d'absorption de la main d'œuvre par le marché de l'emploi

Résultat de la politique: Afin 2021 la situation au Royaume Uni est comparée avec l'Ecosse, où la politique n'est pas implantée



Impact final de la hausse du temps de garde gratuit

286k individus le marché de l'emploi un an après la mise en place de la politique

► +1,23pts d'emploi
► +1,87pts de participation au marché de l'emploi

► +22,3Mds£ de valeur ajoutée brute (plus que le coût de la mise en place de la politique)

Sommaire

Lexique

Résumé exécutif

Remerciements, introduction et contexte de l'étude

Benchmark européen

Spécificités des SAP en France et périmètre de l'étude

Méthodologie de l'étude et présentation des scénarios analysés

Présentation des impacts des scénarios sur les bénéficiaires

Présentation des impacts des scénarios sur les salariés et l'emploi

Présentation des impacts des scénarios sur le compte de résultat des finances publiques

Conclusion

Annexes

Scénarios additionnels

Comportements de consommation

Résultats de l'enquête auprès des consommateurs de prestations d'entretien du domicile et de garde d'enfants

Benchmark européen détaillé

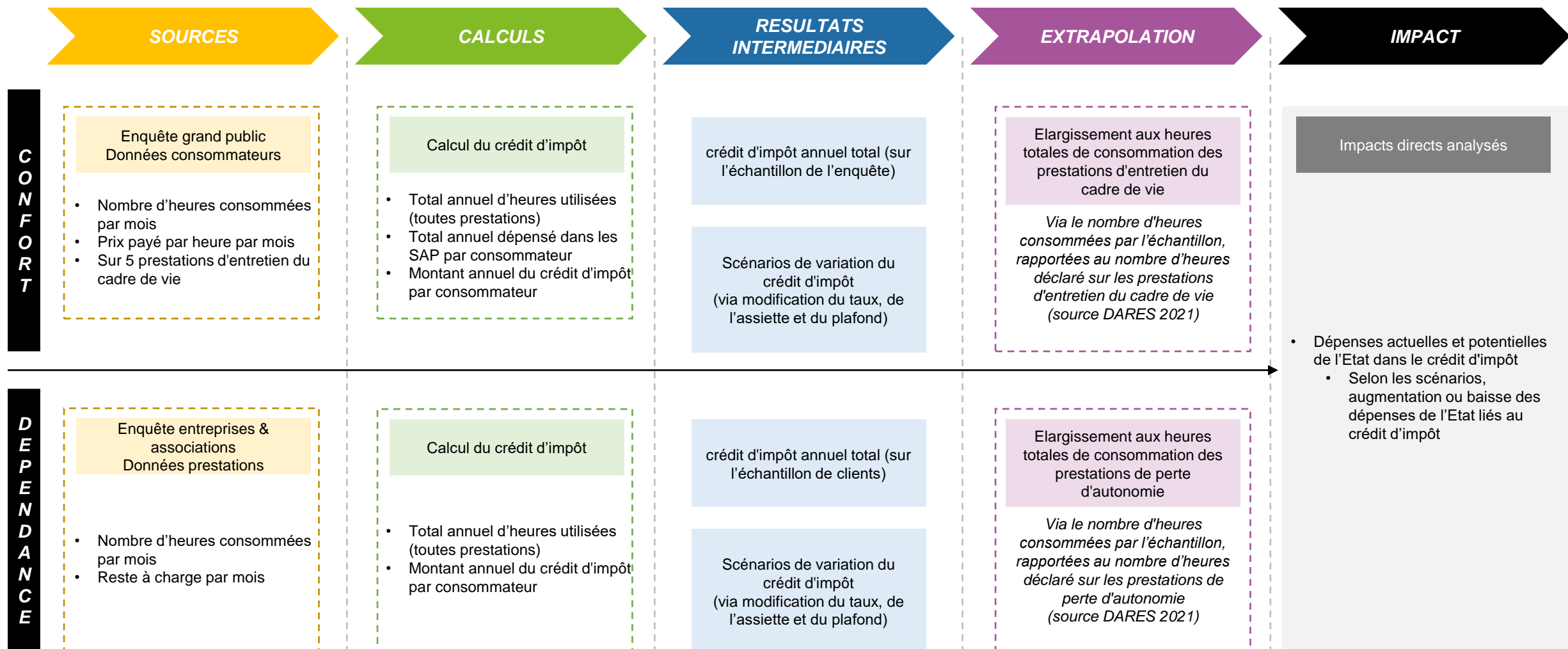
Méthodologie détaillée

La méthodologie de calcul du compte de résultat du crédit d'impôt inclut les aides et avantages fiscaux et sociaux ayant un impact direct sur le coût du CI

Aides & avantages fiscaux et sociaux inclus dans le calcul du compte de résultat du crédit d'impôt aux SAP

AIDES / AVANTAGES	COMMENTAIRES
Crédit d'impôt	Inclus comme base du calcul, sur la base de la prévision 2022 du PLFSS.
Exonération de TVA (pour services rendus aux personnes physiques) par les associations agréées	Pris en compte via les FEC des entreprises du secteur
Non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des associations	Pris en compte via les FEC des entreprises du secteur
Allègements généraux pour l'aide à domicile employée par les particuliers fragiles	Pris en compte via les exemples de déclarations fiscales de particuliers employeurs
Taux de TVA de 10% des services d'aides à la personne	Pris en compte via les FEC des entreprises du secteur
Déduction forfaitaire de 2€ (pour les particuliers employeurs)	Pris en compte via les exemples de déclarations fiscales de particuliers employeurs
Allègements généraux pour l'aide à domicile employée par les entreprises et associations	Pris en compte via les FEC des entreprises du secteur
Allègements généraux pour l'aide à domicile employée par les particuliers fragiles	Pris en compte via les exemples de déclarations fiscales de particuliers employeurs

Méthodologie de calcul des impacts directs des dépenses de l'Etat liées à la variation du crédit d'impôt



Les variations de demande utilisées sont basées sur des réponses directes de consommateurs, ou sur des entretiens avec des professionnels du secteur

CONFORT

AUTONOMIE

AUTRES

Hypothèse de montant du CI	Scénarios correspondants
40%	Scénarios 1 & 6
60%	Scénario 2
0%	Scénario 5
40%	Scénario 1
60%	Scénario 2
75%	Scénarios 5 & 6
75%	Scénario 3
75%	Scénario 4

Variation de la demande
-40%*
+41%*
-80%
-0,03%
+20%
+30%
+30%
+30%

Calculs / Explications

Pour chaque profil de consommateur (emploi / GIR / revenu / âge), élasticité déclarée dans l'enquête

Pour chaque profil de consommateur (emploi / GIR / revenu / âge), élasticité déclarée dans l'enquête

Estimation sur la base de la baisse de consommation déclarée dans le cas d'une réduction de 10% du CI

Calculée sur la base de la baisse de la demande après une hausse de 10% des prix d'entreprises du secteur

Estimée avec des professionnels du secteur, sur la base de leurs constats en termes de besoin et en cas de hausse des prix

Estimée avec des professionnels du secteur, sur la base de leurs constats en termes de besoin et en cas de hausse des prix

Moyenne basée sur la hausse de la consommation déclarée des ménages à faibles revenus, sur le confort et la dépendance

Moyenne basée sur la hausse de la consommation déclarée des familles monoparentales estimées, sur le confort et la dépendance

Sources

Enquête consommateurs

Enquête consommateurs

Estimations avec professionnels du secteur

Données entreprises

Estimations avec professionnels du secteur

Estimations avec professionnels du secteur

Estimations avec professionnels du secteur

Estimations avec professionnels du secteur

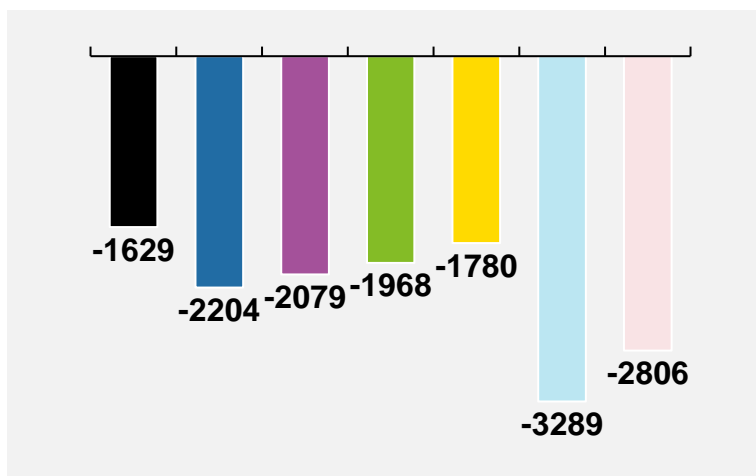
*Moyenne des variations de demande récoltées lors de l'enquête, pondérée par le nombre d'heures consommées

Si une hypothèse d'élasticité de 1 est prise pour l'ensemble des prestations, les scénarios actuel et 2 demeurent les plus rentables pour les finances publiques

Compte de résultat des finances publiques

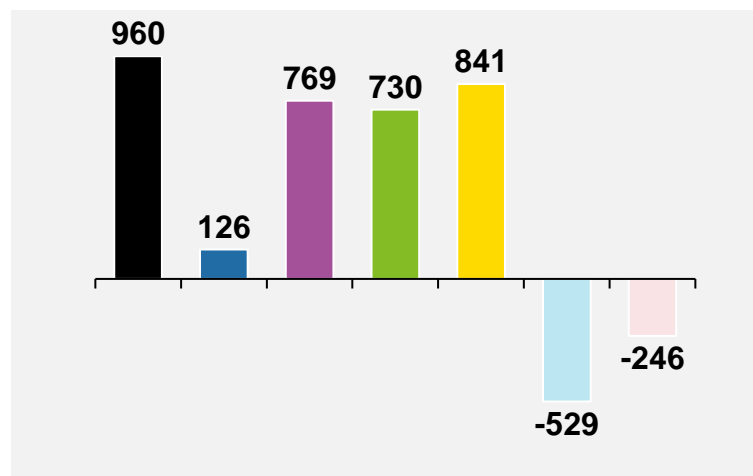
Coût du crédit d'impôt + recettes fiscales employeurs

Bénéfice net du Crédit d'impôt (M€)



Après prise en compte des externalités positives travail

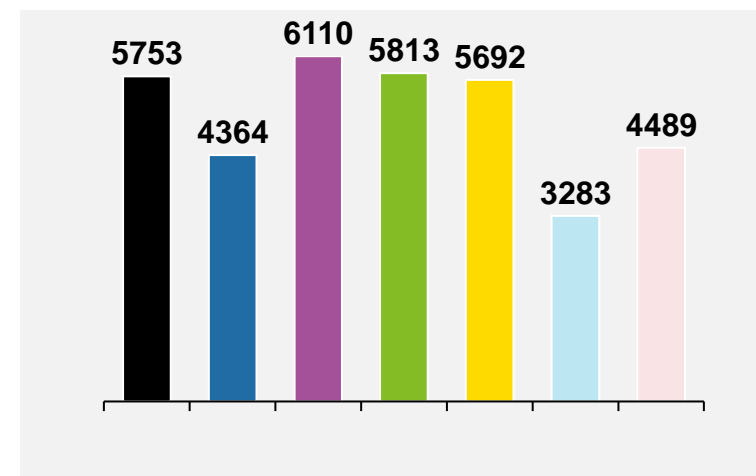
Bénéfice net & indirect Crédit d'impôt (M€)



Impact sur la richesse du pays (PIB)

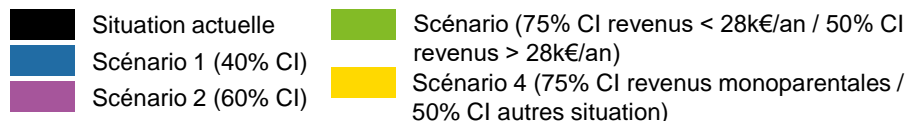
Après prise en compte des externalités positives loisirs

Impact net sur la richesse de la société (M€)



Les élasticités utilisées dans les comptes de résultat présentés sont basées sur les hypothèses présentées en slide précédente (issues d'entretiens professionnelles et des réponses directes d'une enquête consommateurs). L'étude Oliver Wyman « Redynamiser les services à la personne » de 2017 cite des sources de littérature **qui estiment une élasticité de 1** sur le secteur des SAP, plus faible que celle constatée dans l'enquête. Ainsi, les scénarios ci-dessus prennent une hypothèse d'élasticité de 1, pour comparaison avec l'élasticité, plus forte, obtenue via l'enquête consommateurs

Bien que les montants diffèrent, l'élasticité choisie n'impacte pas les messages clés de l'étude : les **scénarios actuels et 2 restent les plus avantageux** pour les finances publiques. Les **scénarios 3 et 4 deviennent plus avantageux** pour l'Etat, car le **crédit d'impôt appliqué à une portion ciblée de la population coûte moins cher**, mais ses recettes sont importantes, du fait d'une **propension plus importante du temps gagné via les SAP destiné au travail** (~30% sur les populations cibles vs. 9% sur la totalité de l'échantillon)

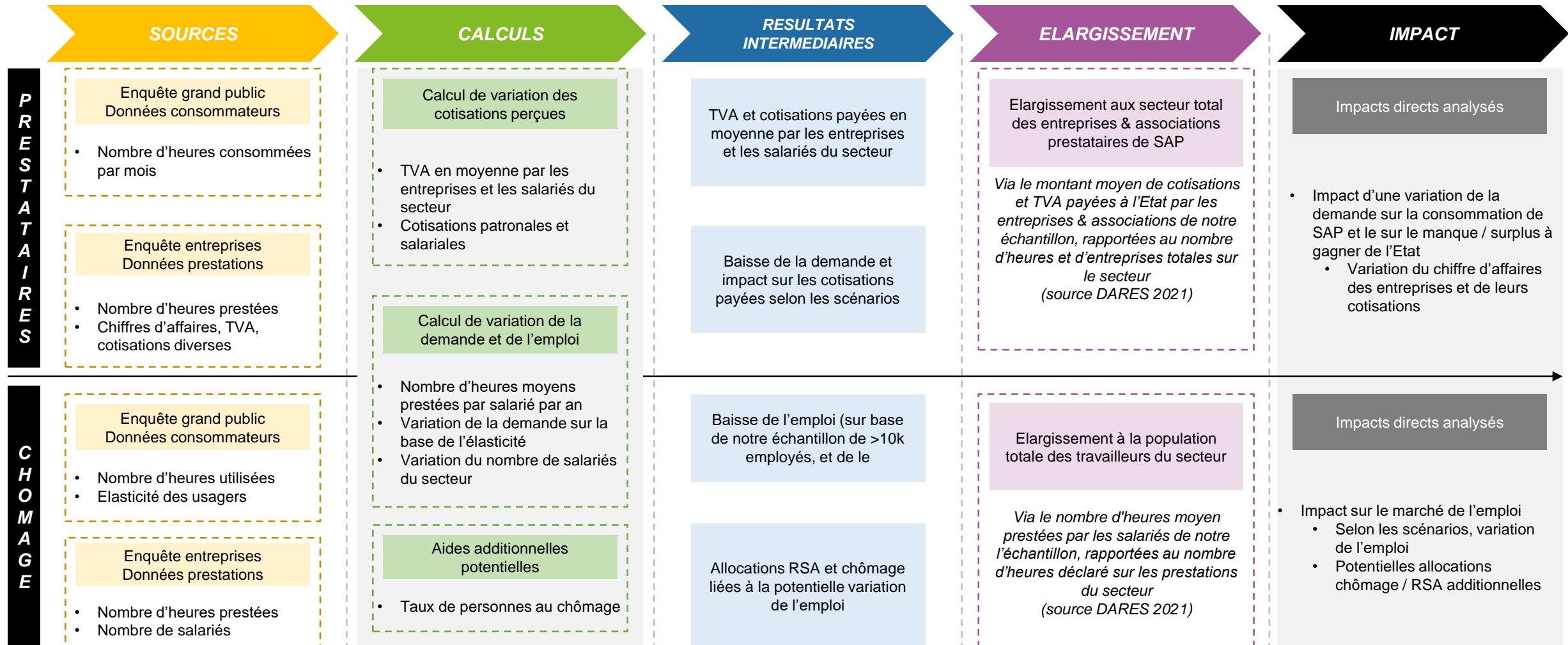


L'analyse d'impacts des recettes employeurs se base sur un échantillon de particuliers employeurs et d'entreprises & associations représentatifs du secteur

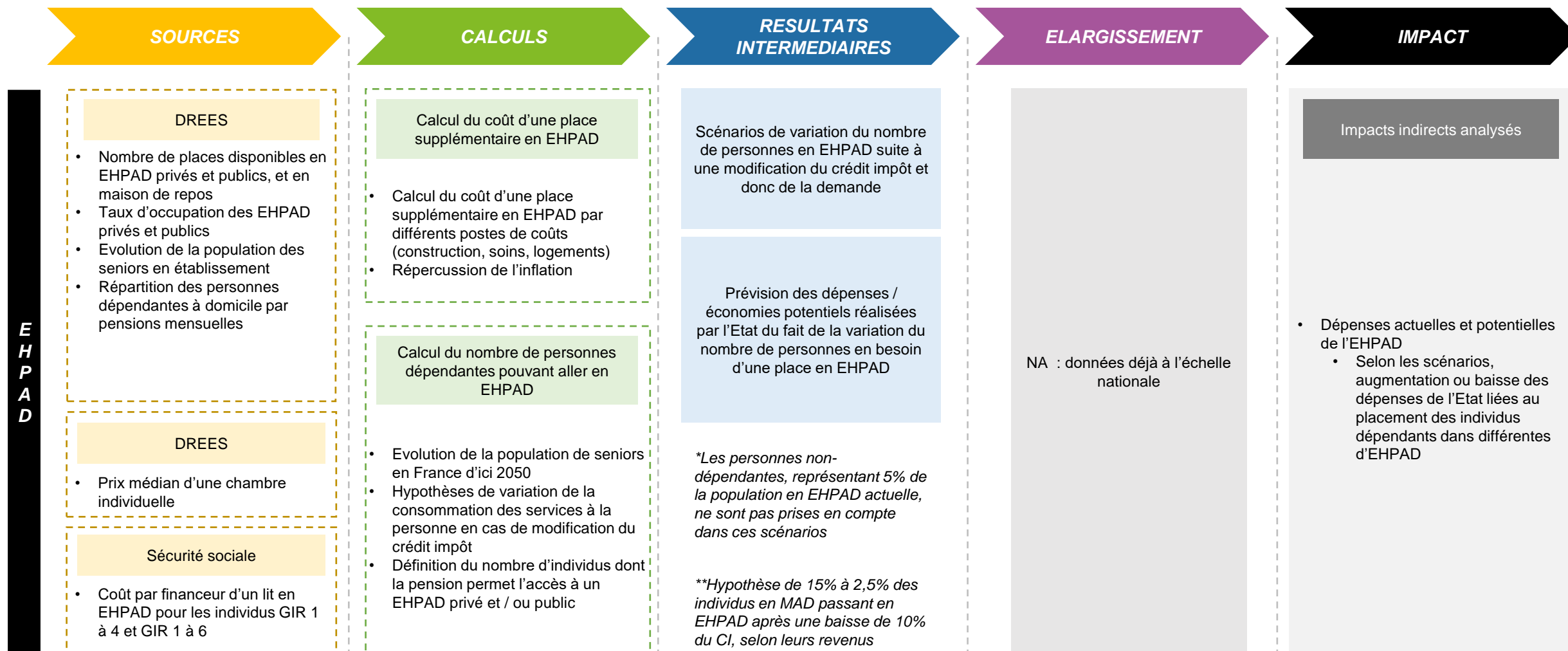
Méthodologie de calcul des recettes des finances publiques issues d'un échantillon d'employeurs du secteur



Méthodologie de calcul des effets directs et indirects sur les prestataires et l'emploi



Méthodologie de calcul des dépenses liées à une variation du nombre d'individus en EHPAD



Zoom en page suivante

Zoom sur la méthodologie de calcul des dépenses liées à une variation du nombre d'individus en EHPAD

ZOOM METHODE DE CALCUL

Population en aide à domicile passant en EHPAD

Nombre total de personnes en MAD \times Pension brute mensuelle € \times Répartition des revenus de la population

Répartition en revenu du nombre d'individus en MAD

Hypothèses* de passage en EHPAD suite à une baisse de 10% du crédit d'impôt (base : pension mensuelle en €)

< 600 €	600 – 2 000	2 000 – 2 500 €	2 500 – 3 500 €	> 3 500 €
15% de passage	10% de passage	7,5% de passage	5% de passage	2,5% de passage

Nombre total de passage en EHPAD sur l'ensemble des personnes maintenues à domicile en cas de baisse de 10% du crédit d'impôt

Dépenses additionnelles de l'Etat dans les EHPAD

Nombre d'individus passant en EHPAD \times Nombre de places disponibles en EHPAD \times Taux d'occupation des EHPAD (projection 2023 sur base 2018 à évolution constante)

Nombre de places additionnelles nécessaires en EHPAD publics / privés
Répartition du type de place sur la base des revenus des individus et du prix / place

Coût des places supplémentaires en EHPAD publics et privés pour l'Etat

Coûts de l'investissement

637 EHPAD \times 80 lits / EHPAD
Coût unitaire de création d'un lit (données ANAP & CNSA)

Coûts de fonctionnement

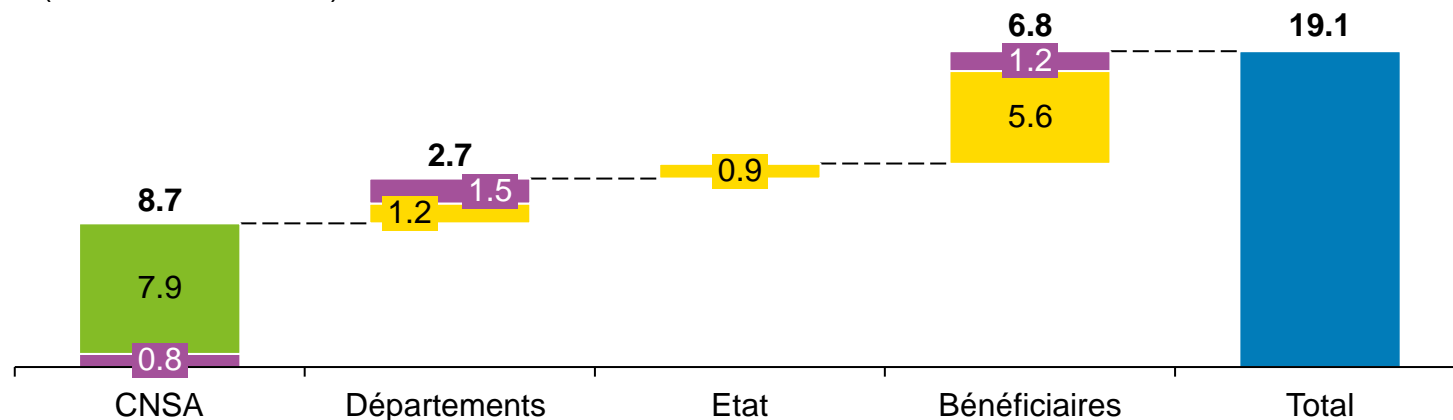
Soins & Hébergement
Montant récupéré via les retraites ASH (90% du montant mensuel)

Coût total de l'investissement (investissement initial annualisé, sur une base de 20 ans, et coûts opérationnels annuels récurrents) **nécessaire pour répondre à la demande supplémentaire de places en EHPAD**

Le soutien public aux personnes en perte d'autonomie résidentes en EHPAD se chiffre à ~20k€ par an, contre ~10k€ pour celles en MAD

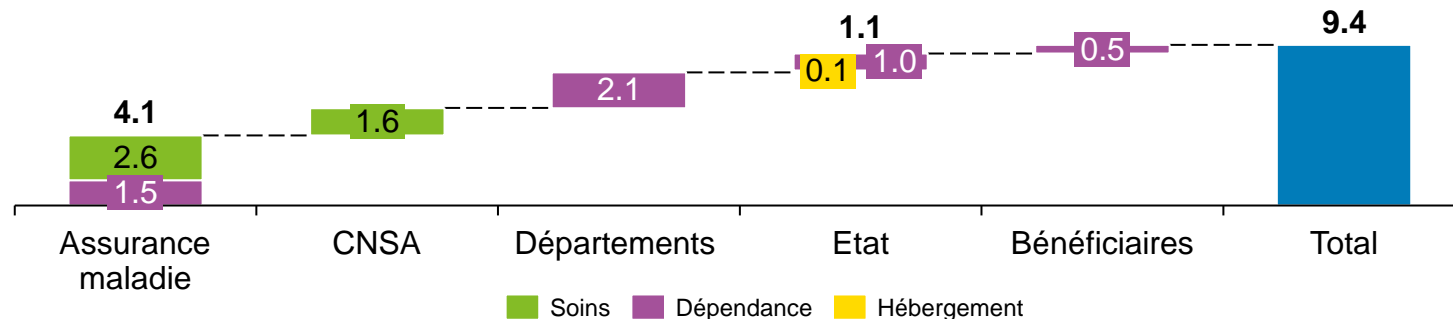
Coût par financeur et section tarifaire EHPAD, 546k résidents

(Mds€, 2019, GIR<4)



Coût par financeur et section tarifaire MAD, 770k bénéficiaires

(Mds€, 2019, GIR<4)



Commentaires

En EHPAD :

- La section « soins », finance le personnel soignant et les équipements médicaux. Elle est intégralement financée par la CNSA
- La section « perte d'autonomie » permet de financer l'aide et l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie (aides-soignants, psychologues etc.)
- La section « hébergement » prend en charge les frais d'hôtellerie, restauration etc. Elle est financée à 70% par les résidents, qui peuvent bénéficier d'aides du département (ASH) ou de l'Etat (allocation logement)

A domicile :

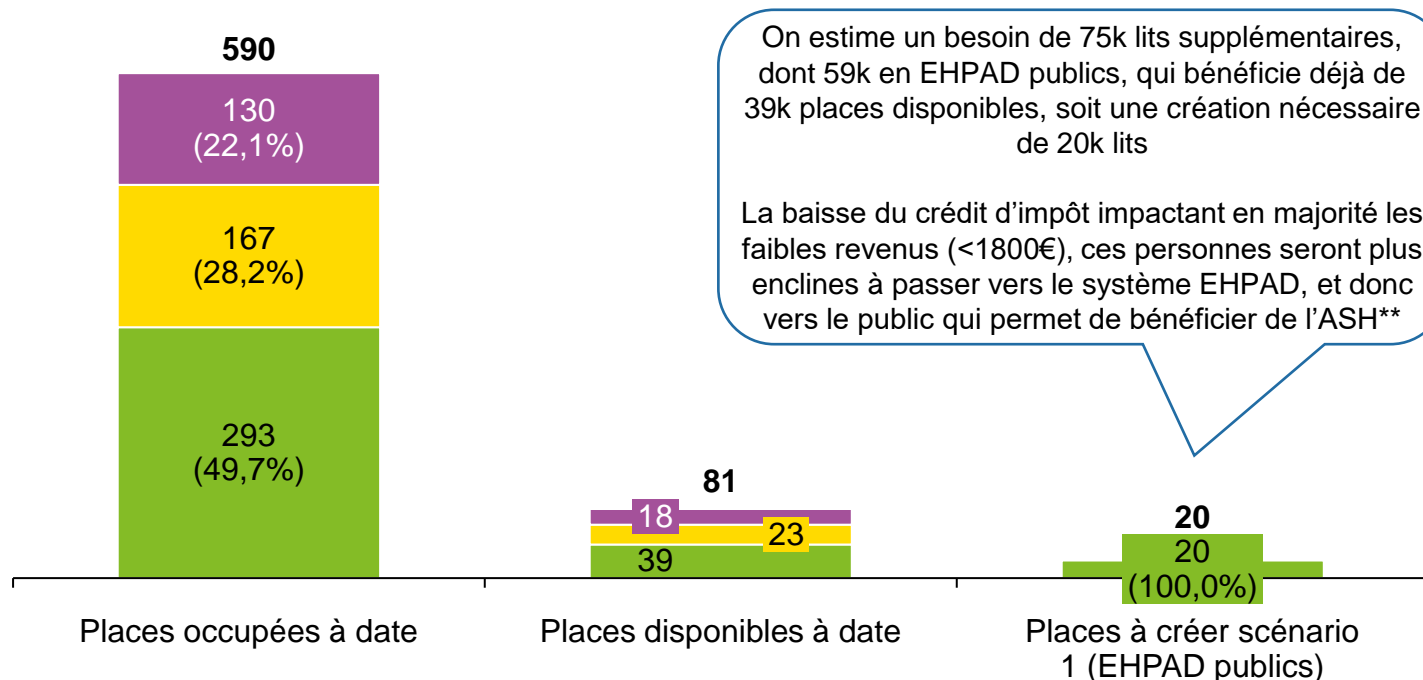
- La section « soins » est financée par la CNSA et l'Assurance Maladie pour l'activité des infirmiers libéraux et des services infirmiers à domicile (SSIAD) et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile (SPASAD)
- La section perte d'autonomie est composée de l'APA, permettant l'allocation d'un certain nombre d'heures d'intervention humaine au domicile. Elle est financée par la CNSA et les départements, ainsi que l'Etat au travers du CI de 50%

Dans le scénario 1, le nombre de places disponibles ne sera pas suffisant et l'effort devra être supporté en majorité par la création d'EHPAD publics

Nombre de places en EHPAD existantes et nombre de places à créer pour le scénario 1

(Milliers de places, France, 2022)

- EHPAD privés à but lucratif
- EHPAD privés à but non lucratif
- EHPAD publics



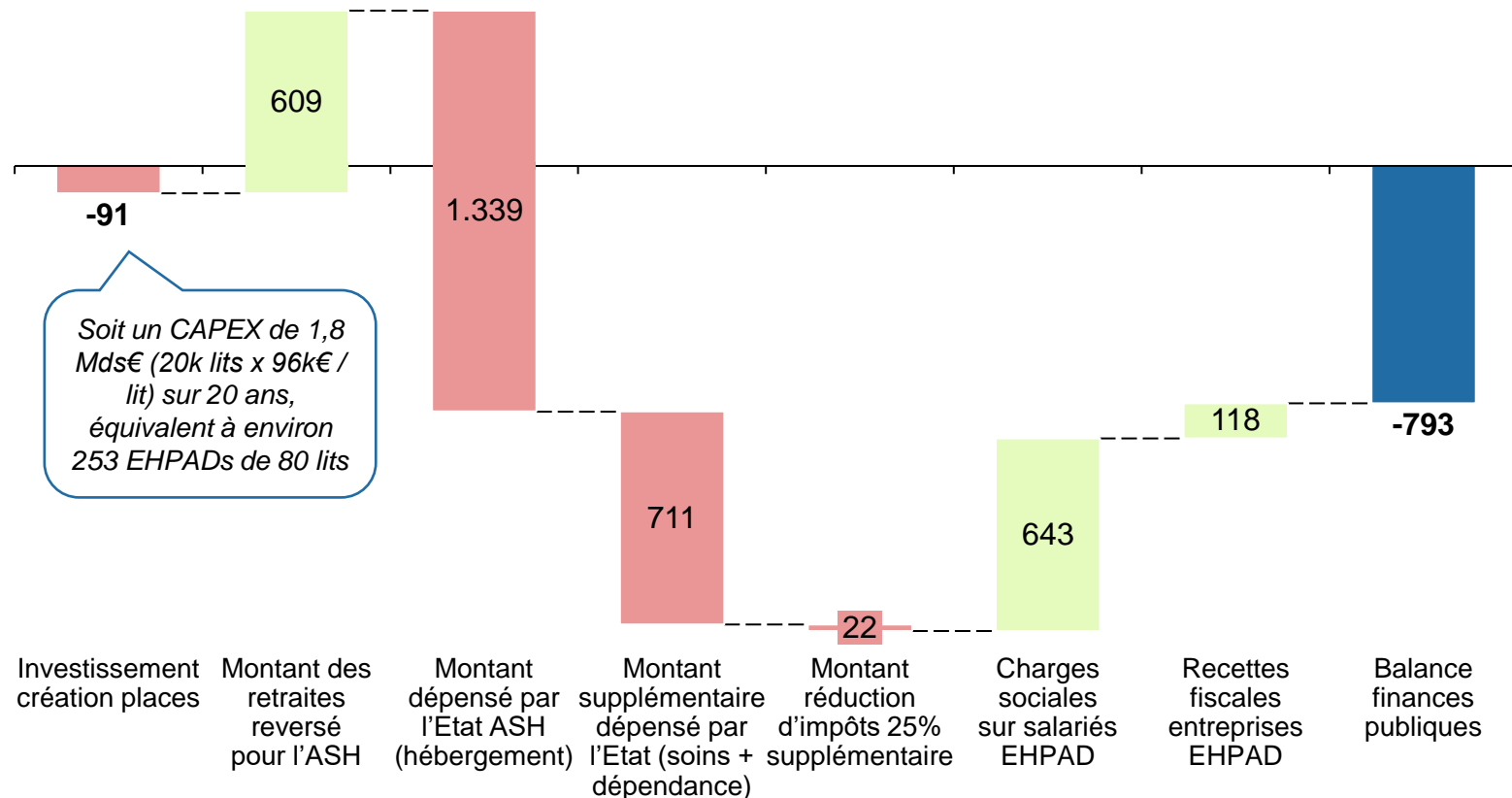
Commentaires

- En projetant le nombre de places disponibles par type d'EHPAD en 2022 par le même taux de croissance que 2015 – 2018 (+4,5% sur la période) et en appliquant le taux d'occupation moyen en EHPAD en 2021 (88,4%), **il reste ~39k places disponibles en France en 2022 dans les EHPAD publics**
- Dans la mesure où **la baisse du crédit d'impôt touche en majorité le pouvoir d'achat des faibles revenus (<1800€), ces personnes seront plus enclines à passer vers le système EHPAD** (15 à 10% de taux de passage), et donc **vers le public bénéficiant de l'ASH****
- Les autres tranches de la population sont également touchées par la mesure, avec un taux de passage de 8% (2000 à 2500€ de pension) jusqu'à 3% (3600 à +4500€ de pension)
- Le secteur public doit donc supporter 100% de l'effort de création de lits**, dans la mesure où les nouveaux résidents ne pourront pas payer pour un EHPAD privé et où **ces derniers ont aujourd'hui des capacités d'accueil suffisantes pour les nouveaux résidents les plus aisés**

La balance des finances publiques pour la création de 20k lits est déficitaire de 793 M€ et nécessite un investissement de 1,8 Mds€ amortis sur 20 ans

Balance des finances publiques pour la création des 20k lits supplémentaires nécessaires au scénario 1 (public) et accueil de 15k résidents (privé)

(M€, France, 2022 (p))



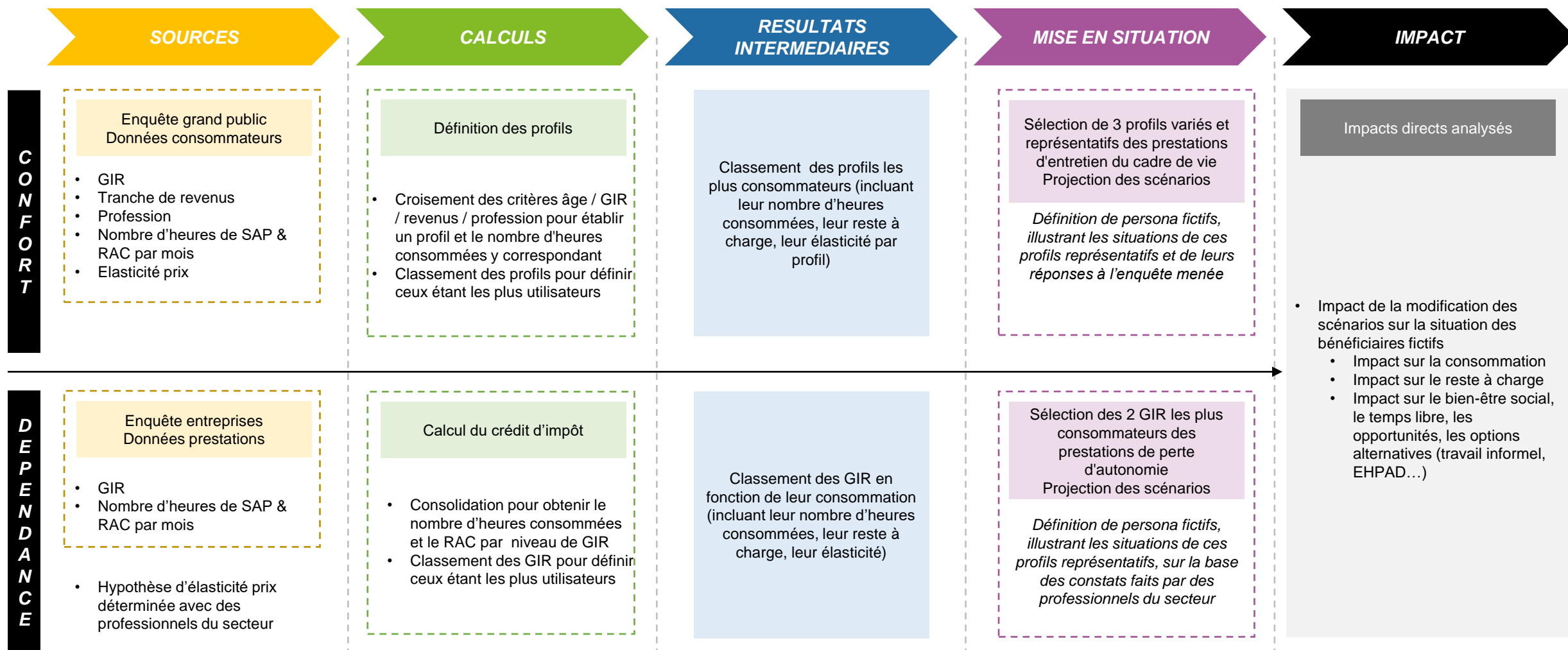
Commentaires

- Les **charges sociales des nouveaux employés** sont basées sur les **salaires moyens du secteur** (avec une différence entre public et privé), avec un **taux d'encadrement moyen de 65% pour le public et de 58% pour le privé**. Les **recettes fiscales** se basent sur les **comptes de résultat d'un ensemble d'EHPAD de tout statut et de plusieurs régions** (Impôts, taxes diverses et impôts sur les sociétés)
- Le CAPEX de 1,8 Mds€ a été lissé sur 20 ans (25 ans pour l'immobilier et 5 à 7 ans pour le mobilier)
- Le solde final des finances publiques lié aux dépenses supplémentaires pour le financement des 20k lits supplémentaires en EHPAD est négatif de 793 M€

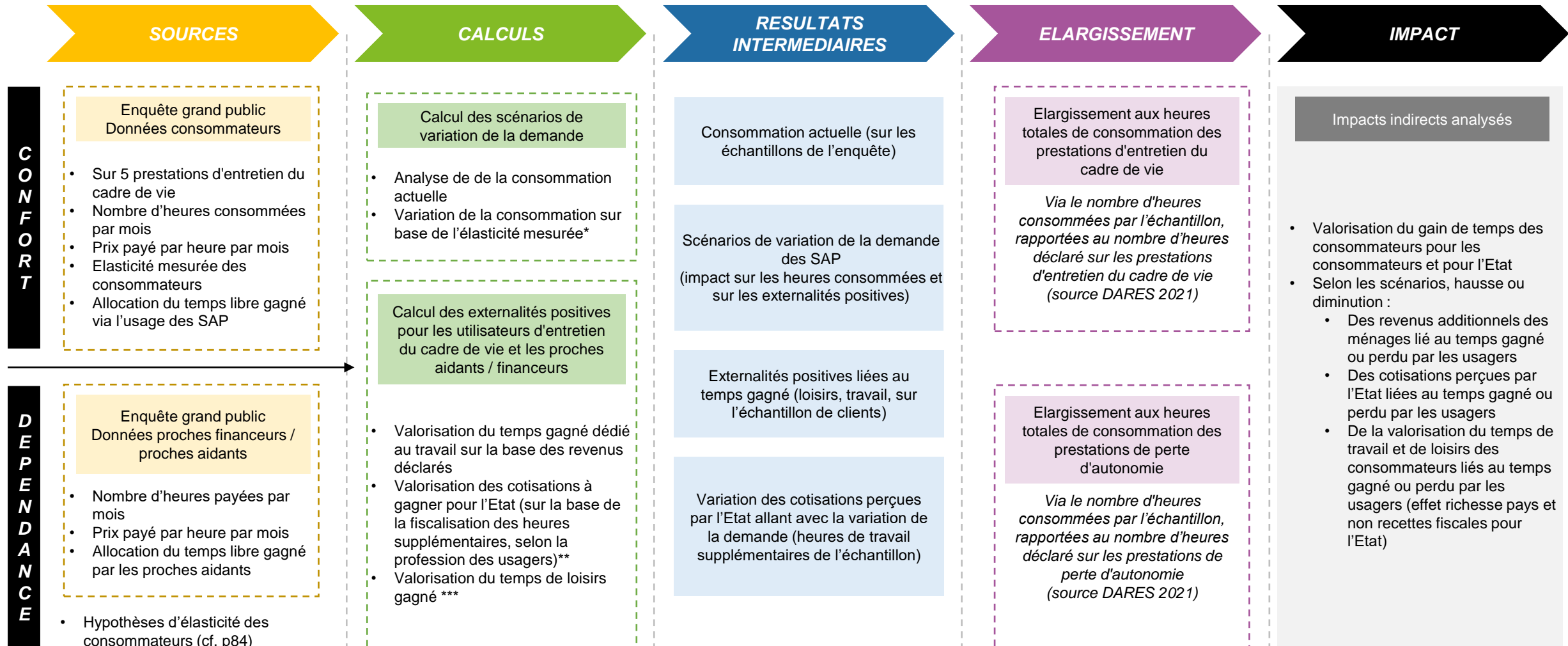
Sources : Sénat, CNSA, ANAP, Sécurité Sociale

*Un ratio de 0,9% est appliqué afin de prendre en compte les difficultés de recrutement du secteur, le turnover important ainsi que les emplois pourvus par des salariés déjà en poste

Zoom sur la méthodologie de définition des profils bénéficiaires



Méthodologie de calcul des impacts indirects et des externalités positives liés à la variation du crédit d'impôt



Le panel pris en compte regroupe tous les répondants de la partie entretien du cadre de vie et garde d'enfants, et uniquement les actifs payant pour des tiers (ex. des proches) sur la partie perte d'autonomie

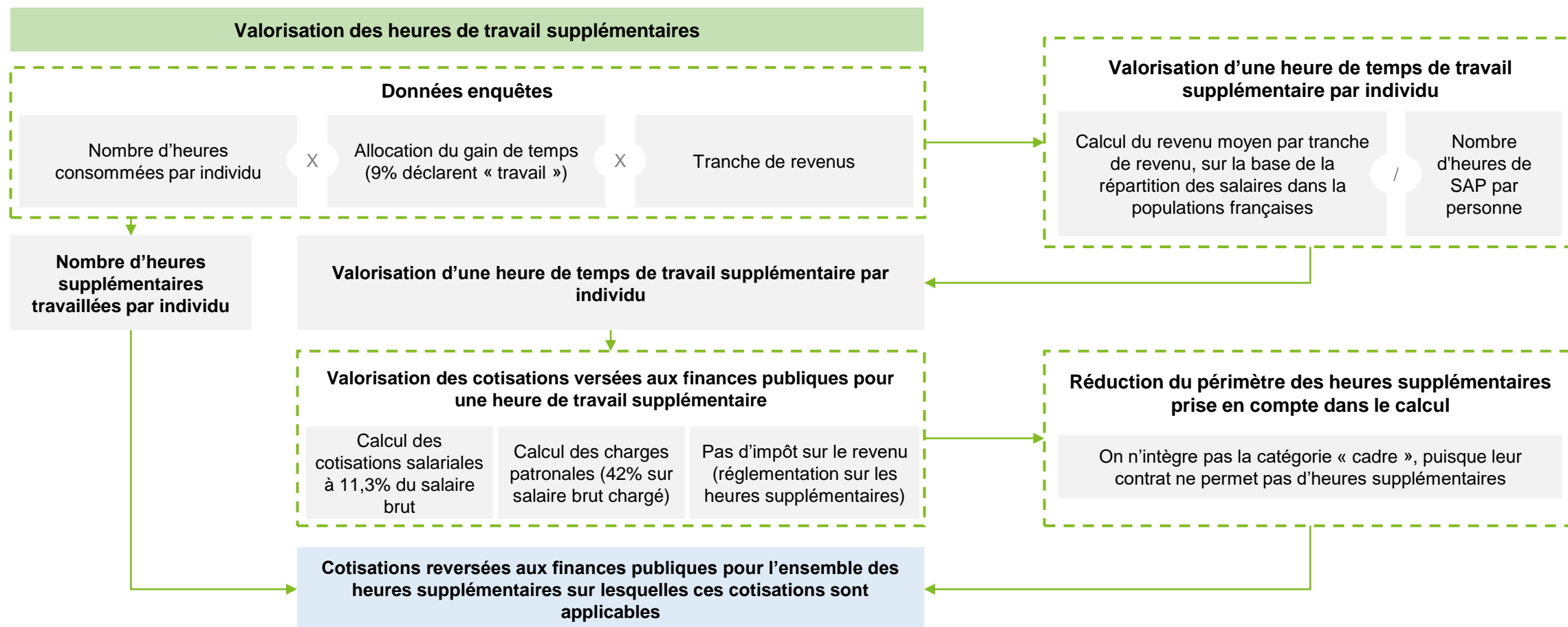
*Elasticité recueillie via l'enquête consommateur

**Bulletin officiel de la sécurité sociale

***Ecologie gouv, Valeurs de référence prescrites pour le calcul socio-économique

Zoom sur la méthodologie de calcul des heures supplémentaires (externalités positives travail)

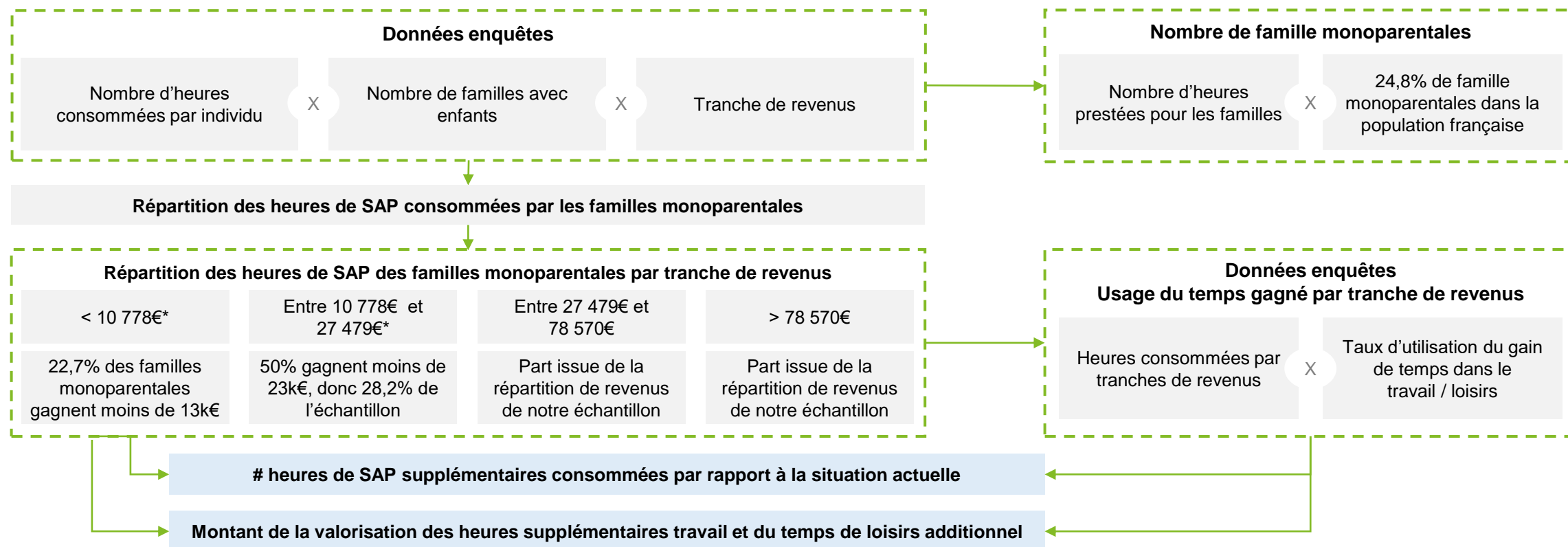
ZOOM METHODE DE CALCUL



Zoom sur la méthodologie de calcul du nombre de familles monoparentales et des impacts de leurs heures (scénario 4)

ZOOM METHODE DE CALCUL

Valorisation des recettes et du coût supplémentaire liés à un CI de 75% pour les familles monoparentales



Sources : Insee, HCFEA, "Rapport - Panorama des familles d'aujourd'hui, 2021"

*Bien que les tranches de revenus ne correspondent pas exactement aux données collectées sur les familles monoparentales, le choix a été fait d'appliquer ces pourcentages aux catégories de revenus de l'enquête, pour se rapprocher au plus de la réalité